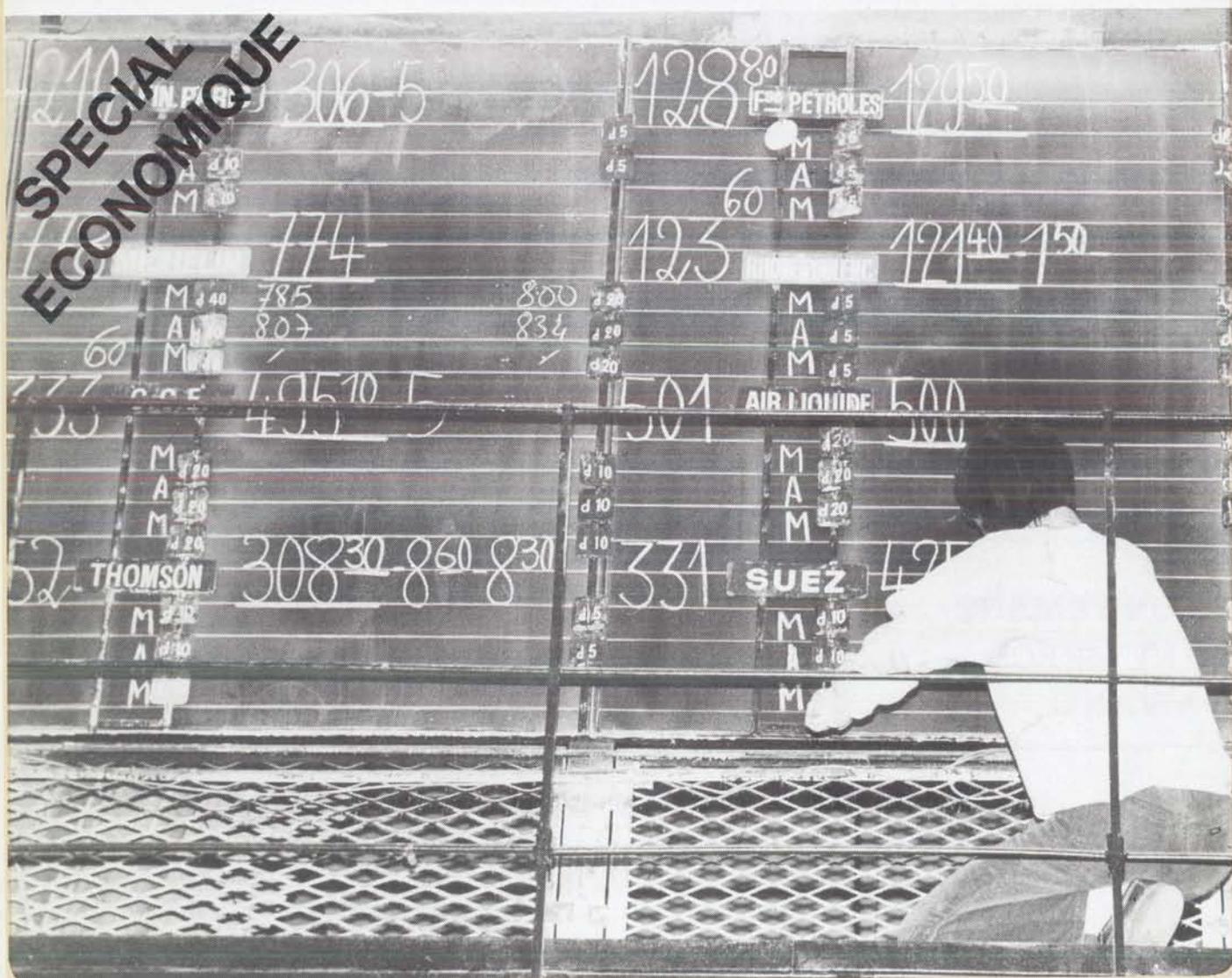


INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

**De la récession
à une reprise très hésitante . . .**

**SPECIAL
ECONOMIQUE**



**Les plans d'austérité
des gouvernements sociaux - démocrates**

- Etat espagnol
- France
- Suède

Sommaire du numéro 151 du 30 mai 1983

3	CONJONCTURE	De la récession 1980-1982 à une reprise faible et désynchronisée en 1983	Winfried WOLF
11	BANQUE ET PÉTROLE	La menace du krach bancaire et la dislocation de l'OPEP	Winfried WOLF
14	EUROPE	Le Système monétaire européen et le Marché commun	Ernest MANDEL
22	POLITIQUES IMPERIALISTES	Qu'est-ce qui va succéder aux politiques économiques de Reagan et Thatcher ?	André Gunder FRANK
— DOSSIER SOCIAL DEMOCRATIE —			
26	PRESENTATION	Les sociaux démocrates appliquent l'austérité	Ernest MANDEL
27	ÉTAT ESPAGNOL	Pour changer : davantage d'austérité	J. ALBARRACIN et P. MONTES
29	FRANCE	Radiographie du plan d'austérité du troisième gouvernement Mauroy	Michel DUPOND
32	SUEDE	Olof Palme poursuit ce que les partis bourgeois avaient commencé	Tom GUSTAFSSON

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMÉROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à « PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom — Prénom |-----|

Numéro et Rue |-----|

Commune |-----|

Code Postal |-----| Pays |-----|

Réabonnement

Abonnement

De la récession 1980-1982 à une reprise faible et désynchronisée en 1983

Winfried WOLF

Au cours de la deuxième moitié de l'année 1982 et au début de 1983, la crise générale du capitalisme baigne dans une lumière toujours sombre. Des sociétés importantes connaissent des difficultés sérieuses ou font faillite ; rien que pour les Etats-Unis, on enregistre 33 faillites de banques en 1982 (un record depuis la Deuxième Guerre mondiale). La liste des pays qui se trouvent au bord de la faillite s'allonge constamment et les sommes impliquées ne cessent de s'accroître : qui parle encore du montant ridicule de 60 à 70 milliards de dollars que les pays du COMECON ont emprunté aux banques occidentales, au moment où cette somme est inférieure aux dettes du Mexique et du Brésil, et au moment où ces deux pays ont arrêté de fait le remboursement de leur dette ...

Le 25 janvier 1983 se réalise le scénario que des esprits naïfs ont considéré comme la condition d'une reprise internationale, mais qui fait froid dans le dos des responsables du monde bancaire et financier : le cartel de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) ne réussit plus à se mettre d'accord sur une stratégie commune de prix et de production, les prix du marché du pétrole brut baissent et, fin janvier 1983, ils sont de 20 % inférieurs au prix officiel, qui est de 34 dollars le baril. Et une nouvelle chute, qui verrait le baril à 20 dollars, n'est pas exclue. On s'attend à ce que tous les démagogues qui, depuis une décennie ont rejeté la responsabilité de la crise économique du capitalisme sur « la crise du pétrole » et les « cheiks », respirent et s'adressent à l'opinion publique pour annoncer la fin du chômage massif. Mais c'est le contraire qui se passe : quelques heures seulement après l'échec de la conférence des ministres de l'OPEP à Genève, la pagaille régnait à Wall Street. En quelques minutes, l'indicateur boursier le plus significatif des milieux impérialistes, le *Dow Jones*, enregistrait une baisse considérable. Ce ne sont pas seulement les multinationales pétrolières qui perdent pied : plus de 80 % de toutes les actions négociées à Wall Street subissent également des pertes.

Le monde bancaire redoute une crise financière internationale : des pays comme le Mexique ou le Venezuela qui, lorsqu'ils contractaient des emprunts, comptaient sur des rentrées en hausse constante grâce à leurs exportations de

pétrole, sont aujourd'hui désappointés et leurs créiteurs importants n'ont plus beaucoup d'espoir de revoir leur argent dans des délais raisonnables ni d'obtenir au moins le remboursement intégral des intérêts de la dette. Ces craintes sont partagées, loin des centres de la crise capitaliste, à Vienne en Autriche (*Die Presse*, Vienne, 26 janvier 1983).

La presse économique de la grande bourgeoisie s'exprime beaucoup plus franchement. Avant même les événements susmentionnés, le producteur d'or sud-africain, le plus important du monde, publiait une annonce d'une page entière dans plusieurs grands journaux internationaux, dont la manchette reprenait des titres de l'année 1929 (« The Wall Street Panic ») et dont les premières lignes indiquaient ceci : « *Le krach de Wall Street s'est poursuivi de septembre 1929 à avril 1932. Il a entraîné la chute de l'indice Dow Jones de 381 à 56, soit une baisse de 85 %. Pendant la même période, 4 000 banques américaines ont dû fermer leurs portes alors que, simultanément, le prix de l'or s'est accru.* » L'annonce comportait un coupon à découper qui incitait à ce nouvel investissement : « *J'aimerais investir dans les Krugerrands (monnaie d'or sud-africaine). Pourriez-vous me faire parvenir un exemplaire du catalogue Krugerrands ? (5)* »

En janvier 1983, Henry Kissinger, un homme qu'on peut difficilement soupçonner de vouloir du bien à la classe ouvrière et au Tiers Monde, se croit obligé de lancer un appel dramatique, en compagnie d'un grand nombre d'écono-

mistes bourgeois renommés : « *Dans les démocraties du monde industrialisé, trente millions de salariés n'ont pas de travail. Les pays en voie de développement s'écroulent sous le poids de l'endettement. Dans le Tiers Monde, la politique économique restrictive menace de provoquer le chaos politique. L'échelonnement désordonné de la dette ne fait que différer la crise inéluctable. L'assainissement économique par toujours plus d' "austerity" devient de plus en plus intenable, même pour les démocraties avancées. Maintenant, il ne s'agit plus d'un défi économique, la survie de nos sociétés libres est en jeu.* » (*Handelsblatt*, 25 janvier 1983).

De fait, le capitalisme du troisième âge vit sa crise économique la plus profonde et la plus longue depuis 1929. Le « dérapage » de la récession en effondrement économique, résultant des faillites de sociétés, de banques et de pays, n'est pas du tout impossible : au contraire, cette éventualité devient plus probable à mesure que la dépression se prolonge. Au début de 1983, les gouvernements impérialistes se trouvent devant une décision lourde de conséquences : doivent-ils virer une nouvelle fois vers une politique expansionniste, troquant la crise et le danger d'un effondrement du système bancaire mondial contre un redémarrage de l'inflation qui verrait une crise ultérieure beaucoup plus prononcée ? Doivent-ils plutôt poursuivre inexorablement la politique d'austérité, opérer l'« assainissement » au moyen d'une crise prolongée, et assumer ainsi tous les

CHÔMAGE (chiffres officiels)

Pays	fin 1975		sept. ou oct. 1982	
	en %	en chiffres abs.	en %	en chiffres abs.
Etats-Unis	8,4	8,0 millions	10,8	12,0 millions
Canada	7,2	0,8 millions	12,7	1,4 millions
Japon	1,9	1,1 millions	2,5	1,5 millions
CEE au total		5,1 millions	10,3	12,0 millions
R.F.A.	4,9	1,1 millions	8,6	2,1 millions
France	4,0	1,0 millions	9,6	2,1 millions
Grande-Bretagne	3,6	1,3 millions	12,8	3,5 millions
Italie	5,9	1,3 millions	10,9	2,5 millions
Benelux	4,6	0,3 millions	14,5	1,2 millions
Petits pays d'Europe occ.		0,8 millions		4,0 millions
Total (sans Australie et nouvelle-Zélande)		15,8 millions		30,5 millions

risques économiques et politiques que comporte une telle politique ?

La profondeur de la crise est démontrée par le niveau élevé du chômage massif. Au début de l'année 1983, on a enregistré plus de chômeurs officiels dans les pays industrialisés qu'à l'apogée de la crise économique mondiale de 1929-1932. Il vaut la peine d'examiner de plus près cette statistique, qui abonde de sous-évaluations favorables au système capitaliste. Elle n'a trait qu'aux pays capitalistes industriellement développés qui sont membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Par conséquent, elle n'enregistre pas le chômage en Turquie, qui compte officiellement 3 et, en fait, déjà 5 millions de chômeurs. Elle exclut l'entièreté des continents africain et latino-américain, ainsi que la plus grande partie de l'Asie capitaliste, des régions dans lesquelles le chômage augmente souvent plus vite que dans les centres impérialistes. En plus, elle est fondée uniquement sur les statistiques de chômage officielles et ne tient pas compte des personnes qui, découragées, ont abandonné la recherche d'un emploi (rien qu'aux Etats-Unis, des estimations officieuses font mention de 2,5 millions de chômeurs non enregistrés). En dépit de ces restrictions, le résultat est effrayant. Au cours d'une décennie, le nombre de chômeurs au sein de l'OCDE a triplé. En comparaison avec la récession de 1974-1975, leur nombre a doublé. En 1970-1971, on enregistrait 10 à 11 millions de sans-emplois dans l'ensemble des pays suivants : Amérique du Nord, Japon, Australie, Nouvelle-Zélande et Europe occidentale. A l'apogée de la récession de 1975, il y en avait déjà 16 millions. Au début de 1983, ils sont 33 millions. Et la récession actuelle montre une progression encore plus impressionnante : 17,5 millions de chômeurs en 1975 ; plus de 20 millions en 1980 ; 25 millions en 1981 ; plus de 30 millions en

1982 et, au printemps de 1983, on atteint le chiffre de 34 millions.

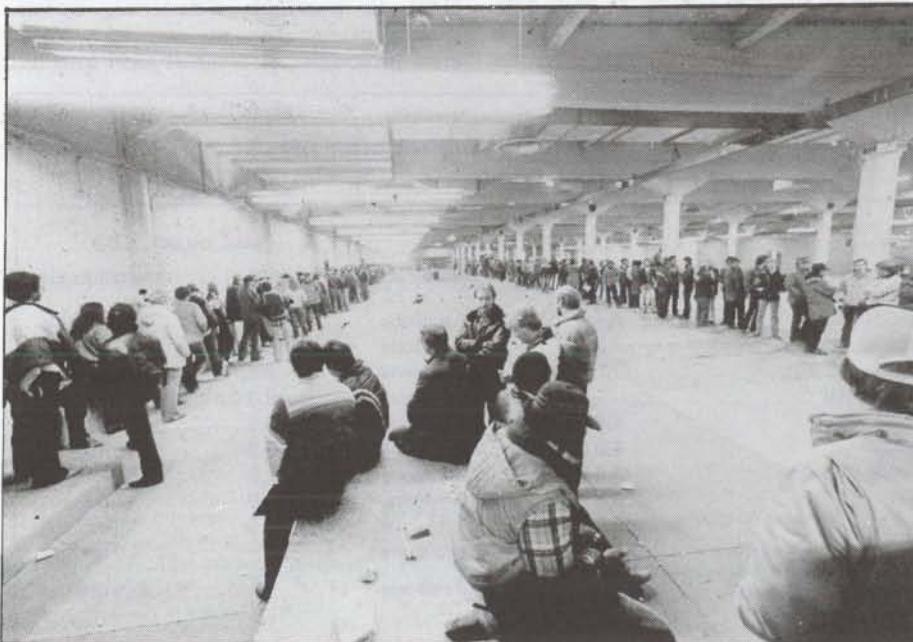
LA CRISE EN AMERIQUE DU NORD

La question sur laquelle Ronald Reagan a mené — et gagné — sa campagne électorale en 1980 apparaît, au début de 1983, dans toute son absurdité : « *Est-ce que les choses vont mieux aujourd'hui qu'il y a quatre ans ?* » La crise s'est aggravée sans cesse. Le chômage a grimpé au-dessus de 12 millions. Il s'agit d'un phénomène de masse, qui frappe toutes les familles ayant des salariés. En 1982, 28 millions de citoyens chômaient plus ou moins longtemps. En plus des 12 millions de personnes qui, au cours de l'année 1982, se trouvaient sans emploi, il faut compter 7 millions de travailleurs à temps partiel. Certains centres industriels atteignent des records extrêmes, comme la ville sidérurgique de Youngstown, avec un taux de chômage de 90 %. Dans la ville de Detroit qui était, il n'y a pas longtemps, le centre mondial de la construction automobile, on a enregistré 250 000 chômeurs, ce qui équivaut à 25 % de la population adulte active. Avec 44 000 faillites d'entreprises, on a atteint le niveau le plus élevé depuis 1930-1931. Le taux d'utilisation de la capacité globale de l'industrie était de 65 % vers la fin de 1982. Il est bien plus bas encore dans certains secteurs comme la sidérurgie. En dépit des prédictions répétées d'un nouveau « démarrage », le PNB des Etats-Unis a diminué de 2 % en 1982 ; pour le dernier trimestre, on observait un repli encore plus marqué (-2,5 %). La production industrielle est de 7,5 % plus basse à la fin de 1982 qu'au début de l'année. Globalement, elle se trouve de 15 % au-dessous du niveau atteint avant le début de la crise en 1979. La politique économique de Reagan, liant des diminutions d'impôts et des coupes claires dans les services sociaux à des augmentations massives des dépenses militaires, a eu pour conséquen-

ce des déficits budgétaires énormes (autour de 180 milliards de dollars en 1982). Aux Etats-Unis, comme en Grande-Bretagne, on constate une paupérisation absolue à une échelle massive (1). Des millions de gens sont en même temps victimes de la crise économique et des diminutions de l'aide sociale. C'est ainsi que seulement 40 % des 12 millions de chômeurs américains bénéficient d'une allocation (en règle générale, elle n'est garantie que pour vingt-six semaines, après quoi on obtient une « aide spéciale » pendant treize semaines). La durée moyenne du chômage, d'au moins cent semaines en 1979, est montée à cent soixante et une semaines vers la fin de 1982. En conséquence, des couches sans cesse plus nombreuses de chômeurs atteignent toujours plus vite un stade où ils ne peuvent espérer qu'une aide sociale ; l'assistance sociale n'est cependant attribuée qu'à ceux dont les revenus n'excèdent pas les 2 000 dollars, dans un pays où, du fait des carences des transports en commun, une voiture particulière est une nécessité...

L'absence d'un « filet » social suffisamment dense aux USA y provoque un processus de paupérisation progressive : abandon de l'automobile, difficultés accrues à emmener les enfants à l'école, expulsions de la maison. Dans l'Etat de Washington, on a promulgué, au milieu de 1982, une nouvelle loi permettant les expulsions pendant le week-end : en dépit de 30 évacuations par jour, un « excédent » de 9 000 maisons à évacuer s'était accumulé. Il se forme une armée de gens qui sont obligés de végéter dans des caravanes ou des tentes ; selon des informations officielles, les terrains de camping hébergeraient en 1982 plus de gens sans logement que de touristes. Dans ces conditions, l'idéologie bigote qui se développe sous la présidence de Reagan, comme phénomène d'accompagnement de la crise, acquiert une base matérielle : après avoir réduit massivement les prestations sociales, le président des Etats-Unis a conseillé aux « nouveaux pauvres » de faire appel aux églises.

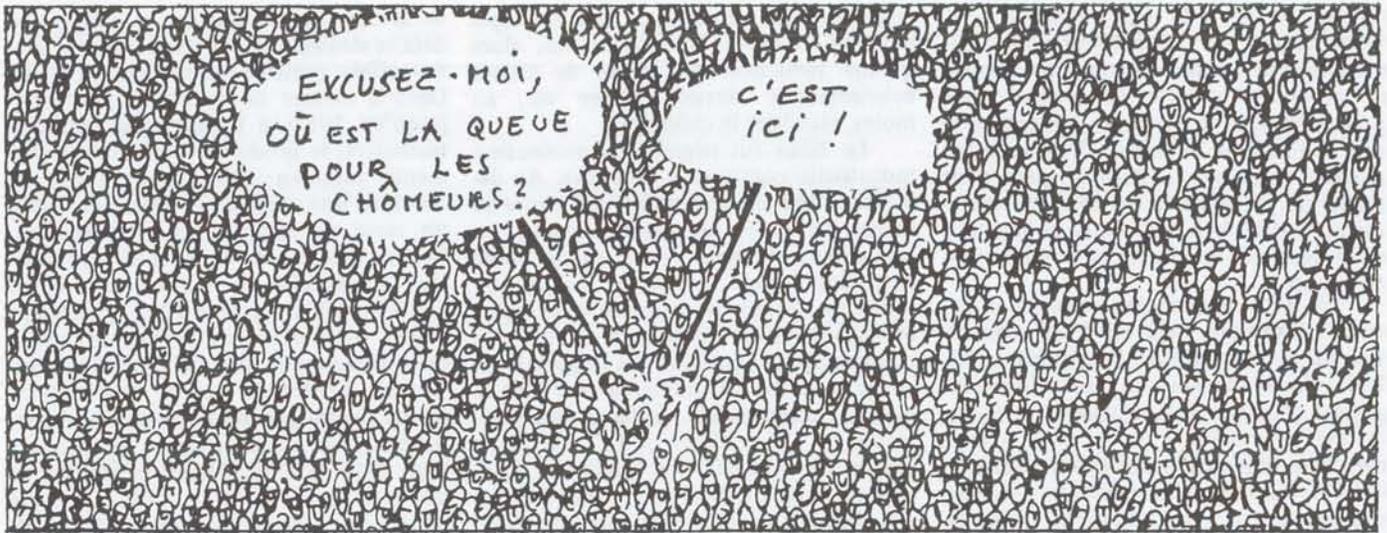
La queue pour l'embauche dans l'automobile, à Milwaukee, USA, en janvier 1983. (DR)



LE JAPON ATTEINT PAR LA CRISE

En comparaison avec ses concurrents impérialistes, le Japon semble être le pays qui, une fois de plus, a échappé au plus dur de la crise. En fait, en 1982, le Japon connaissait une croissance de son PNB de plus de 3 %. Mais la situation du Japon aujourd'hui est la même que celle de la RFA pendant la crise de 1974-1975. Pour des raisons historiques, il jouit encore d'une stabilité économique relative supérieure à celle de ses concurrents. Mais cette stabilité s'est visiblement rétrécie au cours de la récession de 1980-1982. Cette crise a mis un frein au moteur essentiel de l'industrie japonaise : les exportations.

1. Karl Marx a analysé la « paupérisation absolue des masses » en tant que phénomène des périodes de crise capitaliste. A l'encontre de nombre d'assertions, il ne l'a pas conçue comme une caractéristique générale de la production capitaliste.



Elle a perturbé un autre facteur qui a eu son importance dans la longue période de croissance : la *politique budgétaire expansive*. Fin 1982, les exportations japonaises enregistraient une baisse de 10 % par rapport au début de l'année. Les exportations japonaises d'automobiles vers l'Europe étaient de 25 % inférieures aux résultats de 1981. Ce recul est d'autant plus remarquable qu'on a procédé en même temps à une dévaluation du yen (17 % vis-à-vis du dollar américain), qui soutenait une fois de plus les exportations japonaises. En 1982, la diminution des exportations engendrait une diminution de la production industrielle (octobre 1982 - début de l'année : - 3 %). La production d'automobiles chutait même de 4 %. Cette diminution des exportations et de la production industrielle coïncide avec les conséquences négatives d'une politique budgétaire expansive. En septembre 1982, on fut obligé de proclamer « l'état d'urgence fiscal ». Le gouvernement Suzuki démissionnait. En fait, l'endettement public a fortement augmenté pendant les dernières années ; le gouvernement japonais avait compté sur des taux de croissance forts et des recettes fiscales correspondantes. Ces espoirs ont été déçus. En trois ans, le service de la dette, qui équivalait à 15 % du PNB en 1981, passait à 20 % en 1983. Au début de 1983, la dette publique totale dépasse les 400 milliards de dollars en constituant déjà environ 50 % du PNB japonais. Le nouveau gouvernement de Yasuhiro Nakasone semblait adopter au début une politique d'austérité. Le déficit devrait être diminué ; on annonçait un blocage des traitements pour 500 000 fonctionnaires. Mais très vite, on prenait un nouveau tournant et on continuait la politique budgétaire expansive. Un programme spécial de plus de 85 milliards pour stimuler l'économie fut annoncé. Néanmoins, le Japon reste un des rares pays au sein duquel on trouve des facteurs économiques qui pourraient engendrer une nouvelle reprise. Le marché intérieur croît toujours. Même en 1982, les salaires réels augmentaient de 2 %. En même temps, la plupart des grandes sociétés industrielles japonaises continuaient leurs programmes d'investissement dans le sens d'une rationalisation

plus poussée, bien qu'en 1982 les investissements dans l'ensemble de l'économie n'augmentaient pas. Enfin, c'est au Japon que le programme d'économies d'énergie le plus réussi a été appliqué : le Japon a atteint la plus petite consommation d'énergie par habitant de tous les pays de l'OCDE (2). Ces facteurs constituent des conditions de départ favorables à une nouvelle reprise... à condition que ses concurrents ne prennent des mesures encore plus protectionnistes contre les exportations japonaises.

En 1982 déjà, 30 % de toutes les exportations japonaises vers les Etats-Unis sont soumises à des limitations protectionnistes. Le niveau du chômage au Japon semble très bas : le pourcentage de 2,4 % (novembre 1982), qui correspond à 2,5 millions de chômeurs, est le moins élevé de tous les grands pays de l'OCDE. Mais cette comparaison est trompeuse. En acceptant les chiffres officiels, on constate plus qu'un doublement par rapport à la récession précédente (tableau I). Cela équivaut exactement au même accroissement que connaissent *tous* les autres pays impérialistes. En fait, tous les experts partent du fait que les chiffres de chômage officiels ne sont pas comparables à ceux des autres membres de l'OCDE. Si on appliquait les mêmes critères au Japon qu'à l'Amérique du Nord ou à la CEE, le pourcentage réellement comparable serait de deux fois plus élevé, aux environs de 4 à 5 % (3).

**EUROPE DE L'OUEST :
CHOMAGE PLUS ELEVE ET
CROISSANT PLUS RAPIDEMENT
QU'EN AMERIQUE DU NORD**

Par rapport à la récession de 1974-1975, le « Vieux Continent » a dépassé l'Amérique du Nord, au moins en ce qui concerne le chômage de masse : si, au cours de 1975, on dénombrait à peu près 9 millions de chômeurs aux Etats-Unis et au Canada, il n'y en avait « que » 6 millions en Europe de l'Ouest. Vers la fin de 1982, le nombre de chômeurs en Amérique du Nord atteignait 13,5 millions. En Europe de l'Ouest on en compte déjà à peu près 16 millions, bien que dans les pays de la CEE, qui comptaient seule-

ment 5 millions de chômeurs en 1975, le nombre des sans-emplois était de 12,5 millions au début de 1983. Une augmentation de 145 % au cours d'un seul cycle industriel ! La structure interne de ce chômage est encore plus inquiétante : dans quelques pays, presque la moitié des sans-emplois a moins de 25 ans (50 % en Italie, 45 % en France, 43 % aux Pays-Bas, 40 % en Belgique - chaque fois pour la fin 1982). Même avec une nouvelle reprise modeste, la montée du chômage en Europe de l'Ouest ne se ralentira point. Et cela, pour deux raisons :

1) Jusqu'à la fin des années 1980, le nombre de chômeurs au sein de la CEE augmentera d'un million (même en tenant compte du départ du « marché du travail » des travailleurs ayant atteint l'âge de la retraite). Par conséquent, il faudrait créer annuellement un million d'emplois nouveaux rien que pour éviter de dépasser le nombre actuel de 12 millions de chômeurs (en supposant une durée de travail hebdomadaire inchangée). Cela est complètement impossible. La variante la plus « avantageuse » est celle d'un arrêt des pertes d'emplois actuellement disponibles. Cela signifie purement et simplement un million de chômeurs en plus chaque année, ou 20 millions de chômeurs pour la CEE en 1990 !

2) La crise et la concurrence capitaliste conduiront à une forte augmentation du chômage dans les périphéries méridionales, orientales et occidentales de la CEE. Les grands pays impérialistes de l'Europe n'admettront plus de travailleurs étrangers. Au contraire, ils vont essayer de les renvoyer de plus en plus vers leurs pays d'origine. En même temps, la pénétration du capital des pays plus forts de la CEE dans les pays européens faibles con-

2. Par unité de produit national brut, le Japon ne consomme que 60 % de l'énergie dépensée aux USA. Par rapport à 1973, les importations de pétrole ont diminué de 21 %, bien qu'en même temps le PNB ait augmenté de 34 % (année de référence : 1981).

3. Pour le Japon : Deutsche Industrie und Handelskammer in Japan, Tokio. Résumé de la Kommerzbank, Japan : *Wirtschaft und Zahlen*, édition 1982 ; *Der Spiegel*, numéro 42, 1982 ; *Handelsblatt*, 1er décembre 1982 ; *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 24 janvier 1983 ; *Financial Times*, 26 janvier 1983.

tinuera. Au cours de ce processus, de nouvelles vagues de rationalisation et d'élimination de secteurs industriels entiers se produiront. Cette perspective vaut pour l'Irlande, le Portugal, l'Espagne, le sud de l'Italie et la Grèce. Cela est certainement vrai pour la Turquie, pays pour lequel on prévoit à la fin de cette décennie un chiffre de 8 millions de chômeurs ! cette décennie un chiffre de 8 millions de chômeurs !

En RFA, les premiers signes de la crise se dessinaient déjà en 1979, comme aux Etats-Unis. Durant la période 1979-1981, des tendances à la reprise furent signalées plusieurs fois. Finalement, le caractère international de la crise, entraînant une diminution des exportations de la RFA, faisait que les tendances à la crise s'aggravaient et aujourd'hui, au début de 1983, aucune amélioration n'est visible. D'après les prévisions du gouvernement, qui ont été cependant révisées mensuellement en baisse, il n'y aura aucune croissance du PNB en 1983 (situation en janvier 1983). En automne 1983, on aura quatre années de crise et de stagnation derrière soi. Rien ne souligne mieux que les spécificités — qui, au cours de la décennie écoulée, dotaient la RFA d'une position économique relativement stable — ont été considérablement nivelés. Cela est démontré par la développement de la production industrielle. Pour un index 100 en 1976, elle atteignait son point culminant avant la crise fin 1979, avec 112 points (plus 12 % par rapport à 1976). Fin 1982, elle est à nouveau descendue jusqu'à 100 (ou - 12 %). En raison de la crise, le niveau de production ouest-allemand se trouve, au début de 1983, au même niveau qu'il y a sept ans. En 1982, on atteignait un chiffre record de 15 000 faillites. Début 1983, le premier groupe sidérurgique déposait son bilan. Il s'agissait précisément de la société la plus productive, Korf AG, dont les profits semblaient si sûrs que du capital OPEP (Koweït) y avait pris une participation de 30 %. D'autres faillites ne sont pas à exclure dans le secteur sidérurgique au cours de l'année 1983, notamment dans le cas de Klöckner AG. Le groupe AEG-Telefunken est également menacé d'un « exit » définitif, après avoir été déclaré cliniquement mort en 1982. Finalement, la mainmise sur Grundig AG par Thomson-Brandt (qui pourrait donner lieu à un mariage inégal entre Bosch-Siemens et Grundig, avec une alliance étendue vers Philips) n'exprime rien d'autre qu'une position dominante dans une branche CEE, l'électronique de loisir, et ne constitue aujourd'hui plus aucune garantie de survie (4).

La France, deuxième puissance impérialiste au sein de la CEE, n'est entrée dans la récession internationale qu'au milieu de 1980. En 1980 et 1981, il y eut déjà un recul absolu de la production industrielle, alors que le PNB augmentait encore légèrement. Après l'entrée en fonction du gouvernement Mitterrand (mai-juin 1981), la politique économique française s'inspira du keynésianisme. Une politique budgétaire expansive et une

consommation croissante des ménages devaient relancer la conjoncture, alors qu'une réduction du temps de travail hebdomadaire devait réduire ou, au moins, stabiliser le chômage.

Le bilan fut négatif. La production industrielle continua à diminuer. Au début de 1983, elle est de 5 % inférieure au niveau de 1979. Les investissements, en particulier, reculent, sans doute aussi pour des raisons politiques. La position faible de l'industrie française et la légère croissance initiale du pouvoir d'achat provoquèrent une explosion des importations et un trou de 100 milliards de FF de la balance commerciale (balance des paiements : - 70 milliards de FF). En même temps, on constata une remontée, à un rythme plus lent, du nombre de chômeurs, qui atteint 2,1 millions au début de 1983. Le financement de la relance économique atteint ses limites : une augmentation de 28 % des dépenses budgétaires provoqua un déficit de 60 milliards de FF, qui croîtra — en dépit d'une augmentation plus limitée en 1983 (à peu près 12 %) jusqu'à 100 milliards de FF. En octobre 1982, le ministre du Commerce extérieur, Michel Jobert, proclamait « l'état d'urgence du commerce extérieur ». En même temps, il se produisit un tournant brusque dans la politique économique vers une politique — encore prudente — d'austérité : diminution du montant et de la durée des allocations de chômage (de 90 % à 80 % ; de 3 ans au maximum à 2 ans) ; franchise des assurés lors d'un séjour en hôpital (20 FF par jour) ; cotisation de 1 % pour les fonctionnaires et les professions libérales.

L'opposition de droite applaudit de façon bienveillante à ces mesures et déclare que si un tel programme d'austérité avait été exécuté par un gouvernement de droite, on aurait sans doute assisté à la proclamation d'une grève générale. Avec cette « nouvelle » politique économique, qui n'est rien d'autre que la reprise de la politique d'austérité pratiquée sous Giscard d'Estaing, il est peut-être possible de diminuer le taux d'inflation et l'accroissement des déficits de la balance commerciale et du budget. Mais, en fin de compte, la crise interne risque de s'approfondir. Dans tous les cas, le chômage restera élevé en 1983.

Vue de façon superficielle, l'incapacité

4. Pour l'achat éventuel de Grundig par la société nationalisée française Thomson-Brandt, voir *Inprecor* numéro 140, 3 janvier 1983. Cette transaction n'est nullement certaine, mais elle peut bien faire partie d'une opération de Grundig visant à réveiller l'envie d'acheter des concurrents allemands et à faire monter le prix d'achat. Le prix d'achat négocié avec Thomson-Brandt s'élève à 400 millions de DM (environ 2,8 milliards de FF), un prix trop élevé par rapport à sa position sur le marché, ce qui ne peut s'expliquer que par l'intérêt « national » que le gouvernement socialiste de Mitterrand attache à cette affaire.

5. La défaite des travailleurs de FIAT, en 1980, est un exemple classique d'une « solution bourgeoise de la crise ». Cela est exprimé par les chiffres suivants : après le licenciement de 23 000 travailleurs consécutif à la grève, on a assisté à une énorme augmentation de la productivité, d'une part grâce à des rationalisa-

de la bourgeoisie italienne à infliger une défaite stratégique à la classe ouvrière a eu des effets positifs sur la crise en Italie. Dans la mesure où on n'avait pas réussi, jusqu'en 1982, à imposer une politique restrictive, le produit national brut a augmenté jusqu'en 1980 ; pour 1981, on constate une stagnation. Même en 1982, un recul ne semble pas s'être produit. Cela contraste avec un recul de la production industrielle, de 2 % en 1981 et de 4,5 % en 1982 (octobre 1982 - printemps 1983). Cette évolution divergente s'explique notamment par l'élargissement du secteur tertiaire et par un endettement public record parmi les grands pays impérialistes. Fin 1982, la dette publique atteint plus de 270 milliards de dollars, ce qui représente 66 % du PNB italien. Le déficit des seules entreprises publiques atteint 7 milliards de dollars pour l'année 1982, au cours de laquelle le seul service de la dette absorbe 33 milliards de dollars. Vu l'extension de la dette publique, les charges financières totales qui pèsent sur l'Etat italien et les entreprises publiques italiennes mettent, au printemps 1983, le pays au bord de la faillite.

Il faut y ajouter le fait que les 2 000 plus grandes entreprises italiennes avaient, dès 1981, des pertes nettes totales (compte tenu du profit encore réalisé par celles d'entre elles qui restent rentables) de 2,7 milliards de dollars. Cette situation ne pourrait être résorbée qu'au prix d'une rigoureuse politique d'austérité, avec baisse sensible du pouvoir d'achat des travailleurs et montée du chômage vers 3 millions de personnes et plus. Pareille politique est irréalisable, compte tenu des rapports de forces actuels entre les classes. Mais la défaite subie par les travailleurs de FIAT en 1980 a permis incontestablement un redressement de la rentabilité de ce trust (5).

A côté de celle de Ronald Reagan, la politique du gouvernement Thatcher en Grande-Bretagne constitue le deuxième test indubitable d'une « politique orientée vers l'offre ». Lorsqu'au début de 1983, ce gouvernement se vante de ses « succès », comme le recul du taux d'inflation de 20 à 7 % (fin 1982), cela est totalement fallacieux, parce qu'on ne peut pas faire abstraction du coût économique et social de cette « réussite ». Lorsque le gouvernement Thatcher entra

tions, d'autre part, par une intensification générale du travail. D'après des données fournies par la direction de FIAT, la production a augmenté de 40 % par heure de travail en 1981 par rapport à 1979. Au cours de la même période, les coûts réels par voiture diminuaient de 6 à 7 %. La part de FIAT sur le marché de l'Europe occidentale a augmenté, passant de 10 % en 1979 à 13 % au premier semestre de 1982. Au début de 1983, à l'occasion de la présentation du nouveau modèle « Uno », la société est en mesure de mener une nouvelle offensive pour la conquête d'une part encore plus grande du marché, en offrant des prix de vente extrêmement concurrentiels. Ce nouveau modèle est construit par des procédés de production hautement automatisés (robots). Le nombre de pièces détachées est très réduit (on passe de 267 pièces pour le chassis du modèle « 127 » à 172 pièces pour le nouveau modèle « Uno »). Cela va mener à de nouveaux licenciements massifs (*Financial Times*, 20 janvier 1983).



Pendant la grève des employés de l'Etat en Grande-Bretagne. (DR)

en fonction, il y a quatre ans, il envisageait une augmentation du chômage de quelques centaines de milliers d'unités, jusqu'à 2 millions. A ce moment, la politique d'austérité devait tellement améliorer les profits qu'une nouvelle relance aurait lieu. D'ailleurs, le début de la production pétrolière en mer du Nord permettait de réduire considérablement la note énergétique, en même temps qu'il entraînait un excédent de la balance commerciale. Mais le résultat de la politique économique thatcherienne est catastrophique. Le nombre des chômeurs a grimpé au-dessus de 3,5 millions. Fin 1982, la production industrielle est exactement au même niveau qu'en 1975, qui est à son tour au niveau de 1970 : douze années de croissance zéro au pays d'origine du capitalisme moderne. En dépit de réductions massives des prestations sociales, la dette publique n'a pas pu être diminuée. Elle s'est même accrue. Ce n'est que le plan budgétaire pour 1983 qui prévoit une diminution de l'endettement nouveau (- 9 milliards de livres sterling). Globalement, la dette publique a augmenté de 80 % entre 1976 et 1981. La Grande-Bretagne occupe toujours une position internationale de pointe en ce qui concerne l'endettement relatif (en dollars par habitant ou en proportion du PNB) (6). Vu la situation précitée, le gouvernement conservateur a reprivatisé, fin 1982, la compagnie d'Etat de production pétrolière de la mer du Nord, au moment même où le prix du pétrole atteignait son prix le plus bas. Par conséquent, 30 % seulement des parts ont été achetées. Le « financement » des nouvelles charges sociales à venir va être garanti par le moyen efficace du gouvernement Thatcher : de nouvelles économies dans le secteur social, avec une offensive

majeure contre le service de santé, jusqu'à maintenant nationalisé.

Les pays européens plus petits présentent globalement la même image que les grands pays impérialistes. Aujourd'hui, il n'y a plus aucun pays capitaliste en Europe où les phénomènes généraux de la crise ne se sont pas manifestés.

Les Pays-Bas et la Belgique ont été entraînés dans le tourbillon fin 1979 - milieu 1980. Ces deux pays accusent les chiffres de chômage les plus élevés d'Europe : en automne 1982, la Belgique atteignait un taux de 14,5 %, aux Pays-Bas, le taux de chômage dépassait, en décembre 1982, les 14 %, et on attend, pour l'année 1983, une augmentation au-delà de 15 %. Ces pays se situent également dans le peloton de tête au plan international en ce qui concerne l'endettement. Pour ces deux pays, on s'attend au mieux à une croissance zéro au cours de l'année 1983. Sur cette base, les gouvernements conservateurs en place projettent de nouvelles économies dans le secteur social, ainsi qu'une politique budgétaire restrictive, ce qui conduira de nouveau à une augmentation du chômage. Il ne faut pas perdre de vue que chacun de ces petits pays connaît aujourd'hui un nombre de chômeurs de plus d'un demi-million, ce qui représente un chiffre qui, il y a une décennie, aurait été considéré comme « socialement insupportable » pour les grands Etats impérialistes de la CEE.

Le PNB du Luxembourg stagne depuis 1980. Le taux de chômage officiel, qui est de 1 %, semble être idyllique. Mais si on compte les quasi-chômeurs employés par l'Etat et le groupe sidérurgique Arbed dans le cadre de l'assistance par le travail, on atteint les 3,5 %. La crise sidérurgique continue, la faillite de fait de la

filiale d'Arbed, Saarlouis, en RFA, pourraient contribuer à une détérioration au cours de l'année 1983 (au Luxembourg, Arbed emploie 12 % des salariés, c'est-à-dire 30 % des travailleurs de l'industrie).

Tous les pays scandinaves sont maintenant entraînés par la crise. Au Danemark, le gouvernement social-démocrate de Jørgensen avait déjà commencé à suivre une politique d'austérité. L'installation du gouvernement minoritaire bourgeois en septembre 1982 a accentué cette politique. Le taux de chômage s'est envolé : de 6 % en 1979 à 11 % en 1982. Le deuxième poste budgétaire est composé par le paiement des intérêts et l'amortissement de la dette publique (en 1983, le déficit budgétaire était de 40 milliards de couronnes).

Le bilan de six années de gouvernement libéral-conservateur en Suède montre un accroissement vertigineux de la dette publique

Le nouveau gouvernement social-démocrate, malgré quelques promesses d'économies, augmentera de nouveau cet endettement public. Un tiers du nouveau budget est couvert par des crédits. Dans les deux pays, les salaires vont diminuer. Au Danemark, on a suspendu à cette fin l'indexation des salaires sur le coût de la vie.

Jusqu'en 1981, la Finlande était en mesure de présenter une croissance réelle du PNB (+ 6,1 % en 1980, + 3 % en 1981), grâce au fait que l'URSS, le principal destinataire des exportations de la Finlande, n'est pas totalement inséré dans le marché mondial capitaliste. Mais en 1982, pour la première fois, la production industrielle a chuté (- 1,5 %). Dans le meilleur des cas, on peut s'attendre à une stagnation au cours de l'année 1983. Entre-temps, le taux de chômage n'a cessé d'augmenter. Pour 1980 et 1981 : 4,7 %, pour 1982 : 6,3 % et, pour l'année 1983, on s'attend à plus de 7 %.

En 1982 encore, l'Espagne a bénéficié d'une légère croissance du PNB (- 1,5 %) ; ce ne sera plus le cas en 1983, en raison de la combinaison de la crise économique mondiale prolongée, de la concurrence inter-européenne accrue, et d'une « grève politique des investissements des entrepreneurs ».

La même dynamique joue en Grèce, bien qu'à un autre niveau. En 1982 déjà, ce pays a connu un recul absolu de la production. Le chômage commençait à grimper à partir d'un niveau assez bas (chiffres officiels : 2,9 % en 1981, 3,5 % fin 1982). En décembre 1982, les effets négatifs de l'entrée dans le Marché commun

6. En 1981, la dette par habitant en Grande-Bretagne se situe, avec 5 000 dollars US, en deuxième position des 15 pays de l'OCDE, après la Belgique, qui détient le record avec 6 375 dollars US. L'endettement britannique s'élève à 60 % du PNB (Belgique : 70 %, Irlande : 90 %, Suède : 61 %, Pays-Bas : 49 %, Italie : 49 %, USA : 47 %, Japon : 46 %, RFA : 43 %). En ce qui concerne la part du service de la dette dans les dépenses publiques, la Grande-Bretagne (13,5 %) partage la première place avec l'Irlande (13,6 %). Italie : 12,1 %, USA : 10,7 %, Pays-Bas : 9,8 %.

pour des pays comme la Grèce devenaient clairs. Après une première réduction des tarifs douaniers, la balance commerciale grecque atteignait un tel déséquilibre (par suite d'importations massives et du manque de capacités concurrentielles de l'industrie d'exportation grecque) que le gouvernement Papandreou a dû ériger de nouvelles barrières douanières et que les premières mesures d'intégration à la CEE ont été suspendues de fait.

La Turquie montre toutes les caractéristiques d'une société placée sous la férule militaire pour être brutalement « assainie » selon la méthode Friedmann. Pendant que la presse économique internationale acclamait, de concert avec les militaires, les « succès », l'armée de chômeurs se gonflait à un rythme infernal (1980 : 1,2 million ; 1982 : 3 millions ; on attend 8 millions de sans-travail pour 1990) et les salaires réels diminuaient radicalement. En outre, de même qu'en Argentine ou qu'au Chili, les succès en matière d'exportation et de réduction de l'inflation s'avèreront illusoire, de sorte qu'il ne restera qu'une économie totalement délabrée, livrée à la merci du capital international (7).

L'Autriche est le seul pays de taille moyenne de l'Europe de l'Ouest qui a réussi à maintenir une croissance de son PNB l'année passée, même si son taux de 0,7 % approche plutôt de la stagnation. En effet, c'est aussi le dernier pays où on mène consciemment une politique keynésienne, ce qui explique que seul le Danemark ait connu un accroissement plus fort de sa dette publique (1976-1981 : + 206 %). Cette politique devra être poursuivie en 1983, l'échéance électorale de mars 1983 rendant toute politique d'austérité particulièrement impopulaire. Le budget de 1983 sera couvert par des crédits en proportion de 20 %. La crise profonde dans des pays importateurs importants, l'aggravation générale de la concurrence inter-impérialiste, la crise structurelle des économies de l'Est (part des exportations autrichiennes : 11 %), le fléchissement du tourisme et la crise

sidérurgique internationale, concourent à impliquer l'Autriche dans la récession internationale. Cela est démontré par le chômage qui, en très peu de temps, a doublé pour atteindre 4 % actuellement, et probablement 5 % à la fin de 1983.

En Australie, au début de 1983, le thème numéro un est la demande d'un blocage des salaires de douze mois. Après que des gouvernements travaillistes précédents aient suivi tantôt une politique keynésienne, tantôt un chemin intermédiaire entre la « relance » et l'« austérité », le gouvernement conservateur de Fraser a opté ouvertement pour une politique d'austérité. Immédiatement après l'annonce de l'exigence d'un blocage des salaires de douze mois, il devenait clair que les syndicats l'interpréteraient comme une déclaration de guerre (les électeurs ont ramené les travaillistes au pouvoir).

Un bilan de la récession des seuls centres impérialistes indique clairement la profondeur et l'intensification progressive des phénomènes de la crise capitaliste. Afin de comprendre pleinement le caractère global de la crise et les matières explosives économiques et sociales qu'elle charrie, il faut examiner le système capitaliste dans sa totalité. Un tel point de départ signifie qu'on doit analyser la situation des pays capitalistes maintenus dans le sous-développement.

LA CRISE DANS LE « TIERS MONDE »

Au cours de la récession mondiale précédente de 1974-1975, on pouvait encore avoir l'impression que quelques pays ou régions, qu'on considère comme des « pays en voie de développement » ou faisant partie du Tiers Monde, réussiraient, à terme, à se soustraire à cette crise. Cela sembla être le cas pour la plupart des pays semi-industrialisés. En ce qui concerne les pays exportateurs de pétrole, comme le Mexique, le Venezuela, le Nigeria, on proclamait qu'ils profiteraient indirectement de la crise des pays impérialistes et qu'ils pourraient jeter les bases d'une industria-

lisation autonome, grâce aux revenus des exportations de pétrole. L'un des résultats les plus marquants de la récession internationale de 1980-1982 semble être l'implication totale du Tiers Monde dans cette crise. Il faut y ajouter l'Afrique du Sud, la Corée du Sud et Taïwan. Les pays semi-industrialisés classiques, comme le

Sous-alimentation et mortalité infantile

Dans les pays du tiers-monde, quatre cent cinquante millions de personnes sont sous-alimentées de manière chronique. 85% de la population de ces pays n'a pas d'accès à l'eau potable. Les six maladies les plus communes de la petite enfance (poliomyélite, diphtérie, tétanos, rougeole, coqueluche, tuberculose) contre lesquelles existent des vaccins généralement appliqués dans les pays industrialisés, causent chaque année la mort de cinq millions d'enfants du tiers-monde, et entraînent des conséquences graves pour cinq autres millions (*Le Monde*, 23 mars 1983).

Mexique, le Brésil, l'Argentine, se situent avant tout en Amérique latine. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale et jusqu'en 1981, ce continent connaissait des taux de croissance réels. Mais en 1982, il y a eu un recul : le PIB latino-américain chutait de 2 %. Les exportations de cette région diminuèrent même de 4 % et, par conséquent, l'entrée des devises qui permettent de payer le service de la dette et la facture pétrolière chuta. L'inflation doublait, passant d'une moyenne de 36 % en 1981 à 80 % en 1982. En tenant compte de l'accroissement continu de la population, le revenu par tête diminuait considérablement, plus que le recul du PNB ne le laissait croire. Parce que la majorité de la population active dans la plupart des pays latino-américains travaille aujourd'hui dans l'industrie et dans les services, le chômage a fait des bonds, sous l'effet de la crise et de la politique d'austérité. A Santiago du Chili, le chiffre officiel est de 28 % de chômeurs fin 1982, ce qui s'approche du taux de Detroit.

Le processus d'industrialisation s'est arrêté dans certains pays. Dans d'autres, il s'est même inversé. En Argentine, le PNB n'est que de 2 % supérieur, en 1981, à celui de 1974. Celui de 1982 est même inférieur. Le nombre des travailleurs dans l'industrie est plus bas de 23 % que celui de 1974 !

Au Chili, où le PIB diminuait de 14 % en 1982, la production industrielle de 1982 est au même niveau qu'en 1974. En ce début de 1983, le Brésil et le Mexique se trouvent en situation de faillite publique, chacun de ces pays ayant une dette extérieure de près de 100 milliards de

La crise en Afrique noire

Malgré ses richesses pétrolières, le Nigeria se trouve, début 1983, au bord de la faillite. Les réserves de devises se sont réduites fin 1982 à 1 milliard de dollars (elles étaient de 4 milliards de dollars en 1981), ce qui suffit tout juste pour payer un mois d'importations. Le Zaïre a été fin 1982 pour la 4^e fois consécutive dans l'impossibilité d'effectuer le service de sa dette étrangère ; il a dû demander un nouveau moratoire à ses créanciers. Après deux années de « boom », le Zimbabwe voit son taux de croissance tomber en 1982 à 2 %, ce qui représente moins que le taux de croissance démographique et implique donc un recul du revenu par tête d'habitant. Au Madagascar, le revenu par tête d'habitant est, en 1982, 25 % plus bas qu'en 1972.

... ET LA FAMINE

D'après un rapport du Conseil Mondial de l'Alimentation près des Nations-Unies (voir *Neue Zürcher Zeitung* du 30 mars 1983), la situation alimentaire ne cesse de se détériorer en Afrique. La production de vivres par tête d'habitant a diminué de 15 % au cours des dernières années. Pendant la période 1975-1980, les importations de vivres ont doublé, passant 24 millions de tonnes (dont 9 millions pour la zone du Sahel). Selon le Conseil, la gravité de la situation est connue depuis des années, sans que qui que ce soit en ait tiré les conclusions adéquates sur le plan de l'action.

7. En plus, les milliards d'aide que la junte militaire turque reçoit des pays impérialistes, et en particulier de la RFA, doivent également être pris en compte en tant que « coûts » de l'« assainissement » de l'économie turque.

dollars US, dont le service absorbe la totalité des revenus des exportations.

Si la crise dans les pays plus pauvres d'Amérique latine provoque moins d'échos dans les centres impérialistes, elle est néanmoins beaucoup plus marquée. C'est vrai pour des pays comme la Bolivie, l'Equateur et le Pérou. En Equateur, le service de la dette pour 1983 s'élève à 122 % des revenus de devises procurés par l'exportation. La dette extérieure du Pérou montre les mêmes tendances galopantes : en 1980, elle fut de 6 milliards de dollars US, au milieu de 1982, de 7,5 milliards de dollars, au milieu de 1983, elle sera de plus de 9 milliards de dollars et, selon la Central Reserve Bank of Peru, elle atteindra les 14 milliards de dollars en 1985.

L'ASIE DU SUD-EST

Confrontés à la crise naissante en Amérique latine, les exportateurs de marchandises et de capitaux des Etats-Unis et de l'Europe de l'Ouest avaient « découvert » le Sud-Est asiatique au cours des années 1970. Mais ils se sont heurtés immédiatement au concurrent japonais, qui s'était déjà « approprié » cette région depuis la fin des années 1960 en tant que débouché de marchandises et terrain d'investissement privilégié (8). Les taux de croissance élevés de la région semblaient garantir un marché supplémentaire pour les trois centres impérialistes. Même au point culminant de la récession économique mondiale, les journaux spécialisés bourgeois font de la propagande pour un « engagement » supplémentaire dans cette région. Mais de plus en plus d'indications montrent que l'Asie du Sud-Est est maintenant au même point que l'Amérique latine l'était en 1978. Cette région est menacée d'une crise comparable à celle de l'Amérique latine.

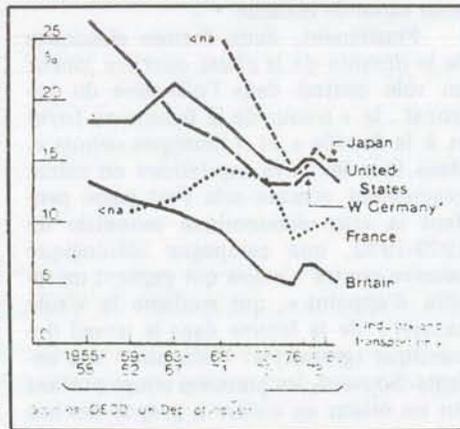
Dans tous ces pays, le taux de croissance du PNB a massivement diminué au cours de 1982 ; dans certains, le PNB par tête d'habitant a même reculé en chiffres absolus. C'est notamment le cas du pays le plus peuplé de la région, l'Indonésie. Aux Philippines, le PNB par tête d'habitant a stagné. Le seul service de la dette y absorbe déjà 92 % des recettes d'exportation.

LE CARACTERE DE LA CRISE DU CAPITALISME DU « TROISIEME AGE » ET LES PERSPECTIVES

Les récessions précédentes avaient laissé à quelques pays impérialistes des possibilités de colmater partiellement et temporairement les brèches : l'élargissement du commerce avec les pays de l'Est ; des exportations vers de nouveaux marchés, par exemple les pays de l'OPEP ou l'Asie du Sud-Est ; la création d'une demande artificielle par l'extension du crédit et l'endettement public croissant. En 1980-1982, ces issues ont été en grande partie bloquées (9). Cette récession confirme que toutes les explications de ses

causes comme se situant *en dehors* du système capitaliste sont fausses. Ni la « crise du pétrole » ni « l'inflation engendrée par la guerre du Vietnam », ni une « politique économique erronée » ne sont à la base de la crise. Ces phénomènes sont en large partie le résultat de la crise et non sa cause. Cette remarque s'applique aussi au pouvoir d'achat insuffisant des masses, un argument souvent avancé par les dirigeants syndicaux pour expliquer les origines de la crise et faire accepter la « politique de lutte contre la crise » (c'est-à-dire une politique d'amélioration des profits) de la bourgeoisie. La seule explication de la crise capitaliste doit être cherchée dans le système de fonctionnement et dans la nature même du système de la production capitaliste. Comme il s'agit d'un mode de production basé sur le profit, c'est le *déclin du taux de profit industriel* qui cause la crise. Dès que se révèle ouvertement la crise, la bourgeoisie a conscience de ce problème crucial de la production capitaliste. Malgré toutes les controverses scientifiques à propos de la méthode de calcul employée et malgré tous les camouflages par les statistiques bourgeoises, la tendance à long terme est sans équivoque : en comparaison avec les années 1950, les profits industriels que les entrepreneurs gagnent sur une unité de capital ont été réduits de moitié. De 15 à 30 % par unité de capital engagée dans les années 1950, ils sont tombés à 5-15 % vers la fin des années 1970 (voir graphique).

Rapport net sur le capital fixe investi dans les entreprises non-financières.



Economist, 27 novembre 1982.

8. La conception selon laquelle l'Asie du Sud-Est serait une région structurée, ayant une cohérence interne, est d'ailleurs totalement erronée. En réalité, cette région constitue avant tout un domaine réservé de l'impérialisme japonais qui y écoulait 25 % de ses exportations en 1979 (par rapport à 21 % aux Etats-Unis, 19 % au Moyen-Orient et 9,5 % à la CEE). Tandis que le commerce interrégional s'élève à 40 % en Amérique latine (50 % au sein de la CEE et entre les Etats-Unis et le Canada), il n'atteint que 15 % au sein de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Malaisie, Indonésie, Philippines, Singapour, Thaïlande).

9. Par suite de la crise interne des sociétés de transition bureaucratisées et de leur endettement envers le monde occidental, le commerce avec les pays de l'Est ne peut plus guère se développer. Avec 70 milliards de dollars (pour tous les pays membres du COMECON, la Yougoslavie exclue), l'endettement absolu envers le monde occidental est relativement faible. Mais par rapport au commerce avec les pays de

Ce mouvement est la cause décisive du recul à long terme du taux d'investissement et du fait que, de cycle à cycle industriel, on constate dans tous les pays de des taux de croissance en baisse. Le moteur de cette chute tendancielle du taux de profit n'est autre que la même tendance qui rend possible l'avènement d'une société libre, d'une société communiste : *l'augmentation constante de la productivité du travail* (10).

Du fait qu'un travailleur ou qu'une heure de travail sont combinés avec une unité de capital toujours plus grande (machines, computers, robots, etc.), il y a certes une augmentation de la productivité du travail. Mais il y a aussi une diminution de la plus-value relative que le propriétaire des moyens de production peut arracher aux travailleurs. Alors que la *productivité* résulte de la combinaison entre le travail vivant et les machines employées, le profit *ne peut provenir que* de l'exploitation du travail humain vivant, de la différence entre le prix de la force de travail et la nouvelle valeur qu'il crée. La diminution relative (qui est d'ailleurs devenue *absolue*) d'engagement de force de travail vivante dans le processus de production mène, à long terme, à une réduction de la plus-value proportionnellement produite, et à une aggravation de la concurrence nationale et internationale pour la distribution du butin.

Il existe certes des contre-tendances à cette tendance générale, atténuant la tendance à la baisse du taux de profit. La politique de crise des entrepreneurs et des gouvernements se sert de l'instrument de la *baisse des coûts de production* afin de réhausser les profits obtenus dans la production. La diminution des prix des matières premières (amélioration des termes de l'échange) et des machines, la dévalorisation du capital par suite de faillites nombreuses, et la réorganisation des budgets d'Etat (diminution des impôts sur le capital, diminution des dépenses dans le secteur social, profit d'une augmentation des dépenses d'armement, etc.) y jouent un rôle certain. La diminution des coûts des produits de consommation qui entrent dans la subsistance de la classe ouvrière est un autre facteur dans ce sens,

l'OCDE — seule source de devises utilisables pour rembourser les dettes — il s'agit d'un niveau élevé. En 1981, les six petits pays du COMECON (Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, RDA) devaient s'acquitter de 8,2 milliards de dollars aux banques occidentales. Cette somme équivaut à 40 % des revenus provenant de leurs exportations vers l'OCDE.

10. « *La limite du mode de production capitaliste apparaît dans le fait que, (...) avec la baisse du taux de profit, le développement de la force productive du travail donne naissance à une loi, qui, à un certain moment, entre en opposition absolue avec le propre développement de cette productivité. De ce fait, le conflit doit être constamment surmonté par des crises. (...) Le développement des forces productives du travail social est la tâche historique et la justification du capital. Ce faisant, il crée précisément, sans le savoir, les conditions matérielles d'un mode de production supérieur.* » Karl Marx, *Le Capital*, Livre troisième, Editions sociales, p. 270-271.

qui peut être vérifié empiriquement (11).

Les facteurs déterminants qui sont en même temps le plus directement influençables par les capitalistes et les gouvernements bourgeois restent toutefois les coûts salariaux, le temps de travail et l'intensité du travail. C'est ici qu'il faut chercher le terrain central du combat actuel entre travail salarié et capital. A sa manière, l'hebdomadaire britannique *The Economist* du 27 novembre 1982, sous le titre « *How to make companies make money* » (« *Comment amener les entreprises à gagner de l'argent* »), présente déjà une facture salée.

En premier lieu, on constate un recul des profits industriels par rapport au revenu national des grands pays impérialistes

salariales », *Financial Times*, 2 décembre 1982). Et partout, les secteurs les plus touchés par la crise sont montrés « en exemple » qui devrait être imposé à la classe ouvrière. Ceci vaut aux Etats-Unis pour l'industrie automobile et Chrysler en particulier, et en RFA pour la sidérurgie, l'Arbed Saarstahl, qui est menacée de faillite.

Conjointement, on mène une politique d'intensification du travail, où de nouveau on utilise le chômage comme butoir, afin de pousser même les travailleurs malades dans les ateliers et les bureaux. (« *Durant la récession, les virus de la grippe sont au chômage* », *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 25 novembre 1982). De fait, en RFA, le nombre de travailleurs

sur l'avortement (relativement) libérales. De même, on qualifie les femmes travailleuses de personnes de deuxième classe, leurs collègues étrangers et étrangères étant, eux, considérés comme des gens de race inférieure.

S'il ne tenait qu'à la classe bourgeoise et à ses idéologies, nous nous verrions devant une nouvelle migration des peuples hors des centres impérialistes. Les millions de travailleurs étrangers que le capital a transportés au cours de la période de 1955-1975, afin de disposer d'un matériel humain suffisamment exploitable, devraient maintenant rendre un nouveau service au capital dans le contexte du chômage massif. Ils sont la « matière première » d'une campagne raciste qui a pour but de dévier l'attention des travailleurs des causes réelles de la crise, sous la devise : « *Les étrangers sont à l'origine de la crise, ils nous enlèvent notre emploi !* » (12) »

La thèse selon laquelle on pourrait voir se répéter une grave crise économique accompagnée de chômage massif et de paupérisation, a été contestée vigoureusement de tous côtés depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, elle n'est plus un problème théorique. Elle constitue une partie de la réalité de la crise de 1980-1982. Lorsque l'administration de la ville de Londres présente des statistiques montrant qu'au cours de l'hiver dernier des centaines de citoyens âgés sont morts de froid parce qu'ils n'avaient pas d'argent pour acheter des combustibles ; lorsqu'au cours de l'hiver 1982-1983 à Detroit on craignait des révoltes causées par la famine, et que le président Reagan préconise aux pauvres de solliciter l'assistance des églises qui, de nouveau, distribuent chaque jour des repas gratuits, ce sont bien encore des cas isolés au sein des centres impérialistes. Mais, si le mode de production capitaliste survit, ils seront généralisés, comme c'est déjà le cas dans les pays du Tiers Monde.

La discussion sur la nature de la crise et ses causes véritables n'est donc pas une controverse scientifique et abstraite. Elle a des conséquences pratiques. Précisément parce que la cause de la crise n'est ni la « crise du pétrole » ni la « sous-consommation des masses », mais un dé-

L'étranglement des profits

	(1) Profits en % du revenu national des années 1960 (moyenne annuelle)	(1) Profits en % du revenu national des années 1982 (estimation)	(2) Profits en 1982 (estimation)	(3) Profits si restaurés au niveau des années 1960	(4) Changement apparent de la part des salaires dans le revenu national pour rendre possible cette restauration des profits	(5) Réduction définitive des salaires nécessaire pour restaurer les profits
Etats-Unis	24%	18%	450 milliards dollars	600 milliards	- 8%	- 15%
Japon	43%	27%	59 trillions yen	95 trillions	- 24%	- 7%
Allemagne occidentale	30%	24%	335 milliards DM	420 milliards	- 9%	- 11%
France	32%	22%	770 milliards Frs.	1012 milliards	- 16%	- 13%
Grande-Bretagne	21%	14%	32 milliards livres	48 milliards	- 10%	- 19%

au cours de la période qui va des années 1960 à 1982 (colonnes 1 et 2). Puis on indique le niveau auquel les profits doivent être réhaussés pour atteindre de nouveau le niveau des années 1960 (colonne 3). Sur cette base, un premier calcul du pourcentage de recul des salaires respectifs dans les différents pays (colonne 4), qui permettrait le retour au niveau antérieur des « taux de profit » (les profits en pourcentage du revenu national). Suivent quelques calculs laborieux (dont nous faisons grâce aux lecteurs et lectrices d'*Inprecor*) qui tiennent compte des cours de change modifiés et dans lesquels on postule la nécessité d'une quote-part internationale uniforme des profits dans le revenu national de 30%. Ceci forme la base du « calcul » de la diminution des salaires finalement exigée (colonne 5), et qui se situe entre 7% pour le Japon et 20% pour la Grande-Bretagne. Selon l'hebdomadaire économique britannique, cela permettrait le retour à des conditions quelque peu profitables, qui rendent possible une (modeste) croissance économique, du moins pour un certain temps.

On peut (et doit) faire nombre d'objections à ce genre de « calculs ». Ils n'ont pas grand chose à voir avec une approche scientifique. Ce qu'on essaie, en dernière instance, c'est de déguiser en science une politique de classe bourgeoise. La fantaisie n'a pas de limites. Néanmoins, la politique de classe sous-jacente est partout la même : une diminution du salaire réel. A cette fin, on utilise sciemment l'armée de réserve des chômeurs comme instrument de chantage (« La peur du chômage a modifié de manière drastique le climat des négociations

qui se sont fait porter malades a diminué de 20% par rapport au printemps de 1982, lorsque les entrepreneurs pouvaient déjà se vanter d'un recul des absences pour cause de maladie.

Finalement, deux formes classiques de la division de la classe ouvrière jouent un rôle central dans l'offensive du patronat : le « retour de la femme au foyer et à la famille » et « immigrés dehors ». Dans tous les pays capitalistes on mène, exactement comme cela s'est passé pendant la crise économique mondiale de 1929-1932, une campagne idéologique massive contre « celles qui gagnent un salaire d'appoint », qui souligne le « rôle naturel » de la femme dans le travail domestique (gratuit) et l'éducation des enfants. Souvent, les premiers coups portent sur un retour en arrière à propos des lois

11. Dans la mesure où diminue le temps de travail nécessaire à la production des produits de consommation qui entrent dans la subsistance des salariés, s'accroît la partie de la journée de travail individuelle qui représente du surtravail, qui revient au capital sous forme de plus-value, le niveau de vie (mesuré en produits de consommation) et le temps de travail restant égal. C'est cela que Marx appelle la plus-value relative, qui résulte de l'augmentation de la productivité du travail. Par conséquent, l'augmentation de la productivité du travail provoque, d'une part, comme tendance principale, le déclin du taux de profit et, d'autre part, une contre-tendance, l'augmentation de la plus-value relative. En ce qui concerne l'Allemagne occidentale, on peut mentionner les chiffres suivants, qui donnent une idée de la production de plus-value relative au cours de la décennie écoulée. Le temps de travail nécessaire à l'acquisition d'un poste de radio de qualité supérieure était de 41 heures en 1970 et 14 heures et demie en 1981. Pour une paire de chaussures pour homme, 6 heures et 2 minutes en 1970 et 5

heures et demie en 1981 chemise pour homme, 3 heures et 6 minutes en 1970 et 2 heures et demie en 1981 ; café (1 kg) 2/41 en 1970 et 1/34 en 1981 une côtelette (1 kg) 1/20 en 1970 et 0/51 en 1981 ; beurre (1 kg) 1/11 en 1970 et 0/42 en 1981 ; sucre (1 kg) 0/11 en 1970 et 0/08 en 1981. Ces données sont basées sur le salaire moyen dans l'industrie allemande. D'après le *Handelsblatt*, 27 novembre 1982.

12. Le périodique *Was Tun*, édité par le Groupe Internationale Marxisten (GIM), section allemande de la IVe Internationale, publiait, le 9 février 1983, un document du nouveau ministre de l'Intérieur CDU, tenu secret jusqu'alors, qui contenait des propositions élaborées pour le renvoi de centaines de milliers d'étrangers de la RFA. Une analyse démontre néanmoins que de telles mesures ne libèrent pas beaucoup d'emplois et elles ne contribuent pas à une diminution du chômage. Mais elles renforcent l'idéologie selon laquelle les 4,5 millions d'étrangers qui vivent en RFA sont responsables de la crise.

clin tendanciel du taux moyen de profit, parce que la productivité croissante est le moteur de ce déclin, et parce que l'aggravation de la concurrence inter-impérialiste est un stimulant permanent à la poursuite de ce processus, la dépression à long terme ne se terminera pas. Dans ce contexte, il est sans grande importance de savoir qu'il y aura, d'une part, une légère relance économique vers la fin de 1983, des taux de croissance modestes au cours des années suivantes et finalement une nouvelle crise internationale encore plus sévère en 1986 ou en 1987. Même la variante la plus favorable, c'est-à-dire une reprise prudente au cours de la période 1983-1985, implique un accroissement massif du chômage.

Au printemps de 1983, quelques signes de reprise conjoncturelle sont apparus, avant tout aux Etats-Unis, où la tendance du PNB et de la production industrielle est à la hausse et, dans une moindre mesure, au Canada, au Japon, en RFA et en Grande-Bretagne. La hausse générale et quelque fois même spectaculaire de la Bourse dans toutes les places impérialistes indique que les spéculateurs ont déjà escompté la reprise. Parallèlement, la remontée du cours de presque toutes les matières premières — quelques produits alimentaires faisant l'exception — reflète la même tendance fondamentale. Il faut cependant noter parallèlement :

— que les commandes pour des biens d'investissements continuent pour le moment à stagner, voire à reculer, dans la plupart des pays impérialistes, et notamment aux Etats-Unis, au Japon et en RFA ;

— que le volume du commerce mondial continue à reculer ;

— qu'il y a désynchronisation de la reprise dans les pays impérialistes (France) et dans d'importants pays semi-industrialisés (Brésil, Argentine, Mexique, Corée du Sud).

On peut donc s'attendre à une *reprise hésitante, peu profonde et non synchronisée* dans l'ensemble des pays capitalistes. La cause de la reprise aux Etats-Unis est « technique ». La récession avait commencé dans les secteurs clés des biens de consommation durable que sont l'industrie automobile et la construction des logements. Or, la production dans ces secteurs était tombée si bas pendant les années 1981-1982 qu'il y a eu déstockage massif. Finalement, la demande courante, même réduite par suite de la baisse du pouvoir d'achat des masses entraînée par le chômage et les réductions des salaires réels, a commencé par dépasser la production courante. De là la possibilité d'une reprise de la production, stimulée par ailleurs par la baisse des taux d'intérêt qui a un impact réel sur le crédit hypothécaire, fondement du marché immobilier. Mi-avril 1983, la production d'automobiles était supérieure de 10 % à celle de la période équivalente de 1982 ; le nombre de logements mis en chantier avait doublé en un an. Mais deux indices qui résument bien l'évolution globale de l'industrie dans son ensemble sont encore légèrement

inférieurs à ceux d'avril 1982. Et si les commandes de biens d'investissement étaient supérieures à celles d'avril 1982, elles étaient inférieures à celles de mars 1983.

C'est dire que la reprise reste hésitante, même aux Etats-Unis. Elle y attend, aussi, un stimulant supplémentaire, venant soit d'une (légère) expansion de l'emploi, soit d'une reprise des exporta-

tions (mais à cette fin, le taux de change du dollar devrait baisser), soit d'une politique de crédit plus expansionniste (mais « boom » des investissements est improbable, vu la capacité excédentaire existante et la stagnation des marchés intérieurs et étrangers). ■

Winfried WOLF,
Francfort, avril 1983.

BANQUE ET PETROLE

La menace du krach bancaire et la dislocation de l'OPEP

Winfried WOLF

Au cours du même trimestre, le même hebdomadaire britannique, *The Economist*, est paru avec deux titres qui semblent indépendants l'un de l'autre, mais qui expriment une cohérence interne. Le numéro du 16 octobre 1982 titrait : « *The crash of 1982* » (« *Le krach de 1982* »), et celui du 29 janvier 1983 : « *Cheaper oil makes you strong* » (« *Du pétrole moins cher vous rend fort* »).

En réalité, le « pétrole moins cher » ne nous « renforce » pas du tout, au contraire, il augmente le danger d'un « krach bancaire ». Mais ce danger existe indépendamment de l'évolution actuelle du prix du pétrole. Au début de 1983, le système capitaliste n'entre pas seulement dans la quatrième année d'une récession et dans la dixième année d'une stagnation de longue durée. En même temps, il est menacé par le danger d'un effondrement financier qui ressemble à celui des années 1929-1932.

Le processus qui se trouve à l'origine de ce danger est banal. Pendant plus de deux décennies, on a essayé de retarder l'éclatement d'une crise économique grave par l'injection de crédits. Cela vaut pour tous les sujets économiques. Des pays souverains ont financé leurs importations et leur « facture pétrolière » fortement majorée à partir de 1973 par des milliards de crédits. De grandes sociétés comme Chrysler, Massey-Ferguson, Alpha (Mexique), Rio Tinto (Espagne), AEG-Telefunken (RFA) ont essayé de pallier leurs bilans déséquilibrés par la même méthode. D'autres ont financé de nouveaux investissements que la concurrence leur imposait par le crédit. Enfin, partout dans le monde, des millions de salariés et de membres des classes moyennes ont tenté d'élever leur niveau de vie sur la base de crédits (achats à tempérament, hypothèques).

Cependant, cette spirale des dettes et de l'inflation a ses limites. Elles sont atteintes lorsque les coûts de ces crédits, c'est-à-dire les paiements des intérêts et des acomptes (le service de la dette) absorbent ou dépassent la majeure partie des profits des sociétés ou une fraction déter-

minée du revenu des ménages. A partir de ce moment, les nouveaux crédits ne servent qu'à financer les intérêts et les acomptes et n'élargissent plus les ventes courantes. Si on ne tire pas le signal d'alarme, on s'engage sur une pente raide : les faillites d'Etats, d'entreprises et de ménages. Du moment que plusieurs de ces sujets économiques courent le danger de ne plus être en mesure d'acquitter leurs dettes, les banques elles-mêmes commencent à vaciller.

Il y a quelques années, un des plus grands problèmes des centres financiers capitalistes semblait être celui de récupérer l'argent prêté aux pays membres du COMECON. Cette situation représentait un fardeau pour les banques occidentales les plus engagées. Ce fardeau s'est encore alourdi au cours des années 1981-1982. Non seulement il a été nécessaire de rééchelonner les dettes de la Pologne, mais encore celles de la Roumanie et de la Yougoslavie (1). Aussi considérables que soient ces montants en chiffres absolus, tenant compte du fait que le risque est souvent concentré sur quelques grandes banques, aujourd'hui ces risques s'avèrent modestes en comparaison avec ceux engendrés par le système capitaliste lui-même.

Les chiffres suivants illustrent la situation d'endettement actuelle :

— L'endettement total des pays sous-développés non producteurs de pétrole s'élevait fin 1982 à 520 milliards de dollars. Par rapport à la fin de 1981, cet endettement s'est accru de 15 %. Le service de la dette de tous les pays sous-développés a quadruplé au cours des six dernières années ; il atteint 131 milliards de dollars pour l'année 1982.

1. En 1982, on a dû procéder au rééchelonnement de la dette de deux pays du COMECON : la Pologne, avec un montant de charges principales et d'intérêts de 4,6 milliards de dollars, et la Roumanie, avec 4 milliards de dollars. On doit y ajouter le Vietnam, qui est formellement membre du COMECON, et dont les arriérés s'élèvent à 3,5 milliards. Fin 1982, les négociations sur le rééchelonnement de la dette yougoslave sont toujours en cours, cette dette se situe dans un même ordre de grandeur. (Source : Banque des règlements internationaux-BRI).

— En l'espace de trois ans, les pays d'Amérique latine ont presque doublé leurs dettes à l'égard des banques impérialistes. En 1979, ils ne devaient « que » 170 milliards de dollars aux banques de New York, Londres, Francfort, Tokyo, Paris. Au début de 1983, on en est à 320 milliards de dollars de dettes. Ce montant représente 40 % du PNB total du continent ou le triple des devises annuellement rapportées par les exportations. En 1982, le service de la dette absorbait déjà 50 % des devises ainsi gagnées.

— Deux pays dans lesquels les idéologues bourgeois avaient placé leurs espoirs, le Mexique, « pays pétrolier », et le Brésil, « pays du miracle économique », sont maintenant les premiers candidats à la faillite publique. Pendant que les pays membres du COMECON réunis totalisent une dette à l'Ouest de 60 à 70 milliards de dollars US, ces deux pays doivent *chacun* de 90 à 100 milliards de dollars. Là aussi, on constate un accroissement explosif des dettes. De 1979 à 1982, le Mexique recevait des crédits pour un montant de 40 milliards de dollars. Le seul montant requis dans le cadre de la révision de la dette mexicaine, et pour lequel on cherche au début de 1983 de nouveaux créditeurs internationaux, s'élève à 25 milliards de dollars, ce qui représente la totalité de la dette publique de la Pologne.

— Cette liste de pays peut être allongée indéfiniment. En 1982 et 1983 on assistait à une inflation de révision de dettes. Pendant qu'au cours des années 1975 et 1976, respectivement deux et quatre pays n'étaient plus en mesure de financer le service de leur dette comme convenu, en 1982, on comptait 22 pays qui étaient candidats à la révision. L'évolution des sommes d'argent impayables est encore plus impressionnante. En 1974, on atteignait un record d'après-guerre avec 1,4 milliards de dollars US d'intérêts et d'acomptes non payés (révisés). En 1979, ce record était déjà battu avec un montant de 2,3 milliards de dollars. Puis, on avançait coup sur coup : 1980 : 4,9 milliards de dollars ; 1981 : 10,8 milliards de dollars ; 1982 : 38 milliards de dollars. Ce dernier chiffre n'inclut pas encore les révisions brésiliennes.

— A l'insolvabilité des pays s'ajoute l'insolvabilité d'un nombre grandissant de sociétés, dont les créditeurs sont souvent les mêmes banques qui ont accordé des prêts aux Etats défaillants. Quelques exemples : le géant canadien de l'énergie, Dome Petroleum, a une dette de 7,4 milliards de dollars ; les constructeurs de machines agricoles nord-américains Massey-Ferguson et International Harvester ont 4 milliards de dollars. La plus grande société privée du Mexique, le Grupo Industrial Alpha, a 2 milliards de dollars de dettes extérieures. La plus grande société industrielle espagnole, l'Union Explosivos Rio Tinto (ERT), a 1 milliard de dollars de dettes à court terme, sans compter les dettes à long terme. AEG-Telefunken, la deuxième société électrique de la RFA, a 2,8 milliards de dollars de dettes. Les dettes de Chrysler, la troisième société auto-

mobile des USA, sont du même ordre de grandeur.

Jusqu'ici, les pétrodollars, les excédents de la balance des paiements de quelques pays membres de l'OPEP, déposés dans les banques occidentales, avaient conservé et élargi la « liquidité » du système bancaire international. Maintenant, ces pays retirent ces dépôts, risquant d'aggraver ainsi la chute du système bancaire international dans l'insolvabilité.

La hausse du prix du pétrole avait opéré une énorme *redistribution de la plus-value mondiale* en faveur des pays exportateurs de pétrole et des grandes compagnies pétrolières. Mais l'affaire n'en resta pas là. Ces pays ne thésaurisaient pas eux-mêmes les centaines de milliards de pétrodollars. D'une part, ils commandaient des marchandises aux centres impérialistes, c'est-à-dire qu'ils ouvraient un nouveau marché pour les exportations japonaises, nord-américaines et ouest-européennes. La plus grande partie des pétrodollars fut placée dans les banques impérialistes. Ce furent donc les pétrodollars qui, pendant la période 1974-1982, permirent aux centres impérialistes d'*amor-tir* les manifestations de la crise, en élargissant constamment les possibilités de crédit, donc en créant une demande artificielle.

Maintenant, on est confronté à une évolution *contraire* : l'affluence des pétrodollars vers les banques impérialistes se tarit. La tendance se retourne. En 1980 encore, les nouveaux placements des pays de l'OPEP dans les centres impérialistes furent de l'ordre de 113 milliards de dollars. En 1982, on a assisté pour la première fois, à un retrait net d'argent OPEP des banques internationales. Pour la première fois aussi, la balance des paiements des pays de l'OPEP dans leur ensemble pourrait être déficitaire en 1982. En même temps, ces pays apparaissent maintenant sur les marchés de crédits internationaux comme des débiteurs. En 1976, leur dette globale n'était que de 36 milliards de dollars ; en 1982, elle avait triplé pour atteindre jusqu'à 160 milliards de dollars. Ce processus va se renforcer au cours de 1983, par suite de la chute des prix du pétrole, mais aussi par l'arrêt de certains de leurs projets d'industrialisation. La cause fondamentale de ce retournement réside dans le fait que la hausse du prix du pétrole avait provoqué trois réactions : en premier lieu, des « économies d'énergie », donc une réduction des achats ; en deuxième lieu, la substitution d'autres sources d'énergie au pétrole ; en troisième lieu, l'augmentation de la production pétrolière dans les pays non membres de l'OPEP. En 1979, les pays membres de l'OPEP produisent encore 30 millions de barils par jour, les pays producteurs non membres de l'OPEP en produisant pour leur part 18 millions par jour. Au premier trimestre de 1982, les deux groupes étaient à égalité, avec une production de 20 millions de barils par jour. Au début de 1983, le groupe OPEP produisait 17 millions de barils par jour et les pays non membres 20 millions. Le grand capital impérialiste est effrayé par

les conséquences possibles de ce retrait des pétrodollars sur la « liquidité » du système bancaire international, retrait qui n'est que très partiellement compensé par l'afflux de liquidités japonaises. Aussi, après avoir dénoncé pendant des années la « hausse du prix du pétrole » comme responsable de la crise, il dénonce maintenant la baisse du prix du pétrole comme responsable du risque de *krach* bancaire. Il est vrai qu'une baisse des prix du pétrole mène à un nouveau rétrécissement du marché d'exportation pour les marchandises impérialistes. En 1982 déjà, on pouvait constater un premier déclin absolu des exportations de pays de l'OCDE vers les pays de l'OPEP d'environ 4 %. En outre, les premiers déficits de la balance des paiements des pays de l'OPEP, la crise prolongée dans les centres impérialistes et la faillite de sociétés, pourraient aboutir à un retrait des investissements de l'OPEP dans le secteur productif (comme Krupp, Hoechst, Mercedes). La faillite de la société sidérurgique Korf (en RFA, et aux USA en janvier 1983), dont le capital était pour un tiers originaire du Koweït, peut servir d'avertissement aux gouvernements de l'OPEP. La production pétrolière dans de nouvelles régions comme la mer du Nord, l'Alaska, partiellement le Mexique et le Venezuela, a été basée sur la supposition d'un prix élevé du pétrole. Cela vaut également en partie pour la production du gaz naturel. Le prix du pétrole a déjà baissé, passant de 35 à 30 dollars le baril. Dans l'éventualité d'une chute des prix à 25 dollars le baril ou en-dessous, cette production n'est plus rentable. Des investissements énormes seront dès lors en friche, ce qui conduira à des faillites. De plus, les balances des paiements de certains pays deviendront déficitaires, accentuant la crise dans des pays impérialistes, notamment en Grande-Bretagne et en Norvège.

Certains pays producteurs de pétrole, qui se trouvent déjà au bord de l'effondrement économique, seront précipités dans le gouffre. Cela vaut en particulier pour le Mexique, le Nigeria et, généralement, pour tous les pays producteurs très peuplés, comme l'Indonésie, l'Iran et l'Algérie.

On pourrait invoquer le fait que des prix peu élevés aident les pays du « Tiers Monde » non producteurs de pétrole à surmonter la crise. Mais, pour eux, le tournant vient cinq années trop tard. Entre-temps, le problème majeur de ces pays n'est plus la facture pétrolière élevée mais la charge accablante de leur dette extérieure, qui a été provoquée pour une bonne partie par les importations coûteuses du pétrole au cours des années 1974-1982. Les facteurs négatifs que nous venons d'énumérer interviennent à un moment où ils peuvent avoir un effet explosif. Le rétrécissement du marché OPEP de marchandises et d'investissements impérialistes se produit alors que *tous* les débouchés sont contractés (les échanges avec l'Est, le « Tiers Monde ») et font l'objet d'une concurrence inter-impérialiste accrue. Le tarissement de la source des pétrodollars frappe un marché

financier international déjà secoué. Par le biais du marché des « eurodollars », il atteint le secteur du crédit qui n'est contrôlé par aucun gouvernement et aucune banque centrale, sur lequel il n'existe même pas de statistiques exactes, et qui est dominé par l'anarchie et la concurrence capitaliste classique.

Dans ces conditions, le danger du *krach bancaire* augmente. Ce n'est nullement un refrain de prophètes de malheur de gauche, mais c'est déjà une réalité économique. Dans toutes les régions, de grandes banques sont menacées :

— En novembre 1982, le plus important journal économique du Japon, le *Nihon Kezai Shimburu*, annonçait que 22 pays avaient des retards de paiements à l'égard des banques japonaises. Les banques japonaises se sont fortement engagées au Mexique et au Venezuela.

— Aux Etats-Unis, 33 banques étaient mises en faillite en 1982. Jusqu'à, le record d'après-guerre était de 16 banques en faillite en 1976. Fin 1982, 302 banques se trouvaient officiellement sous la surveillance des instances d'inspection. Début 1983, un nombre de banques assez importantes du Texas, qui ont voulu profiter du *boom* au Mexique, sont menacées de faillite, notamment à cause de crédits non garantis à des sociétés privées mexicaines, comme le groupe Alpha.

— En Europe occidentale, la faillite de la plus importante banque privée italienne, la Banco Ambrosiano, qui était liée au Vatican, a déjà causé pas mal d'inquiétudes.

— La deuxième banque ouest-allemande, la Dresdner Bank, a été au moins ébranlée par la combinaison de pertes considérables dues aux crédits à la Pologne et à la société allemande AEG. C'est aussi le cas pour la Kommerzbank et la Bank für Gemeinwirtschaft (la dernière a été touchée en plus par les pertes dans l'affaire de la société de logements Neue Heimat et la faillite de Korf).

— Début 1983, la plus grande banque du Venezuela, la Banco de los Trabajadores, est au bord de la faillite (2).

— Début 1983, l'Etat chilien a dû nationaliser cinq banques qui étaient au bord de la faillite. Les banques internationales ont d'énormes craintes à propos des emprunts qu'elles ont accordé à ces banques (estimés à 4 milliards de dollars) à cause du fait qu'on ne voit pas très bien comment le Chili, déjà fortement endetté, va pouvoir les rembourser (la dette publique chilienne s'élèverait à 16 milliards de dollars ; une renégociation de cette dette est attendue en 1983).

Il y a déjà un cas où la crise de l'OPEP — plus exactement, les conséquences de la chute des prix du pétrole et de la restriction de la production — se combinent avec des résultats de la spéculation bancaire pour provoquer un *krach* financier d'une grande ampleur : c'est celui du Koweït. Ce petit pays du golfe Persique est le plus riche du monde du point de vue des revenus par tête d'habitant. Il est aussi celui où la constitution d'un capital financier autonome a pris le plus d'ampleur.

Dès 1981, le revenu par tête d'habitant avait baissé de 17 % par rapport à l'année précédente. En 1982, la production de pétrole ne se situe plus qu'à 35 % de la quantité de 1979. La valeur des exportations de pétrole est tombée à moins de la moitié de celle de 1979. En même temps, les revenus nets des investissements koweïtiens à l'étranger dépassent déjà en 1982 la valeur totale des exportations pétrolières.

Les revenus pétroliers et l'enrichissement général du pays avaient entraîné une fièvre de spéculation centrée sur la « Bourse de valeurs inofficielle » dite du *Souk al-Manakh*. On y achetait des actions et obligations à crédit, en payant avec des chèques datés un ou deux ans après leur émission, anticipant sur la hausse constante des cours. Ces chèques étaient acceptés en paiement immédiat de dettes courantes, et quelquefois même escomptés.

Le résultat ne se fit pas attendre, dès que la tendance des prix se renversa. En août 1982, le *krach* se produisit. Il y avait des chèques non honorés d'un total de 93 milliards de dollars (cela n'est pas une erreur d'impression : 93 milliards de dollars !) Lorsqu'on élimine le montant des créances et des dettes qui se couvrent mutuellement, il reste un trou de 24 milliards de dollars. Les *Magnificent Eight* (« Les huit maisons magnifiques ») qui étaient au centre de la spéculation ont toutes fait faillite. La principale faillite, celle de Jassim Mutawa, concerne une dette non couverte de 5,2 milliards de dollars, la plus grande faillite de tous les temps (*International Herald Tribune*, 25 avril 1983).

Comme la grande masse de cette dette est interne au Koweït, les conséquences du *krach* pour l'économie capitaliste internationale seront limitées, mais pas nulles : réduction des placements koweïtiens à l'étranger, ventes de certains investissements passés, réduction de l'aide à des pays sous-développés, réduction d'importations en provenance des pays impérialistes, etc.

C'est clair : le potentiel qui pourrait déclencher un *krach* bancaire, et par conséquent un véritable effondrement économique, se renforce. Et, en dépit d'innombrables déclarations en sens contraire, tout indique que le robinet des crédits va continuer à couler au cours de l'année 1983. Il y a trois causes à cela :

1) Le retour à une politique généralisée de crédit restrictive augmenterait à

2. La banque allemande Bank für Gemeinwirtschaft et la banque vénézuélienne Banco de los Trabajadores sont propriété syndicale. Les menaces qui pèsent sur elles sont en même temps des menaces sur l'argent que les travailleurs organisés y ont investi. Ceci nous confronte à une problématique particulière. Plus la crise s'approfondit, plus il devient clair qu'un engagement syndical dans des secteurs purement capitalistes mène à l'impasse, en entraînant des pertes immenses et un affaiblissement du mouvement ouvrier organisé. L'Allemagne nous montre un exemple encore plus instructif avec la crise dramatique de la plus grande société de construction immobilière d'Europe, la Neue Heimat, appartenant de même au syndicat et ayant des liens étroits avec la Bank für Gemeinwirtschaft. Plusieurs centaines de millions

court terme le danger d'un *krach* bancaire et d'une explosion sociale. Les mesures que le Fonds monétaire international, pour prendre un exemple, impose à ses « partenaires » dans le cadre d'une négociation de la dette, pourraient étrangler définitivement l'économie de ces pays et aggraver la crise au sein des centres impérialistes (arrêt de subventions aux prix de produits de grande consommation, donc réduction des importations, donc diminution des exportations des pays impérialistes). Les tensions sociales explosives qui pourraient résulter d'une telle « politique d'assainissement », bien que n'étant pas mesurables en dollars, constituent néanmoins un argument sérieux aux yeux des banquiers. Les masses brésiliennes par exemple, à la longue, n'ont pu être tenues en échec par la dictature militaire. Dans les conditions actuelles, une politique économique résolument restrictive signifierait l'arrêt de la « démocratisation » et le retour à de nouvelles formes de dictature ouverte, ce qui pourrait provoquer une *situation explosive* dans le plus grand pays d'Amérique latine (voir l'explosion des chômeurs de Sao Paulo)).

2) Malgré toutes les réunions entre banquiers et tous les accords secrets, le monde bancaire international constitue une partie du capitalisme, c'est-à-dire qu'il est soumis aux lois de la concurrence et de l'anarchie de la production (3). Les grandes banques essaient, chacune de leur côté, d'obtenir un profit maximum. A ce sujet, la faillite d'Etat menaçant le Soudan est un exemple instructif. Jusqu'à maintenant, le montant exact de la dette extérieure de ce pays n'est même pas connu. La Bank of Sudan et quelques ministères ont, indépendamment l'un de l'autre, ramassé des crédits provenant de 115 instituts de crédit étrangers différents. Un accord de révision datant de 1981 a dû être annulé purement et simplement en 1982, étant basé sur un montant global de dettes extérieures complètement inexact (4).

3) La crise économique prolongée dans les centres impérialistes exerce une pression renforcée en faveur d'une extension encore plus grande du crédit. Déjà en 1981-1982, des taux d'intérêts élevés et les autorisations de crédit modérément restrictives ont provoqué la faillite de nombre de sociétés et menacé beaucoup d'autres du même sort. Il n'y a qu'un assouplissement des restrictions du crédit qui peut tirer ces sociétés hors de la zone de danger. Voilà la raison de la diminu-

de DM, provenant des caisses syndicales, ont dû être employés pour soutenir cette société purement capitaliste.

3. Pour le reste, même les montants absolus que les banquiers internationaux ont réservé au « cas d'urgence » d'un *krach* bancaire international sont plutôt modestes. Le « fonds des pompiers » que les banquiers les plus importants ont constitué fin 1982 représenterait 20 milliards de dollars US. De toute façon, il ne pourra entrer en action qu'avec l'accord de tous les banquiers impliqués.

4. En 1981, on parlait d'une dette extérieure soudanaise évaluée à 4 milliards de dollars. En mai 1982, on l'évaluait déjà à 5 milliards, et à la fin de 1982, on parle d'une dette de 6,5 milliards à 8 milliards de dollars. (*Han-delsblatt*, 20 octobre 1982).

tion des taux d'escompte à partir du milieu de l'année 1982.

Enfin, de nouveaux clients inattendus apparaissent sur le marché du crédit international. Les *grands pays impérialistes*, qui atteignent la limite de l'endettement intérieur, s'adressent de plus en plus aux banques internationales. Au départ, ils sont accueillis comme de « bons » clients. Assez vite, ils sont observés d'un œil critique. La France et l'Italie représentent les cas les plus spectaculaires.

Fin 1982, la dette extérieure de l'Italie est évaluée à 50 milliards de dollars. Le service de la dette absorbait, en 1982, la totalité des revenus provenant du tourisme, qui jouent un rôle important dans l'équilibre de la balance des paiements. En 1982, la France cherchait à obtenir un « Jumbo » (crédit volumineux) de plus de 4 milliards de dollars à l'étranger. En partie pour des raisons politiques, le monde de la finance internationale se montrait sceptique dès le début, surtout parce que l'Etat français n'apparaissait pas en tant que tel, mais à travers des sociétés nationalisées, pour lesquelles l'Etat à son

tour se portait garant. Jusque-là, le montant de la dette extérieure française fut traité comme un secret. Sur l'insistance de banques américaines, le gouvernement français chiffrait finalement la dette à 15 milliards de francs. La bombe éclatait en novembre 1982. Par une indiscrétion déléguée des banques américaines, il fut divulgué que la dette publique extérieure de la France s'élevait à 320 milliards de FF (45 milliards de dollars) et qu'elle avait doublé au cours des deux années suivant l'entrée en fonction de François Mitterrand. Début février 1983, les banquiers internationaux s'attendent déjà à un nouveau « Jumbo » français de plus de 3 milliards de dollars. D'autres demandes de crédits considérables sont attendues de la part de la Suède, du Danemark, de l'Espagne et du Portugal.

Vu l'état des statistiques, cela n'a pas beaucoup de sens de calculer le degré de probabilité d'un *krach* bancaire international. Ce qu'il y a de certain, c'est que le risque d'un « big crash » s'est accru considérablement au cours de la nouvelle récession internationale. Et il s'accroît d'au-

tant plus que, au fur et à mesure que la dépression se prolonge, la liste de faillites de toutes tailles s'allongera également, absorbant en même temps les réserves des banques, des pays et des sociétés capitalistes. L'important journal des milieux économiques allemands, le *Handelsblatt* du 18 août 1982, résume ainsi la situation : « *Don't rock the boat* » (« Ne secouez pas le bateau »). Voilà l'attitude prédominante des banques internationales importantes. En effet, les banques internationales sont toutes dans le même bateau. D'ailleurs, elles sont dotées d'une conscience de classe historique beaucoup plus élevée que la plus grande partie du mouvement ouvrier. L'article susmentionné poursuit ainsi : « *Avec un rien de sentimentalité (!), les chroniqueurs américains se rappellent le bon vieux temps, quand il suffisait de canonnières et de quelques compagnies de fusilliers marins pour forcer les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à payer leurs dettes.* » Ce temps est effectivement révolu. ■

Winfried WOLF,
Francfort, avril 1983.

EUROPE

Le système monétaire européen et la crise du Marché commun

Ernest MANDEL

Le Système Monétaire Européen (S.M.E.) a été créé le 13 mars 1979 en remplacement du « serpent monétaire européen ». Il a pour but immédiat de limiter les fluctuations de change entre devises des Etats qui adhèrent au S.M.E. à environ 4,5%. Il s'agit donc de créer une zone de *relative stabilité des changes* au sein du Marché Commun, étant entendu que tous les pays de la Communauté Economique Européenne ne sont pas obligés d'adhérer au S.M.E. En fait, un des principaux pays-membres, la Grande-Bretagne, a tenu sa monnaie, la livre sterling, en dehors du Système.

Le but plus lointain du S.M.E. était triple : accroître la « solidarité » monétaire au sein du Marché Commun, les devises des pays membres fluctuant plus ou moins conjointement par rapport aux principales devises des autres pays impérialistes, avant tout le dollar et le yen ; exercer une pression monétaire « indirecte » sur les gouvernements des pays membres du Marché Commun pour qu'ils mènent une politique monétaire et économique plus ou moins parallèle ; favoriser ainsi un nouveau « bond en avant » de l'intégration économique européenne en facilitant la création d'une « monnaie européenne » commune aux Neuf, « l'écu ». Celle-ci n'existe pour le moment

qu'en tant que « monnaie de compte », c'est-à-dire instrument de comptabilité, et non comme moyen d'échange, comme moyen de paiement effectif et comme moyen de thésaurisation.

L'INÉGALITÉ DE DÉVELOPPEMENT FONDAMENTALE : ALLEMAGNE / FRANCE

Mais si le S.M.E. devrait stimuler la convergence du développement monétaire et économique entre les pays qui y adhèrent, un degré de rapprochement est à son tour une précondition de la réussite du S.M.E. Si la situation et la politique économique d'importants pays-membres est trop divergente, alors le S.M.E. est soumis à des tensions et des crises continues. C'est exactement ce qui s'est produit, ces crises atteignant leur point culminant en 1982 et au début de 1983.

Fondamentalement, il y a deux « sous-blocs » au sein du S.M.E. : les pays à taux d'inflation plus fort, à savoir la France et l'Italie ; et les pays à taux d'inflation plus faible, à savoir l'Allemagne occidentale ainsi que les pays de Benelux et le Danemark, dont les monnaies apparaissent de plus en plus comme des monnaies satellites du *Deutsche-Mark*. Ces taux d'inflation différents reflètent à la fois une capacité concurrentielle supérieure de

l'économie et une politique économique moins « expansive » de la part des gouvernements respectifs et des dirigeants des Banques Centrales.

Toute la logique du Marché Commun est fondée sur l'espoir que l'intégration économique européenne réduirait l'inégalité du développement entre la RFA et la France (plus tard, entre la RFA, la France et la Grande-Bretagne). Toute la logique de la Cinquième République est fondée sur l'effort « gaullois », c'est-à-dire du secteur moderne du Grand Capital français, pour aboutir à cette fin. Le capitalisme français a sans aucun doute réduit la distance qui le sépare en matière de productivité moyenne du travail et de compétitivité de la RFA. Il l'a réduite, mais il ne l'a pas supprimée. Et la crise économique s'aggravant, cette distance s'est plutôt accentuée au cours des années 1980-1983.

Voilà la cause objective des tensions au sein du S.M.E. et de la crise au sein du Marché Commun. D'un point de vue « technique », le taux de change de deux monnaies fluctue d'après la loi de l'offre et de la demande. S'il y a un fort déficit de la balance des paiements française avec l'Allemagne occidentale, la demande de *Deutsche Mark* s'accroît, celle de francs français diminue. Le taux de change DM/franc augmente jusqu'à ce que ces devises atteignent le « maximum » de leur fluctuation permise au sein du S.M.E.

Lorsque le DM est « au plafond » et le franc français est au « plancher » du S.M.E., les banques centrales doivent intervenir. La *Bundesbank* doit acheter des francs français au moyen de DM ou d'autres devises (*aucune* banque centrale n'entame plus son stock d'or !), ce qui théoriquement devrait provoquer une hausse du franc. La *Banque de France* doit vendre des DM ou d'autres réserves de change, ce qui, théoriquement, doit faire baisser le DM et faire remonter le franc.

Mais ces mouvements « automatiques » sont bloqués par la spéculation sur les devises. Lorsque les spéculateurs s'attendent à une dévaluation du franc (ou, ce qui revient au même, à une réévaluation du *Deutsche Mark*), ils continueront à vendre des francs français et obligeront donc la *Banque de France* à les racheter au rythme de milliards de dollars. Finalement, après avoir perdu une partie de ses réserves de change, le gouvernement français sera quand-même obligé de céder. Le franc sera dévalué. Cela s'est produit à plusieurs reprises depuis la création du S.M.E., trois fois rien qu'au cours des deux dernières années.

C'est que le problème n'est justement pas purement « technique ». Derrière le phénomène des fluctuations des taux de change se profile la réalité de la concurrence capitaliste. Si les produits de l'industrie capitaliste française sont moins compétitifs que ceux de l'industrie capitaliste ouest-allemande, maintenir le taux de change du franc par rapport au *Deutsche Mark*, équivaut à favoriser la vente de produits allemands, y compris en France, par rapport aux produits français. Dévaluer le franc français, cela signifie faciliter la vente des produits français par rapport aux produits allemands.

On comprend dès lors les raisons pour lesquelles la bourgeoisie ouest-allemande a intérêt à maintenir le S.M.E. La solution de rechange, ce seraient des dévaluations en chaîne, non seulement du franc et de la *lire* italienne, mais encore de quelques-unes des devises des membres mineurs du Marché Commun (avant tout le franc belge et la couronne danoise). Cela favoriserait l'émergence du *Deutsche Mark* comme monnaie de réserve ainsi que les exportations de capitaux ouest-allemands. Mais cela lèserait fortement les exportations ouest-allemandes de marchandises industrielles manufacturées (y compris des produits de l'industrie allemande agro-alimentaire). Les rapports de force au sein de la bourgeoisie allemande ne sont pas tels à permettre qu'elle sacrifie systématiquement les intérêts du grand capital industriel exportateur à ceux des banquiers et des rentiers. D'autant plus que les exportations industrielles sont plus que jamais le principal support de toute croissance économique en RFA.

Voilà pourquoi, malgré « l'arrogance » que Jacques Delors leur prête, les capitalistes allemands ont été chaque fois prêts à payer la note des dévaluations françaises, à condition de maintenir celles-ci moins nombreuses et moins importantes qu'elles ne le seraient sans S.M.E. En fait, depuis l'introduction du S.M.E. le DM a été réévalué annuellement de 7% par rapport au franc et à la *lire*. Sans le S.M.E., il aurait été réévalué bien plus fortement (*Neue*



Jacques Delors à l'issue d'une réunion financière extraordinaire de la CEE. (DR)

Zürcher Zeitung, 12-13 mars 1983). Voilà pourquoi la *Bundesbank* est prête à sauver chaque fois le S.M.E. en achetant des francs français pour des milliards de DM lors de chaque crise monétaire successive, malgré le fait qu'elle alimente ainsi l'inflation en Allemagne (car ces achats augmentent automatiquement la masse de DM circulant en RFA). Les vrais marchandages ne concernent pas le principe de la note à payer par l'Allemagne, mais seulement le montant précis de la note.

LE S.M.E. INSTRUMENT POUR « DISCIPLINER » LE CAPITALISME FRANÇAIS

Mais si le concurrent le plus fort - en l'occurrence la RFA - a un intérêt manifeste à maintenir le S.M.E., les partenaires les moins compétitifs ne sont évidemment pas tenus à respecter les règles du jeu, c'est-à-dire à maintenir les fluctuations de leurs devises par rapport au *Deutsche Mark* à la limite de 4,5%. Ils conservent toujours deux possibilités, vu le fait qu'il n'y a pas un « Etat supranational » ni un cadre contraignant pour la « souveraineté nationale » au sein du Marché Commun. Ils peuvent dévaluer leur devise nationale avec le consentement des autres pays membres de la CEE ; c'est ce qui s'est encore une fois produit à Luxembourg, le 21 mars 1983. Ils peuvent aussi sortir (temporairement, comme l'a fait le régime Giscard, ou même définitivement) du S.M.E.

Cela aussi ne se fait pas non plus sans frais. Des dévaluations en chaîne d'une devise, si elles favorisent les exportations, ne le font qu'à condition que la productivité du travail et les investissements de rationalisation se développent fortement. Sinon, le renchérissement des matières premières importées et payées en devises

fortes neutraliseront bien vite les effets bénéfiques d'une baisse des prix à l'exportation exprimés en devises étrangères. On s'en rend compte à la vue de la véritable panique qui a saisi le gouvernement Mitterrand-Mauroy devant la hausse du dollar, vu le fait qu'une bonne partie des matières premières importées par la France - à commencer par le pétrole ! - sont payées en dollars.

La dévaluation, produit d'une inflation plus forte d'une économie « nationale » dans le cadre du Marché Commun, alimente à son tour cette inflation. Cette inflation a un double effet sur l'évolution économique. Elle transfère les charges de « l'assainissement économique » sur les travailleurs et les consommateurs, lorsqu'il n'y a pas d'échelle mobile des salaires rigoureuse, c'est-à-dire lorsqu'on applique une politique d'austérité telle qu'elle est à présent appliquée en France. Elle neutralise plus rapidement encore les effets bénéfiques de la dévaluation pour l'« économie nationale » en faveur des concurrents étrangers, dont les coûts restent plus bas et les produits redeviennent meilleur marché.

On le voit : les gouvernements ne sont pas libres de faire ce qu'ils veulent sur le marché mondial, pour autant qu'ils continuent à se soumettre à la logique capitale qui est celle de la propriété privée, de la concurrence et de l'impératif du profit. Comme « le prix de l'or » (1), les fluctuations des taux de change sont des mécanismes objectifs, par lesquels la réalité de la productivité comparée du travail entre divers pays capitalistes, c'est-à-dire la loi de la valeur, s'impose finalement à toutes les bourgeoisies « nationales », qu'elles soient impérialistes ou dépendantes, fût-ce après certains délais (les pays de l'OPEP viennent d'en faire l'expérience à leurs dépens).

Cette réalité économique est im-

placable dans le cadre de l'économie capitaliste internationale. Mais elle n'est point inévitable, pour autant qu'un gouvernement s'appuyant sur la classe ouvrière et d'autres couches exploitées de la société capitaliste, ait le courage et la volonté politiques de rompre avec le capitalisme international et de substituer une logique économique d'un autre type - fondée sur l'appropriation collective des grands moyens de production, la satisfaction des besoins démocratiquement déterminés par les masses laborieuses, la planification économique impérative sous gestion ouvrière et le système d'échange par troc et *clearing* à l'échelle internationale - à la logique capitaliste.

Vouloir sortir du S.M.E., voire du Marché Commun, sans rompre avec le capitalisme international, c'est retomber dans le nationalisme et le protectionnisme. C'est contraire aux intérêts de la classe ouvrière, car cela substitue encore davantage la « solidarité » travailleurs « nationaux »/patrons « nationaux », c'est-à-dire la collaboration de classe, c'est-à-dire l'abandon de la défense des intérêts des travailleurs sur l'autel de la « solidarité nationale » - au grand profit des coffres-forts, à la nécessaire solidarité des travailleurs de tous les pays contre les patrons de tous les pays. Ce qui est urgent, pour la classe ouvrière européenne (et extra-européenne), c'est de s'unir dans un combat commun pour les 35 heures, tout de suite, sans réduction du salaire hebdomadaire, avec embauche obligatoire et contrôle ouvrier sur le rythme du travail, dans le maximum de pays simultanément.

Mais vouloir sortir du S.M.E. voire du Marché Commun, sans rompre avec le capitalisme international, cela comporte également des risques énormes pour la bourgeoisie française. Ce serait une véritable catastrophe pour les « petits pays » membres de la CEE, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg, le Danemark, qui n'ont pu survivre tant bien que mal dans la crise que grâce aux débouchés privilégiés que leur offre la CEE (voir la



Les jeunes travailleurs britanniques manifestent contre l'austérité. (DR)

manchette de *La Libre Belgique* du 22 mars 1983 : l'Europe monétaire a évité la catastrophe). Et ce serait un coup très dur également pour l'économie ouest-allemande.

Voilà pourquoi le chantage de Delors a finalement été payant, même si les concurrents/partenaires de la bourgeoisie française se sont efforcés de réduire jusqu'à la dernière minute - tels de véritables Shylocks, jusqu'à la dernière goutte de sang. Mais c'est bien là la véritable mentalité capitaliste, pour laquelle les « valeurs sacrées » sont en dernière analyse les francs et les centimes, les *Deutsche Mark* et les *Pfennigs*, les dollars et les cents - le montant de la note à payer.

LE MARCHÉ COMMUN A RÉSISTÉ À LA CRISE, MAIS IL COMMENCE À ÊTRE ÉBRANLÉ

Le problème fondamental est ailleurs. Au-delà de la concurrence, il y a la propriété privée, il y a la propriété et la nature du capital. Le Marché Commun ne peut « tenir » à la longue que *s'il se consolide au niveau de la propriété du capital* et des investissements des capitaux. Quel que soient les décalages dans le temps, l'alternative reste toujours la même : ou bien avancer dans la voie de l'intégration économique supra-nationale, c'est-à-dire de l'inter-pénétration de plus en plus accentuée des capitaux « nationaux » ; ou bien retomber vers le nationalisme économique fondée sur la prépondérance des « capitaux nationaux », ce qui implique, à terme, l'effondrement de l'intégration commerciale.

Jusqu'ici, depuis dix ans ou plus, on marche sur la corde raide entre les deux extrêmes. La création du S.M.E. a été une tentative d'avancer vers l'intégration monétaire, industrielle et politique. Son échec marquerait un pas en arrière très grave pour les tenants des « multinationales européennes ». Le Marché Commun ne s'est pas effondré après 10 années de dépression à long terme. Mais il ne s'est pas

non plus consolidé. On est toujours sur la corde raide.

Justement : où en sont les « multinationales européennes » ? Elles ont incontestablement perdu du terrain au cours de la dernière récession. L'échec de la fusion Thomson-Grundig, le triomphe japonais en matière de video-cassettes, l'absence de toute fusion dans le domaine de l'électronique, en sont les preuves les plus nettes. Mais elles conservent une bonne partie du terrain conquis. L'intégration européenne du capital bancaire s'est accentuée. L'industrie aéronautique fondée sur l'interpénétration européenne des capitaux - avec le succès de l'*Airbus* - a progressé. Et surtout - signe des temps - la production commune d'armements (avions, chars, canons, fusils) s'étend à tel point qu'une production « nationale » d'armes devient quasi-impossible dans le domaine de l'armement classique.

Le seul indice d'un ébranlement plus fondamental du Marché Commun, c'est la « désintégration » de l'Italie par rapport au Marché Commun. Alors que la part du Marché Commun dans les exportations de tous les autres pays-membres n'a cessé d'avancer depuis 25 ans, ou, dans le pire des cas, stagne à un niveau très élevé, la part de ce commerce dans les exportations italiennes, qui avait progressé de 37% en 1960 à plus de 50% en 1973, est retombée à moins de 39% en 1982.

C'est dire que rien n'est encore décidé. Le poids de la crise elle-même, ainsi que celui de la concurrence qu'elle accentue, tant sur le marché mondial entre les pays membres de la CEE d'une part, les Etats-Unis et le Japon d'autre part, qu'au sein même du Marché Commun entre ses principaux partenaires, trancheront en définitive entre les tendances à la consolidation et celles à la désintégration. ■

Ernest MANDEL
1 mai 1983

1. Voir notre article « L'envolée de l'or », dans le numéro spécial économique d'*Inprecor* de l'année 1980.

La collection reliée d'*Inprecor* 1982

Vous pouvez vous procurer la collection complète et reliée des numéros d'*Inprecor* parus en 1982 pour la somme de 120 FF. Pour frais de port, 10 FF supplémentaires pour la France et 15 FF pour l'étranger. Adressez vos commandes à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Chèques à établir à l'ordre de PEC.

Faites vite, le nombre d'exemplaires reliés disponibles est limité.

**24 numéros pour
120 FF seulement**

Une économie qui s'effondre

Hector GUILLEN

La situation financière du Mexique suscite des craintes croissantes. Depuis quelques mois, les doutes et les hypothèses pessimistes sur l'avenir économique du pays sont quotidiennement exprimés par les experts des milieux financiers internationaux. L'endettement extérieur ne cesse de croître à une vitesse impressionnante depuis quelques années. Le Mexique est devenu un des pays les plus endettés du monde, le total de sa dette extérieure s'élevant à environ 78 milliards de dollars au 31 août 1982 (avec une forte proportion d'obligations à court terme). Les menaces d'insolvabilité et le risque d'une cessation de paiement, qui avaient provoqué une véritable panique en novembre 1982, expliquent l'hésitation des banquiers à s'engager au Mexique dans les circonstances actuelles. La crédibilité du pays commence à être mise en cause publiquement sur la scène financière internationale.

Il est, cependant, difficile pour les grandes banques internationales d'ignorer les besoins d'emprunteurs sur lesquels ils ont des créances très importantes. Leur dénier l'accès à de nouveaux crédits pourrait les précipiter dans une crise financière intolérable, dont les prêteurs seraient les premiers à faire les frais. Ainsi, ce sont les créanciers actuels du Mexique (1) qui ont été obligés de venir à son secours, afin d'éviter une suspension unilatérale des paiements qui aurait risqué d'avoir des répercussions dramatiques sur tout le système bancaire international.

Quoi qu'il en soit, la situation financière du Mexique ne fait qu'empirer depuis un certain temps. Un pays, qui pendant très longtemps a été réputé en Amérique Latine par sa stabilité des prix au taux de change, depuis une dizaine d'années subit une forte inflation et un endettement extérieur croissant. Les déséquilibres monétaires et financiers sont devenus le corollaire d'un important processus d'industrialisation par substitutions d'importations. Ce processus a conduit ce pays à devenir une puissance économique du «Tiers-Monde» avec des infrastructures matérielles et humaines qui en font un pays qualifié comme semi-industrialisé (14^{ème} au monde par son PNB en 1980 selon les sources de la Banque Mondiale). Mais il a en même temps accentué les déséquilibres structurels.

Le nouveau paradis de l'or noir, avec des réserves pétrolières qui le placent parmi les tout premiers producteurs de pétrole au monde (2), n'a pas réussi à surmonter ses difficultés. Malgré le boom pétrolier exceptionnel de ces dernières années, qui a fortement accéléré la croissance du Produit Intérieur Brut (8,3% pour 1980 et 8,1% pour 1981), ou plutôt à cause du boom, tous les déséquilibres

sont en train de s'aggraver et tout particulièrement l'inflation (3).

Dans ce contexte notre but est d'avancer quelques idées sur les causes de ces déséquilibres monétaires et financiers. Plus particulièrement, nous nous proposons de montrer que les dérèglements financiers et monétaires, que connaît l'économie mexicaine aujourd'hui, ne sont qu'une manifestation de la crise d'un modèle d'accumulation, et qu'ils ne doivent en aucun cas être considérés comme la cause de cette crise. Contrairement au courant néoclassique (et forcément monétariste), nous pensons qu'il n'y a pas de dichotomie «économie réelle - économie monétaire» et que les phénomènes monétaires ne doivent pas être séparés de ceux de l'économie réelle. C'est dans la transformation des conditions structurelles de l'économie mexicaine qu'il convient de rechercher les fondements de la crise du système financier et monétaire. La situation que traverse actuellement l'économie mexicaine est le résultat précipité brusquement par la crise de l'économie mondiale - du modèle d'industrialisation suivi depuis longtemps.

I. — LES LIMITES FINANCIÈRES A LA CROISSANCE MEXICAINE

Jusqu'à présent, le financement de la croissance rapide du Mexique a pu être réalisée de façon assez souple, du fait de l'accès relativement large qu'il a eu aux marchés internationaux de capitaux, sans compter l'obtention de prêts publics dont il a bénéficié. Il n'en reste pas moins que le financement de la croissance mexicaine se fait de plus en plus par recours à des prêts bancaires dont les coûts sont élevés. Si l'accès du Mexique aux capitaux internationaux a été grandement facilité depuis la découverte des ressources pétrolières, il l'a été, à mesure que son endettement augmentait, à des conditions de moins en moins favorables.

De plus, et c'est là un point fondamental, il y a des limites objectives à l'endettement

d'un pays. On en arrive, en effet, dans certains pays sous-développés, au point où les importations de matières premières et de biens d'équipement et les charges d'intérêts couvrent presque l'ensemble des recettes d'exportation. Aussi, à recettes d'exportation données, et à moins que les importations de matières premières ou de biens d'équipement ne diminuent, «un nouvel endettement de ces pays se traduira par des charges d'intérêts accrues, qui imposeront un niveau d'endettement encore supérieur et donc, en fin de compte, un processus cumulatif où charges d'intérêts et besoins d'emprunts se développeront de façon auto-entretenu. Dans ces conditions, aucun privé n'accepterait de continuer à prêter au pays considéré» (4).

Or les importations de matières premières d'équipement - du fait du faible développement du secteur I (5) - sont essentielles pour la reproduction du capital. Il y a une *incapacité structurelle* des économies sous-développées à produire de façon interne les biens d'équipement nécessaires à leur croissance, de telle sorte que la transformation de la plus-value en capital passe partiellement par la capacité de transformer les monnaies des pays sous-développés en devises, capacité qui est étroitement liée à l'évolution de la balance des paiements. La disponibilité de devises devient chaque fois plus un élément stratégique pour assurer la reproduction élargie du capital. Il n'y a donc pas lieu d'espérer une diminution des importations de matières premières et de biens d'équipement, à moins que les pays considérés cassent leur croissance.

Une autre alternative est bien sûr possible: l'augmentation des exportations. Mais là, les pays sous-développés se heurtent à la résistance des pays industrialisés qui, vu les hauts niveaux de chômage qu'ils connaissent aujourd'hui, ont du mal à accepter une augmentation nouvelle de leurs importations en provenance des pays sous-développés.

Ainsi, le Mexique, pris entre les tentatives protectionnistes des Etats-Unis et la rigidité *structurelle* des besoins d'importa-

(1) Selon la presse financière internationale les banques américaines seraient créancières de 60% des 78 milliards et le Japon interviendrait pour 10 milliards. En outre, neuf des plus grandes banques américaines auraient prêté au Mexique l'équivalent de deux cinquièmes de leur capital et de leurs réserves. cf. *Le Monde*, 21 août 1982 et *The Economist*, 9 octobre 1982.

(2) Le Mexique est situé au deuxième rang mondial pour les réserves prouvées de pétrole derrière l'Arabie Saoudite, mais avant le Koweït et l'URSS. cf. *Problèmes Économiques*, La Documentation Française, 7 juillet 1982, p.16. D'autre part, le Mexique est actuellement le quatrième producteur de pétrole après l'URSS, les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite, alors qu'en 1976, il était au 15^{ème} rang.

(3) 29,8% en 1980 et 28,7% en 1981 selon l'indice national des prix au consommateur. cf. *Informe Anual*, Banco de Mexico, 1982, p.146.

(4) «Vers des limites financières à la croissance». *Economie Prospective Internationale* N° 3. Juillet 1980. p.115.

(5) Même des pays semi-industrialisés comme le Mexique se caractérisent par un faible développement du secteur des biens d'équipement. Ainsi, signalons simplement à titre d'illustration qu'en 1979, 45% de la demande intérieure de machines de ce pays était satisfaite par des importations. cf. *Economie Prospective Internationale* N°10. p.186.

tions de son expansion économique (6), risque d'être contraint, dans l'avenir, à réduire dramatiquement sa croissance.

Nous pouvons illustrer ce propos en calculant pour le Mexique le rapport:

Paiements d'intérêts

Exportations de biens et services -
Importations de matières premières et de
biens d'équipements

En 1977, ce rapport a été de 0,50 en 1978, il monte à 0,60. Pour 1981, le rapport était déjà de 0,80. Mais le danger est que, plus ce rapport se rapproche de 1, plus le risque de réduction de la croissance du fait de la contrainte financière extérieure apparaît grand. Et pour les pays où ce rapport dépasse 1, le risque devient une réalité.

Le Mexique, de même que d'autres pays sous-développés «en voie d'industrialisation rapide» (comme la Corée du Sud), a soutenu depuis longtemps sa croissance en s'endettant. Malgré l'importance des découvertes pétrolières, qui a constitué une véritable manne tombée du ciel, les limites financières à la croissance s'approchent et risquent de bloquer le processus de reproduction élargie du capital.

Les dérèglements financiers et monétaires que connaît l'économie mexicaine aujourd'hui ne sont qu'une manifestation de cette crise. L'analyse de l'évolution financière et monétaire du Mexique, tout en étant très importante, ne nous dit rien en elle-même, si nous ne l'accompagnons pas d'une analyse structurelle de la dynamique de l'accumulation du capital. C'est le moment de passer du repérage des phénomènes à leur explication.

II. - CRISE CONJONCTURELLE OU CRISE STRUCTURELLE ?

A la fin des années soixante-dix, il y avait certains économistes mexicains qui rendaient responsable de l'origine de la crise une **politique économique «mauvaise»** ou «**inappropriée**». Ces économistes, liés pour la plupart au FMI et / ou partisans de l'économie enseignée à Chicago, pensaient qu'il y avait eu au Mexique, dans la première moitié des années soixante-dix, une utilisation inappropriée des dépenses publiques. Cette politique se servant du financement direct de la Banque Centrale au gouvernement fédéral, aurait entraîné un processus inflationniste dont l'origine monétaire aurait été évidente. D'après ces auteurs, le recours excessif à des sources monétaires de financement du déficit a provoqué une rupture de l'équilibre du marché monétaire. S'appuyant sur l'analyse d'un de leurs maîtres (Patinkin), ces auteurs pensent que l'augmentation de l'offre de monnaie aurait entraîné une augmentation des encaisses réelles, qui aurait conduit à une augmentation de la demande. Cette augmentation de la demande aurait buté contre des limites bien précises de la capacité installée, encourageant une augmentation du niveau général des prix. L'effet de l'inflation sur le système financier aurait été celui de provoquer une conversion de la quasi-monnaie en actifs liquides, la «dolarisation» du système en réponse au risque de dévaluation (7), et la fuite de capitaux. La déstabilisation du système financier, à côté

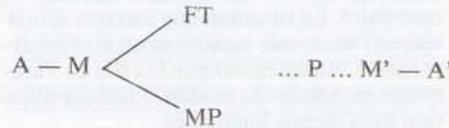
des déséquilibres de la balance des paiements, aurait conduit finalement -en 1976- à la dévaluation du peso. En quelques mots, pour ces auteurs mexicains, l'origine de la crise se trouve dans la gestion désordonnée des finances publiques.

On voit sans difficulté que les anciens élèves de Chicago ont très bien appris la leçon: l'économie réelle est fondamentalement stable. Les phénomènes monétaires provoquent des perturbations de l'extérieur et puisque les phénomènes monétaires sont soumis à une contrainte étatique, le plus commode est de faire porter à l'Etat mexicain la responsabilité de la crise.

Cependant, un certain marxisme mexicain ne manque pas d'analyses simplistes sur «la crise mexicaine» qui a été péremptoirement qualifiée de globale. Ainsi, la «*loi de la baisse tendancielle du taux de profit*» est invoquée pour brandir une seule explication de laquelle tout semble découler implacablement.

Nous nous proposons d'aller au-delà de ces explications simplistes style «mauvaise politique économique» ou «loi tendancielle de la baisse du taux de profit» pour arriver à bien cerner les obstacles que connaît à l'heure actuelle le modèle d'accumulation mexicain.

Comme on sait, la dynamique de l'accumulation peut être représentée par le cycle du capital - argent développé par Marx dans le Tome II du Capital. Se servant des notations habituelles, ce cycle peut être exprimé par:



La particularité de ce cycle quand il est utilisé pour étudier la dynamique de l'accumulation dans les pays sous-développés vient du fait que ces pays ont une incapacité *structurelle* à produire la plupart des biens de capital nécessaires à leur croissance. Cependant, pour certains auteurs, le secteur exportateur devrait être considéré comme l'équivalent du secteur des biens de production (secteur I) des pays capitalistes développés, car il fournirait les devises grâce auxquelles les biens de production pourraient être importés. Ainsi, les pays sous-développés pourraient, grâce aux ressources obtenues par leurs exportations, profiter d'une très grande possibilité de choix de techniques. Nous croyons que ce type d'approche est tout-à-fait erronée puisqu'elle néglige le problème de la transformation d'argent en capital-argent, à la suite, par exemple, d'une crise du secteur exportateur et à un manque corrélatif de financement de l'extérieur qui empêche la transformation des pesos en devises étrangères fortes. Autrement dit, l'affirmation que le secteur exportateur doit être considéré comme l'équivalent du secteur des biens de production des pays capitalistes développés est tout-à-fait erronée, car elle néglige le fait que la transformation de la plus-value en capital passe partiellement par la capacité de transformer des pesos en devises, capacité qui est étroitement liée à l'évolution de la balance des paiements.

A partir de l'examen du cycle du capital-argent et des conditions des pays sous-

développés, on déduit que la disponibilité de devises devient chaque fois plus un élément stratégique pour assurer la reproduction élargie du capital. Seules les devises étrangères fortes garantissent la matérialisation de l'accumulation du capital dans l'industrie, soit la possibilité d'accomplir l'acte A-MP, si l'on prend en considération le faible développement de l'industrie des biens de capital.

Ce qui vient d'être dit ne signifie pas qu'il y ait des pays avec un processus d'accumulation de capital entièrement endogène. Aussi bien les pays développés capitalistes que les pays sous-développés font partie intégrante du processus productif situé à l'échelle mondiale. La place différente qu'occupent les pays développés, le rôle différent qu'ils jouent, n'implique en aucune manière qu'une articulation entre le secteur I et le secteur II puisse s'effectuer de manière purement intérieure dans un cas et pas dans l'autre. Les deux groupes de pays dépendent d'importations de moyens de production pour que leur procès d'accumulation puisse se dérouler. Il s'agit d'une différence de nature quantitative mais certainement pas qualitative. Cependant, nous ne devons pas perdre de vue que les pays sous-développés sont fortement tributaires de la possibilité effective d'importer une quantité massive de biens d'équipement, en fonction de l'état de leur balance des paiements.

Ainsi, au Mexique le processus d'industrialisation rend nécessaire l'importation d'un montant chaque fois plus grand de machines et de matières premières. La croissance des importations face à une croissance plus lente des exportations (pour la plupart des produits agro-extractifs) provoque un déficit croissant de la balance commerciale. D'autre part, les revenus nets du compte des services diminuent, en bonne mesure, à cause des investissements étrangers au Mexique, qui ont provoqué une très forte sortie de profits.

Mais la condition subordonnée du capitalisme mexicain (*la dépendance technologique*) (8) fait que l'accumulation du capital passe par l'extérieur, le cycle du capital-argent s'articule avec l'extérieur, ce qui rend primordiale la disposition d'une quantité abondante de devises pour l'achat à l'extérieur de biens d'équipement et de matières premières nécessaires à la continuation de la croissance industrielle. D'autre part, les devises sont très importantes du point de vue de l'investissement étranger, puisque le manque de devises empêcherait, ou du moins freinerait la sortie des profits. Les devises sont tellement importantes qu'à un moment donné, leur insuffisance peut freiner le taux d'investissement et

(6) En 1981, les biens intermédiaires et les biens de capital représentaient 88% des importations. cf. *Informe Anual*. Banco de Mexico 1981. p.170.

(7) A ce sujet il faut dire que les épargnants mexicains ont été encouragés, par les dévaluations du peso en 1948 et 1949, mais surtout par celle de 1954, à solliciter aux autorités des instruments pour éliminer le risque de pertes de valeur provoqué par la dépréciation du peso. Dans un effort pour éviter que le rejet de cette requête reflète en mouvements de capital du pays vers les marchés financiers étrangers, les autorités mexicaines ont permis l'introduction d'obligations en dollars par les institutions financières opérant à l'intérieur du pays. Il faut attirer l'attention sur le fait qu'avec l'instauration de cette mesure la fonction de réserve de valeur de la monnaie pourrait aussi bien être accomplie par le peso que par le dollar!

(8) cf. Hector Guillen Romo. *La Dépendance technologique dans les pays sous-développés. Exemple du Mexique*. Thèse d'Etat. Université de Paris I. 1975.

Tableau 1
**Evolution des transferts nets
 de la dette extérieure publique**
 (à plus d'un an) en millions de \$ EU

	Moyennes annuelles 1975/1978	1979	1980	1981
Nouveaux engagements	7 059,3	13 101,9	6 732,4	14 900
Versements effectifs bruts	6 223,7	10 761,3	8 551,5	12 000
Paiement principal du service de la dette (remboursements)	2 145,1	7 178,2	4 047,9	6 500
Versements nets	4 078,6	3 583,2	4 503,5	5 500
Paiements intérêts du service de la dette	1 264,1	2 874,7	3 844,7	5 000
Transferts nets	2 814,5	708,4	659,2	500

Source: Banque Mondiale de 1975 à 1980 - Estimations en 1981
Problèmes Economiques. La Documentation Française. 7 juillet 1982, p.18.

le taux de croissance du pays.

Ce fait a provoqué le recours croissant au crédit extérieur, élément chaque fois plus nécessaire de la croissance économique mexicaine depuis plus de vingt ans. La dépendance financière vis-à-vis de l'extérieur a augmenté, le taux de croissance de l'économie devenait une fonction chaque fois plus directe du crédit extérieur. Le crédit extérieur s'est élevé d'une année à l'autre depuis longtemps, mais les sommes utilisables chaque année diminuent à cause de l'amortissement des dettes antérieures. On doit recourir à de nouveaux prêts pour payer les dettes contractées auparavant. Plus particulièrement, depuis trois ans le Mexique ne bénéficie en fait pas d'apports financiers extérieurs nets.

En effet, les transferts nets de l'endettement public extérieur (à plus d'un an) n'ont représenté en moyenne annuelle entre 1979-1981 qu'un flux de \$622,5 millions de dollars (voir tableau 1). L'Etat mexicain commence à s'endetter pour payer ses dettes. Ainsi, l'économie mexicaine est un exemple qui illustre parfaitement le phénomène que la CEPAL appelle la «spirale d'endettement».

La situation que traverse actuellement l'économie mexicaine est le résultat du modèle d'industrialisation suivi. Le mode d'accumulation tourné vers le marché intérieur, c'est-à-dire le processus de substitution d'importations, à la particularité d'engendrer un déficit croissant. Ce n'est pas un hasard

si en Amérique Latine les économies qui ont avancé le plus dans le processus d'industrialisation par substitution d'importations sont devenues les économies les plus endettées de la région (Brésil, Mexique, Argentine) et sont classées parmi les plus endettées du Tiers-Monde. (Voir Tableau 2). Ainsi, la compréhension des problèmes que connaît à l'heure actuelle l'économie mexicaine demande de dépasser le cadre financier-monnaire que nous avons ébauché jusqu'ici et de jeter un regard sur les transformations structurelles de l'économie mexicaine, c'est-à-dire de faire le point sur le modèle mexicain d'accumulation.

III.- DE LA SUBSTITUTION D'IMPORTATIONS A L'EXPORTATION MASSIVE DE PRODUITS PÉTROLIERS

Le modèle mexicain d'accumulation s'est caractérisé, pendant très longtemps, par son aspect excluant et non exportateur. En ce qui concerne l'aspect excluant, il faut dire que l'existence du modèle dépend principalement de la capacité des couches sociales aisées et moyennes à modifier la répartition des revenus en leur faveur. Le revenu des classes populaires reste très marginal au niveau de la demande qui s'adresse au secteur dynamique et leader de l'économie: le secteur des biens

durables. En ce qui concerne l'aspect non exportateur, il faut dire que le processus d'industrialisation qu'y s'est entamé a vu la création d'une grande quantité de firmes nationales et multinationales qui produisent essentiellement pour un marché intérieur solidement protégé, où 90% des importations sont sous le régime de licences.

La difficulté de continuer à faire appel au crédit extérieur puisque la capacité d'endettement est sur le point d'atteindre la limite, oblige l'Etat à une révision de la stratégie du secteur extérieur. Dans cette nouvelle stratégie, l'industrie devait, entre 1970 et 1976, devenir le fer de lance du secteur exportateur. Cela nous explique les besoins manifestés par les responsables économiques mexicains de trouver des marchés extérieurs pour les produits manufacturés. A ce sujet, au début de la décennie précédente, dans les milieux officiels mexicains, on annonçait l'intention d'instaurer une politique de diversification du marché extérieur pour les produits d'exportation mexicains. Il s'agissait d'opérer une révision totale du système de protection afin d'améliorer la position compétitive internationale des articles manufacturés mexicains à travers certains avantages fiscaux, de telle sorte que la production pour l'exportation soit très attirante par rapport à la production destinée à un marché intérieur solidement protégé. Nous étions en face d'une nouvelle orthodoxie qui, au Mexique et dans d'autres pays du «Tiers-Monde», prônait la poursuite de la croissance à travers l'exportation des produits manufacturés. L'industrialisation par le développement d'exportations manufacturières devrait prendre le relais de l'industrialisation par la substitution d'importations.

Il était évident que dans cette nouvelle stratégie pour surmonter l'endettement extérieur, le rôle des firmes multinationales visant à l'exportation devait être fondamental. Les firmes multinationales devraient devenir les acteurs principaux de cette nouvelle stratégie d'exportation de produits manufacturés, de même qu'elles l'ont été dans la stratégie précédente d'industrialisation par substitution d'importations. L'analyse de l'évidence empirique nous dit que cette nouvelle stratégie a commencé à avoir des effets au Mexique, puisqu'entre 1970 et 1974 le poids relatif des exportations manufacturières dans l'ensemble des exportations s'accroît de 33,2% à 48,8%. Cependant, il faut être clair sur le fait que cette croissance des exportations manufacturières s'est produite dans un contexte mondial de transfert à la périphérie de certaines industries qui ont perdu leur rôle clé à l'intérieur du système productif des pays centraux: textile, sidérurgie, automobile, etc. On est ainsi en face d'une nouvelle division internationale du travail, division qui fait que quelques pays périphériques comme le Mexique exportent non seulement biens et matières premières d'origine agricole, mais aussi une gamme bien délimitée de produits indus-

Tableau 2
Les cinq plus gros débiteurs d'Amérique Latine

		Dettes totales	Dettes publiques	Dettes privées
Au 31 décembre 1981	Chili	12,6	4,6	3,0
	Vénézuéla	25,0	19,0	6,0
Au 30 juin 1982	Argentine	36,6	21,3	15,3
	Brésil(9)	64,0	42,9	21,1
Au 31 août 1982	Mexique	78,0	61,8	16,2

Source: Banques Centrales et *Le Monde*, 14 septembre 1982.

(9) La dette du Brésil ne comprend pas les emprunts à court terme. Y compris ces emprunts (à moins d'un an), elle peut être estimée à 80 milliards de dollars. Pour le Vénézuéla, cette dette comporte 9,3 milliards à court terme. Enfin, pour l'Argentine, les emprunts arrivant à échéance d'ici à la fin de l'année représentent 12,8 milliards de dollars, dont 6,9 milliards pour le secteur public et 5,9 milliards pour le secteur privé.

Au total, les dettes étrangères de ces 5 pays représentent 216 milliards de dollars au moins pour l'ensemble de l'Amérique Latine et 240 milliards de dollars.

triels. Ainsi, dès le début, les possibilités d'exportations sont limitées à certains produits: le Mexique n'a exporté que des produits agricoles transformés (les 3/4), textiles (fils et tissus), cuirs et chaussures, métaux non ferreux et récemment des matériaux de construction.

Mais pour le Mexique, la délocalisation a signifié aussi un processus de *délocalisation-segmentation de la ligne de production*. En effet, depuis quelques années, on assiste à l'implantation, par de grandes firmes américaines, d'industries combinées à des jumelages d'usines de part et d'autre de la frontière mexico-américaine où l'on utilise une main-d'œuvre bon marché et soumise à des conditions de travail épuisantes surtout pour le montage d'appareillage électrique et électronique et à la fabrication de chaussures et vêtements.

Il faut dire qu'au cours des dix dernières années la progression des exportations manufacturières mexicaines a été la plus remarquable dans les industries électromécaniques. Or, une part importante de ces industries est installée à la frontière des Etats-Unis, sous la forme de «maquiladoras» qui importent des pièces et réexportent des produits finis. Au cours des dernières années, les «maquiladoras» ont assuré près des trois quarts des exportations mexicaines de produits électromécaniques. Cependant, ces industries importent l'essentiel de leurs biens intermédiaires et de leurs équipements et les salaires qu'elles versent représentent presque la seule valeur ajoutée par le Mexique. Il n'est donc pas surprenant de constater que ces industries tournées vers l'exportation ont très peu d'effets d'entraînement sur l'ensemble du tissu industriel. L'intérêt des métropoles à délocaliser certaines opérations de production à la périphérie a pour but la recherche du profit sur la base de l'inégalité des rémunérations de la force de travail et de la possibilité d'imposer des conditions de travail épuisantes qui permettent d'élever l'intensité et la productivité du travail. En fait, il s'agit d'une façon de lutter contre la baisse du taux moyen de profit des capitaux dans les économies des métropoles qui se manifeste depuis la fin des années soixante.

Mais à la suite des changements intervenus dans l'économie mondiale après le premier choc pétrolier de 1973 (hausse spectacu-

laire du prix du pétrole) et des importantes découvertes pétrolières au Mexique, la stratégie de développement des exportations manufacturières et des exportations des «maquiladoras» a été fortement évincée au profit d'une stratégie de développement des *exportations pétrolières*. Ces dernières se développent à une vitesse impressionnante dès 1974 et arrivent à représenter en 1978 presque un tiers des exportations mexicaines. Donc, à partir de 1975, les exportations de produits manufacturiers commencent à perdre de l'importance relativement dans le total des exportations (14,3% en 1981) au profit des industries extractives (61% en 1981). Il va sans dire que l'impératif d'exporter un montant accru de ressources pétrolières -avec le risque de devenir une économie purement pétrolière- répond à la nécessité d'obtenir des devises pour alléger le poids de la dette extérieure.

Nous pensons que le Mexique est en face d'un changement du mode d'accumulation. La stratégie d'exportation massive de produits pétroliers commence à se substituer à celle tournée purement et simplement vers le marché intérieur. Ce changement du mode d'accumulation a été rendu nécessaire par les changements intervenus dans l'économie mondiale après le premier choc pétrolier, par les importantes découvertes pétrolières, et surtout par l'alourdissement de la dette extérieure à des niveaux considérés comme dangereux.

Néanmoins, ce changement fait surgir de nouveaux problèmes. Ainsi, le Mexique a continué en 1981 à vivre sous les effets d'un boom économique qui a commencé en 1978 et dont le moteur a été sans doute la production pétrolière en forte augmentation depuis quelques années (hausse de 21,7% en 1980 et de 16,1% en 1981). Or, des études empiriques sur l'économie mexicaine (10) ont montré qu'en des périodes de croissance élevée telle que la période 1978-1981, les fractions de la demande de produits industriels dont le contenu en importations est le plus fort (biens de consommation durable et surtout biens de capital). Ce fait réduit sensiblement l'effet d'entraînement industrialisant du dynamisme de la demande provoqué par le boom pétrolier et implique également l'apparition de

situations critiques dans les échanges extérieurs en périodes de forte croissance (montée vertigineuse des importations de biens d'équipement et intermédiaires en bonne mesure pour le développement de l'industrie pétrolière) (11).

Ces situations critiques deviennent dramatiques dans un contexte de ralentissement de la demande mondiale provoqué par la crise, qui empêche une augmentation suffisante des exportations mexicaines. Ainsi, nous pensons que l'élément essentiel dans la forte dégradation du compte courant de la balance des paiements depuis 1978 (cf. Tableau 3) provient d'un différentiel de croissance trop important entre la demande intérieure et la demande mondiale.

On doit constater que le boom pétrolier ne permet pas, à lui seul, de contrebalancer la dégradation des échanges extérieurs. Bien mieux, à cause de la structure sectorielle de la croissance qui favorise des secteurs à haut contenu importé, le boom pétrolier, au milieu d'une sévère crise internationale, a aggravé les déséquilibres que depuis un certain temps subit l'économie mexicaine.

Tableau 3
DEFICIT DU COMPTE COURANT DE LA BALANCE DES PAIEMENTS (millions de dollars)

Année	Déficit
1978	2 462,5
1979	4 856,4
1980	6 596,6
1981	11 704,1

Source: 1978 et 1981. Informes Anuales del Banco de Mexico; 1979 et 1980 Boletín mensual de Información Económica. Vol. V.4. SPP. Tableau 4.1.

IV.— UN NOUVEL ORDRE MONÉTAIRE MEXICAIN

Dans l'économie d'endettement international qu'est devenue l'économie mondiale, l'avenir d'un pays fortement débiteur comme le Mexique dépend de plusieurs facteurs dont les plus importants sont la croissance des exportations, l'évolution des termes de l'échange et les taux d'intérêts réels appliqués aux nouveaux emprunts et au refinancement de la dette passée. Or, à partir de 1981, la situation est devenue particulièrement grave pour le Mexique du fait de la *baisse du prix du pétrole* et de l'*augmentation des taux d'intérêts*. Ces deux facteurs ont à eux seuls fait perdre 10 milliards de dollars au Mexique.

Les mesures prises par le gouvernement mexicain dès le début de 1982, à savoir la dévaluation du 17 février (environ 70%), le programme d'austérité gouvernemental du 20 avril (réduction des dépenses publiques, restriction du crédit, taux d'intérêts élevés,

Bidonville à Mexico. (DR)



(10) cf. «La evolución reciente y las perspectivas de la economía mexicana». *Economía Mexicana*. N°2. 1980.

(11) Il faut dire qu'en 1978 et 1979, les importations de l'industrie pétrolière représentaient en moyenne 13,45% des importations du Mexique. cf. *La industria petrolera de Mexico*. SPP. PEMEX. p.54.

LA RÉCESSION EN AMÉRIQUE LATINE ÉVOLUTION DU PRODUIT NATIONAL BRUT EN 1982

	en % par rapport à 1981	par tête d'habitant
Chile	- 13,0%	- 14,3%
Uruguay	- 9,5%	- 10,0%
Bolivie	- 7,5%	- 9,9%
Argentine	- 5,0%	- 6,1%
Venezuela	0,0%	- 3,3%
Mexique	0,0%	- 2,9%
Brésil	+ 0,5% °	- 1,9%
Pérou	+ 1,0%	- 2,0%
Colombia	+ 1,5%	- 0,8%
Equateur	+ 2,0%	- 1,1%

(Source : Commission Economique des Nations-Unies pour l'Amérique Latine CENAL)

° Pour 1983, le gouvernement lui-même s'attend à moins 3%. La Banque Internationale du Développement conteste d'ailleurs le chiffre de 1982 et l'évalue à - 1%.

etc...) et l'instauration du double taux de change, avaient pour but de faire face à la crise financière. Même si ces mesures ont porté des fruits au niveau de la balance des paiements, elles n'ont pas été capables d'enrayer la forte inflation qui sévissait dans ce pays dès le début de l'année et qui atteint un rythme annuel de 90%. Or, ce n'est pas en vain que l'histoire économique nous a appris à craindre une forte inflation. Tout d'abord, l'inflation bouleverse les comptabilités, en y juxtaposant des enregistrements de valeurs d'époques différentes dont les supports matériels ne sont plus comparables. Elle constitue un masque qui déforme les réalités économiques rendant tout calcul économique illusoire. «Elle crée une incertitude générale sur les conditions réelles de valorisation. Les prix ne livrent plus qu'une information ambiguë. On ne sait plus si l'on fait des profits ou des pertes» (12). On assiste à un brouillage dans la formation de la valeur, c'est-à-dire à l'absence d'une référence unanime mettant en cause la fonction d'unité de compte de l'équivalent général.

Ensuite, face à l'incertitude, à l'inquiétude produite par l'instabilité monétaire, les possédants se précipitent à la recherche des objets (or, dollars, etc...) dont la substance serait en quelque sorte la richesse elle-même et les mettrait à l'abri de l'instabilité. Au bout d'un certain temps, les individus convergent sur un objet unique qui aurait la capacité de les protéger contre les pertes de valeur dues à la dépréciation monétaire. Cet objet commence à accomplir la fonction de réserve de valeur de la monnaie centrale et aussi d'unité de compte, dans la mesure où l'on assiste au développement de comptabilités parallèles en or ou en dollars; les procédures d'indexation des prix sur le cours du dollar ou de l'or ont tendance à se généraliser (13).

Au Mexique, le voisinage avec les Etats-Unis et la possibilité que donnait le système bancaire aux Mexicains de posséder des comptes en dollars ont tout fait pour que le dollar commençât à substituer le peso mexicain dans l'accomplissement des fonctions de la monnaie centrale (14). La fuite de capitaux vers les Etats-Unis (facilitée par l'absence de contrôle de changes) et la croissance des comptes libellés en dollars dans les banques mexicaines ont représenté une véritable stratégie spéculative face aux menaces d'hyperinflation.

A ce sujet, il faut rappeler que le président Lopez Castillo dans son discours à la

nation a signalé -s'appuyant sur des sondages et des enquêtes réalisés à l'étranger- que les Mexicains conseillés et appuyés par les banques privées, avaient, au cours des dernières années, déposé 14 milliards de dollars dans des comptes en banque aux Etats-Unis, et qu'ils avaient achetés des biens immobiliers pour une valeur de 31 milliards de dollars dont 9 seulement étaient déjà payés. Enfin, au Mexique même, les résidents détenaient au mois d'août 1982 plus de 12 milliards de dollars dans des comptes spéciaux en dollars. Cette situation a créé une crise de liquidité insurmontable, de telle sorte qu'à la fin du mois d'août, les réserves de la Banque Centrale étaient tombées à un niveau très bas, équivalent au montant de deux semaines d'importations. Ainsi, la panique, la spéculation et les achats massifs de dollars par la bourgeoisie et de larges secteurs des couches moyennes pendant le mois d'août 1982 ont été la manifestation d'une crise monétaire qui était en train de s'aggraver.

A la base de cette crise, il y avait l'émergence d'énormes dettes, résultat du modèle d'accumulation, dont l'extinction (le remboursement) s'avérait incompatible avec l'ancien ordre monétaire. Les méthodes de gestion monétaire antérieures s'avéraient inappropriées et dans certains cas même néfastes. Ces circonstances rendaient nécessaire un acte discrétionnaire de l'Etat pour éviter l'effondrement du système.

Il fallait une révision des règles centrales de gestion de la monnaie et donc une initiative dans ce sens là. Il fallait intervenir avant que la crise n'atteigne sa phase ultime en paralysant l'échange élémentaire, donc en annihilant la fonction la plus vitale de la monnaie centrale, (celle de servir de moyen de circulation). C'est ainsi qu'au Mexique le 1er septembre 1982 le président annonce au pays la sanction politique qui va essayer de mettre un terme à l'instabilité financière et monétaire: la nationalisation des banques privées et l'in-

stauration d'un rigide contrôle de changes (15). Il n'y a pas de doute que la naissance de ce nouvel ordre monétaire basé sur la nationalisation du système bancaire et le contrôle de changes généralisé constitue une victoire de la fraction keynésienne à l'intérieur de l'appareil d'Etat à l'encontre des forces monétaristes. En effet, il n'y a pas de mesure plus typiquement keynésienne que la lutte contre la spéculation et le pouvoir de l'argent. Souvenons-nous du dilemme esprit de spéculation -esprit d'entreprise posé par Keynes dans *la Théorie Générale* et de tout son mépris et même sa haine contre le pouvoir de l'argent. Keynes appelait de ses vœux l'abolition de la toute puissance de l'argent et pour cela il prônait la réalisation de réformes monétaires hardies. Ainsi, la nationalisation du système bancaire mexicain et l'instauration du contrôle de changes qui l'a accompagnée représente un coup au capital financier ou rentier privé (par nature spéculatif) avec le souci de mettre les finances au service du capital productif.

A cet égard, les mesures prises par le gouvernement mexicain ne constituent en aucune manière un pas vers le socialisme. Elles se situent bien évidemment dans le cadre d'une domination de classe conservée et défendue par la bourgeoisie, puisque ces mesures ont justement pour objectif d'assurer à terme la reproduction du système d'exploitation. Dans cette conjoncture l'Etat mexicain est apparu pour ce qu'il est, le gardien des intérêts de l'ensemble de la classe capitaliste (capital en général). Autrement dit, l'Etat mexicain a accompli parfaitement son rôle d'assurer la défense des intérêts généraux du capital, c'est-à-dire d'assurer la reproduction d'ensemble du rapport capitaliste d'exploitation et donc la poursuite de l'accumulation de capital.

Néanmoins, le problème de la dette n'étant pas résolu avec la nationalisation, le gouvernement mexicain s'est vu contraint de signer au mois de novembre 1982 une «lettre d'intention» avec le F.M.I., en échange de son aide et de demander un nouveau report du paiement de la dette à ses principaux créanciers. Plus particulièrement, la «lettre d'intention» (considérée comme une sorte de garantie par la plupart des organismes financiers) engage, le gouvernement mexicain à appliquer un sévère programme d'austérité de facture typiquement monétariste. En effet, ce programme prévoit une réduction draconienne du déficit budgétaire, une limitation de l'accroissement de la dette extérieure et laisse entrevoir la possibilité d'un assouplissement du contrôle de changes (16). Ainsi, dans les années à venir la forte récession de l'année 1982 risque de s'aggraver avec toutes les conséquences que cela comporte pour le niveau de vie des travailleurs. ■

Hector GUILLEN,
Paris, octobre 1982.

(12) cf. Michel Aglietta et André Orléans, *La violence de la monnaie*, PUF, Paris 1982, p.215.

(13) Pour une analyse détaillée des crises financières et de leur dénouement, le lecteur peut consulter l'ouvrage d'Aglietta et Orléans.

(14) Il existait une véritable soumission monétaire du Mexique vis à vis des Etats-Unis, dans la mesure où l'absence de contrôle de changes et l'importance des transactions en dollars (le tiers des engagements du système bancaire mexicain était libellé en dollars) rendait nécessaire

l'alignement des taux d'intérêts internes sur les taux pratiqués aux Etats-Unis.

(15) Ces mesures ont été accompagnées de l'interdiction d'ouvrir des comptes en dollars dans le système bancaire mexicain, de telle sorte que les comptes qui existaient en dollars ont été convertis en comptes en pesos.

(16) Plus particulièrement, le déficit budgétaire, qui correspond aujourd'hui à 16,5% du PIB, devra être ramené dès 1983 à 8,5, puis à 5,5% en 1984 et à 3,5% en 1985. D'autre part, l'accroissement net de la dette extérieure ne devra pas dépasser 5 milliards de dollars en 1983. cf. *Carta de intención de Mexico al FMI. El Financiero*, 11 novembre 1982.

Qu'est-ce qui va succéder aux politiques économiques de Reagan et de Thatcher ?

André GUNDER-FRANK

La politique keynesienne de régulation de la demande a été remplacée par la politique dite monétariste et de « relance de l'offre » par le président des Etats-Unis Reagan, le premier-ministre britannique Mme Thatcher et divers autres gouvernements. Quelle a été l'origine de ce changement de théorie et de politique économiques ? Quelles sont ses chances de succès ou d'échec ? Qu'est-ce qui va arriver au moment des élections en 1984 aux Etats-Unis (et sans doute auparavant en Grande-Bretagne).

MONTÉE ET DÉCLIN DU KEYNESIANISME

La « révolution keynesienne » a été le produit d'une grande crise capitaliste de la demande solvable au cours des années 1930, postérieure à la défaite politique de la classe ouvrière des pays capitalistes les plus importants au cours des années 1920. Cette révolution a été associée avec un début de « régulation de la demande globale » (du pouvoir d'achat globalement disponible dans chaque pays) dans un sens expansionniste par les gouvernements de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, de l'Allemagne et d'ailleurs. A part l'exception partielle du réarmement allemand, cette gestion expansionniste de la demande globale sous l'inspiration de Keynes n'a pas réussi à surmonter la crise économique. Il y avait toujours 10 millions de chômeurs aux Etats-Unis jusqu'à la deuxième guerre mondiale.

Le keynesianisme est devenu la nouvelle orthodoxie en théorie et en politique économiques après la deuxième guerre mondiale, en association étroite avec la généralisation de « l'état du bien-être » et avec la social-démocratie, qui étaient des composantes de l'économie politique d'expansion d'après-guerre à l'Ouest. La « révolution keynesienne » a abandonné l'hypothèse fondamentale de la théorie et de la politique économique classiques bourgeoises du 19^e siècle, selon laquelle toute offre (production) accrue crée sa propre demande sur un marché libre (loi dite de Say ou des débouchés). Keynes affirma au contraire que la demande globalement disponible pouvait être insuffisante pour absorber toute la production, et qu'il fallait amplifier cette demande globale par des mesures étatiques. Les « sages » du keynesianisme, tel le prix Nobel et conseiller du président des

Etats-Unis Paul Samuelson, poussaient l'audace jusqu'à affirmer que l'expansion d'après-guerre elle-même était le produit de leur théorie et de la politique économique qu'elle inspirait. Ils estimaient que les « coussins d'absorption des chocs » qu'ils avaient introduits dans l'économie sous forme de stabilisateurs de la demande globale assureraient la prospérité continue, et transformeraient le dinosaure du cycle d'avant-guerre, avec ses crises périodiques, en un gentil petit lézard.

La crise économique des années 1970 a obligé Paul Samuelson et d'autres keynesiens à avaler leurs propres paroles. L'évolution des faits rend crédible l'hypothèse selon laquelle le succès d'après-guerre du keynesianisme était bien plus la conséquence de l'expansion économique d'après-guerre et de la démocratie politique que leur cause. Cette expansion avait succédé à la stagnation antérieure, vu le cours normal d'accumulation du capital, inégal dans le temps. Elle était à son tour normalement suivie par une autre longue période de stagnation et de retour au conservatisme politique.

Cette crise renouvelée d'accumulation du capital a commencé au milieu des années 1960 et est devenue universellement apparente à partir de la récession de 1973-5. Des économistes en retard sur les événements ont finalement découvert la crise au cours de la reprise économique non couronnée de succès de 1975-79 et la nouvelle récession qui lui a succédé. La crise économique s'est manifestée à travers la stagnation de la croissance et des investissements, le chômage qui en découle, et sa combinaison avec l'inflation en « stagflation » dans une économie de plus en plus dominée par des monopoles. Le développement de cette nouvelle crise économique mondiale a engendré la crise et la banqueroute du keynesianisme. Il fut remplacé par une nouvelle orthodoxie de retour au monétarisme classique et à une politique néo-classique qui mise avant tout sur l'accroissement de l'offre. Ce tournant néo-conservateur dans la théorie et la politique économique a été un des composants les plus importantes du tournant à droite sous Reagan aux Etats-Unis et sous Mme Thatcher en Grande-Bretagne.

Par une ironie du sort, les attaques récentes contre le keynesianisme n'ont pas été basées sur les principales faiblesses théoriques du keynesianisme, qui sont partagées par ses rivaux conservateurs. Le keynesianisme plutôt sommaire du début mettait la « loi de Say » sur sa tête en sous-jacent qu'une demande suffisante

créerait sa propre offre (l'expansion nécessaire de la production pour éviter l'inflation). Aussi bien la théorie classique/néo-classique de l'économie de marché que la théorie keynesienne qui l'avait remplacée assument un marché complètement dominé par la libre concurrence. En réalité, le « marché » est substantiellement dominé par des monopoles, et ce dans des proportions croissantes, surtout au cours de périodes de stagnation, quand le capital devient encore plus concentré et centralisé. C'est précisément la structure monopoliste de l'économie qui engendre simultanément le chômage et la stagnation d'une part, l'inflation de l'autre. La théorie keynesienne qui prétend que l'offre (la production) répond aux fluctuations de la demande, ne peut pas expliquer l'apparition simultanée du chômage et de l'inflation. Et la politique keynesienne d'expansion de la demande ne peut pas combattre la « stagflation » dans une économie monopolisée, car l'expansion de la demande stimule l'inflation de même que la contraction de la demande stimule le chômage.

La base monopoliste de la « stagflation » offre également une explication particulière de l'inflation. Celle-ci n'est causée fondamentalement ni par l'expansion monétaire, ni par la hausse des prix de certaines marchandises (le pétrole !) ni par l'augmentation « excessive » des salaires. Elle résulte essentiellement du haut niveau et de la rigidité des profits monopolistiques dans des industries hautement concentrées (y compris l'industrie pétrolière).

Un autre talon d'Achille du keynesianisme, c'est sa tendance à dépendre d'un Etat fort pour réaliser ses politiques de « stabilisation » expansives ou contractives. Cela fut relativement facile dans le cadre des économies nationales fortement autarciques des années 1930 et 1940, ou dans celui d'une économie mondiale largement hégémonisée par une seule puissance impérialiste comme la Grande-Bretagne à partir de la deuxième moitié du 19^e siècle ou les Etats-Unis au milieu du 20^e siècle. Ce talon d'Achille nationaliste ou impérialiste du keynesianisme est devenu apparent au cours des années 1970, avec le déclin de l'hégémonie américaine. Au cours des années 1970 sont apparues dans une mesure croissante des économies nationales largement ouvertes (contrairement aux années 1930, mais peut-être similaires à celles des années 1920), l'« internationalisation du capital et de l'économie ». Cela entraîna une incapacité croissante de toutes les économies nationales ou Etats nationaux à imposer leur

propre politique monétaire ou fiscale à d'autres économies nationales ou à l'économie mondiale comme un tout. Les Etats-Unis avaient encore cette capacité au cours des années 1950 (Plan Marshall) ou 1960 (investissements étrangers par le moyen de l'impression « libre » de dollars pour financer la guerre du Vietnam). Ils l'ont ensuite perdue d'abord à l'égard de la France, de l'Allemagne et du Japon, puis par rapport aux pays de l'OPEP, comme suite de l'affaiblissement et de la défaite des Etats-Unis au Vietnam.

Au cours des années 1970 - et des années 1980, à moins que l'économie mondiale connaisse un autre effondrement, ce qui est possible - en l'absence d'un Etat capable d'imposer sa politique à l'échelle internationale, des politiques keynesiennes nationales sont devenues inapplicables dans le cadre de la réalité internationale économique et politique telle qu'elle est. La preuve en a été apportée en pratique. La théorie keynesienne de la « locomotive », c'est-à-dire de mesures expansionnistes prises par à-coup par des gouvernements nationaux et se répétant par la suite à l'échelle internationale, n'a fonctionné ni en ce qui concerne les Etats-Unis, ni en ce qui concerne le Japon, l'Allemagne ou la France. La locomotive keynesienne ne peut certainement pas partir de la Grande-Bretagne, où la politique économique nationale a simplement stimulé l'évasion des capitaux hors de l'industrie britannique, dont les avatars ont été à leur tour largement influencés par la montée et le déclin des « pétro-livres-sterling », en réponse aux fluctuations de la demande et de l'offre du pétrole sur le marché mondial.

La théorie keynesienne macroéconomique est inapplicable à l'économie internationale, peut-être parce qu'elle ne reconnaît même pas son importance. Ces deux talons d'Achille du keynesianisme: son incapacité d'intégrer dans l'analyse la contradiction concurrence/monopoles et la contradiction économie nationale/économie internationale, correspondent à son refus de reconnaître, pour ne pas dire à résoudre, la nature de classe de l'Etat et la structure impérialiste de l'économie internationale. Mais ils ne sont pas la base de la plupart des attaques courantes contre le keynesianisme, ne fût-ce que parce que ceux qui l'attaquent souffrent eux-mêmes des mêmes déficiences. L'attaque contre le keynesianisme est menée par la droite et répond à d'autres motifs.

La raison économique et politique fondamentale de la banqueroute du keynesianisme et de son remplacement par le monétarisme et par une politique de stimulation de l'offre, c'est l'étape actuelle de la crise économique capitaliste et les besoins économiques de la bourgeoisie qui en découlent et qui se reflètent dans le comportement de ses représentants au sein de l'Etat et ailleurs, y compris au sein des Universités. L'arrivée d'une nouvelle onde longue de suraccumulation du capital et de taux de profit réduits a rendu la politique keynesienne d'expansion de la demande inappropriée par rapport aux besoins présents du Capital. Elle place au centre des intérêts économiques et politiques de la bourgeoisie la nécessité de la réduction des coûts. Ce tournant des priorités d'intérêts

économiques implique un tournant politique vers la droite. D'où le recours généralisé à des politiques monétaristes restrictives et à des politiques économiques mettant l'accent sur l'offre stimulée par la réduction des coûts. Les idéologues universitaires offrent comme par hasard la rationalisation « scientifique » pour ce tournant. Puisque le taux de profit est bas depuis la fin des années 1960, qu'il y a une capacité productive excédentaire et des disponibilités larges de capitaux financiers non investis productivement l'objectif principal du Capital est de relever le taux de profit. Le principal mécanisme pour y arriver, c'est de réduire les coûts de production privés et sociaux, et d'éliminer les capitaux qui n'arrivent pas à ce but dans une mesure satisfaisante. Les principaux moyens pour réduire les coûts (et pour augmenter l'offre, comme l'affirment les apologistes du capital) ce sont : la réduction des salaires réels directs ; la réduction des salaires sociaux « improductifs » en matière de santé, d'éducation et dans d'autres domaines - donc : adieu à l'Etat du bien-être ! - la réduction des impôts qui financent ces dépenses ; l'élimination des réglementations qui, à frais élevés, protègent les consommateurs d'abus dans le domaine de l'environnement, de l'emballage, de la publicité, etc... et qui sont considérés comme des augmentations des coûts par le Capital.

Un autre moyen pour réduire les coûts, c'est l'introduction de certaines technologies innovatrices, comme les micro-composants ou les robots, qui n'entraînent pas d'énormes investissements nouveaux, non encore justifiés par les perspectives du profit. Il faut placer dans la même catégorie la tendance au transfert de la production hors des vieilles régions industrielles d'Europe occidentale et du Nord-Est des Etats-Unis, où les coûts sont élevés, vers le sud-ouest des USA non-syndiqué et le Tiers-Monde, surtout l'Asie orientale, ainsi que vers les pays dits socialistes, où les coûts de la main-d'œuvre, des matières premières, ainsi que celui de l'infrastructure, du contrôle de la pollution et des impôts sont plus bas.

Mais la relocalisation de la production industrielle à travers de tels transferts, et la transformation des nouveaux sites de production en plate-formes pour l'exportation vers le marché mondial, impliquent qu'on y impose des mesures d'austérité encore plus graves qu'en Occident, accompagnées de mesures de répression politique comme ce fut ou c'est le cas en Corée du sud, aux Philippines, en Israël, en Egypte, au Maroc, en Tunisie, au Chili et en Argentine. La concurrence commerciale que subissent les zones du monde anciennement industrialisées et les menaces crédibles qui y pèsent sur la production et sur l'emploi, servent aussi à y arracher une majeure « discipline du travail » et l'acceptation de réductions des coûts du travail, ce qui entraîne des réductions ultérieures à l'échelle mondiale.

Entre-temps, le vieil « Etat du bien-être » dans le Nord industrialisé, la politique d'industrialisation par « substitution des importations » dans le Sud, et la politique de planification autonome et de bien-être social dans l'Est dit socialiste (ne sont-elles pas, elles aussi, d'inspiration

keynesienne ?) sont universellement sacrifiées à la nouvelle « orthodoxie » économique de l'austérité, de stimulation de l'offre et d'incitation pour un plus haut degré de compétitivité sur le marché mondial.

MONÉTARISME ET « ÉCONOMIE DE L'OFFRE » : LA NOUVELLE ORTHODOXIE

La nouvelle orthodoxie, une espèce de « Keynesianisme à l'envers », est représentée par une alliance de monétaristes, d'économistes partisans de la stimulation de l'offre et de keynesianistes militaires. Les monétaristes sont menés par le prix Nobel Milton Friedman. Ils ont plusieurs centres de pouvoir, entre autre la U.S. Federal Reserve (Banque Centrale des Etats-Unis) présidé successivement par Arthur Burns et par Paul Volcker. Ils affirment que la quantité de monnaie est la seule variable qui détermine le niveau des prix - ce qui revient à dire que trop de monnaie pour attraper trop peu de biens produit l'inflation - et que trop de dépenses d'Etat veut dire trop de monnaie. Par conséquent, ils veulent réduire considérablement les deux pour combattre l'inflation, qu'ils estiment le plus grand mal, même si cela implique une augmentation du chômage.

Parmi les nouveaux prophètes de l'offre, il faut mentionner Arthur Laffer et George Gilder. Ils ont trouvé leur premier représentant dans la grande politique chez le parlementaire américain Jack Kemp, qui introduisit une proposition de loi pour réduire les impôts fédéraux de 30% et qui proposait de trancher le nœud gordien du keynesianisme et de la stagflation en promettant une réduction simultanée du chômage et de l'inflation comme résultat de l'augmentation de l'offre par le stimulant des réductions d'impôts. Ce nouvel évangile a été suivi par Ronald Reagan, comme Margaret Thatcher l'avait déjà fait avant lui. Il n'existe plus d'autres économistes qui croient, qu'une réduction de 10% d'impôts ferait augmenter sensiblement l'épargne ou les investissements et que l'effet sur l'inflation serait plus grand que 1%. De l'autre côté, une réduction de l'impôt en faveur des riches peut effectuer une redistribution massive des revenus. Les monétaristes et les partisans de la stimulation de l'offre sont soutenus par un keynesianisme plus traditionnel survivant chez les partisans des dépenses militaires. Mme. Thatcher, Mr. Reagan et Mr. Carter avant lui, ont augmenté sensiblement les dépenses militaires pour l'équipement et pour l'industrie de haute technologie. Pour justifier ces augmentations des dépenses militaires dans le cadre de la compression générale des budgets, il fallait réchauffer une nouvelle hystérie de « guerre froide » contre « le militarisme et le terrorisme soviétique ». Cette nouvelle politique militariste aux Etats-Unis - où on est arrivé au bout du syndrome Vietnamien - représente aussi un effort pour étendre le contrôle des Etats-Unis sur les marchés et sur l'offre des matières premières provenant du Tiers Monde. Que cela est bien la raison pour l'augmentation des dépenses militaires américaines est mis à nu par le fait qu'elle a

surtout servi à acheter des armes et à créer la « Rapid Deployment Force », qui est destinée au Tiers Monde, plutôt qu'à la préparation d'une confrontation directe avec l'Union Soviétique.

Cependant, dès le moment où Reagan et Thatcher arrivaient au pouvoir, une division sérieuse sur la mise en application de cette politique économique se présentait dans leurs rangs. En Grande-Bretagne, ce conflit s'est manifesté au sein du Parti conservateur au pouvoir, où l'aile dirigée par l'ex-Premier ministre Edward Heath et qui représente des intérêts industriels importants, s'est opposé au démantèlement de l'industrie, favorisé par la hausse de la Livre Sterling, par les taux d'intérêts élevés et par la politique d'aide aux investissements à l'étranger. Après l'euphorie initiale, il était évident que poursuivre les réductions d'impôts, comme Mme. Thatcher (et un peu plus tard Mr. Reagan) l'avait promis, était impossible.

Dans le gouvernement Reagan, les économistes et politiciens étaient divisés entre monétaristes et économistes de l'offre, et parmi ces derniers entre ceux qui se trouvaient manifestement dans le camp du capital et ceux qui étaient plus « populistes ». Les monétaristes Reaganiens sont en faveur des taux d'intérêts élevés qui visent à la stimulation des investissements par réductions d'impôt comme proposé par les partisans de la « politique de l'offre ». Les monétaristes avaient gagné la bataille pour les taux d'intérêts élevés. Mais les partisans de la « politique de l'offre » avaient gagné la bataille pour la réduction des impôts. La question se pose de savoir si ces mesures de politique économique permettront à leur partisans de tenir leurs promesses de réduire l'inflation et le chômage, de relancer les investissements et la productivité et de rétablir la force et la dignité nationales.

En Grande-Bretagne, en Australie et en Nouvelle Zélande, où ces mesures ont déjà été utilisées pendant plusieurs années, la faillite économique et la désillusion politique continuent de s'accroître. Pendant le gouvernement de Thatcher en Grande-Bretagne, le chômage a augmenté d'un million à trois millions sans réduction durable de l'inflation. Au début, les partisans des théories conservatrices n'ont eu aucune difficulté à persuader les milieux d'affaires à accepter les réductions d'impôts, l'élimination des obligations de prendre en charge quelques coûts sociaux externes de leur chasse aux profits par dérégulation, ou par une réduction des dépenses sociales de l'Etat qui sont sacrifiées aux nouvelles vaches sacrées des monétaristes et des économistes de l'offre. Cependant, ces mêmes milieux d'affaires ont complètement omis de répondre positivement par une augmentation des investissements ou des progrès technologiques non militaires.

Il n'y a d'ailleurs aucune raison pour qu'ils agissent autrement. Avec une capacité excédentaire de production dans les grandes industries, un surplus de capital liquide dans leurs comptes et dans le système bancaire et avec le détournement de la recherche technologique vers des buts militaires, il n'y a pas de raison pour laquelle une réduction des impôts pour la

bourgeoisie, ou une exemption des règlements en faveur de la protection de l'environnement et des consommateurs, incitent les capitalistes à augmenter les investissements. Il n'y a pas beaucoup d'évidence théorique ni pratique que cette « économie de l'offre » et de transferts de revenus des pauvres aux riches entraîne la croissance promise de la production, des investissements et de la productivité. C'est pourquoi la promesse des effets anti-inflationnistes de ce programme est sans fondement. Pour des raisons identiques, la promesse d'un accroissement des revenus fiscaux, et d'une baisse du déficit budgétaire est illusoire. Au contraire, l'accroissement continu des dépenses militaires financées par des déficits budgétaires sans fin et l'incapacité de la part des autorités monétaires pour limiter réellement l'offre d'argent dont la vie industrielle a tant besoin pour soutenir ses hausses de prix monopolistes, sont de l'oxygène pour de futurs grands incendies inflationnistes. L'échec flagrant du *Thatcherisme* et des *Reaganomics*, l'incapacité de produire les résultats promis par les partisans de l'économie de l'offre et du monétarisme, ne causeront pas de surprises, ni parmi la plupart des économistes n'ayant jamais accepté en théorie ces promesses, ni parmi les industriels n'ayant pas accepté les obligations correspondantes en pratique, même en considérant chaque économie nationale.

QUEL AVENIR POUR 1984 ?

Que faire quand l'échec des *Reagonomics* et du *Thatcherisme* sera éclatant ? Certains sont en faveur d'un retour à la néo-orthodoxie keynésienne. Or, cette théorie a été abandonnée comme impraticable ou du moins inadaptée aux circonstances actuelles par un nombre croissant de théoriciens économiques, d'industriels et de politiciens nationaux. En Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, le keynésianisme était déjà abandonné par le travailliste James Callaghan et par le président démocrate Jimmy Carter bien avant que Margaret Thatcher et Ronald Reagan eussent ramené l'orthodoxie monétariste et l'orthodoxie de « l'économie de l'offre » à leurs conclusions logiques. Edward Kennedy faisait exception parmi les grands politiciens américains. Son effort pour être nommé président des Etats-Unis a été battu sur le plan tactique par les crises d'Iran et d'Afghanistan, sur le plan stratégique par son programme keynésien à l'intérieur. Il y a Pierre Trudeau qui présente encore de nos jours pour le Canada un plan nationale keynésien modifié, basé sur un programme d'énergie et de matières premières « national », financé par une position de ressources privilégiée dans l'économie mondiale d'aujourd'hui.

François Mitterrand a eu mandat électoral pour un programme keynésien en France et la gauche du *Labour* en cherche un en Grande-Bretagne. Mitterrand a dû regarder rapidement la réalité en face. Les perspectives d'une réalisation couronnée de succès de tels plans keynésiens nationaux dans le contexte actuel de l'économie mondiale d'aujourd'hui sont minimes. Par

manque de possibilité d'avoir recours à des alternatives keynésiennes réalisables après l'échec du monétarisme et de la « politique de l'offre » à la Reagan et Thatcher, la politique économique bourgeoise qui suit sur la liste est celle du contrôle des salaires, des prix, des investissements et peut-être des importations. Cette nouvelle tentative pourrait être présentée comme « planification concertée de l'offre » contrôlée de l'Etat, à la place d'une « politique de l'offre » par les seuls stimulants du marché. Aux USA, le retour à l'interventionisme étatique a été proposé par un large groupe politico-économique, s'étendant du financier de Wall Street Felix Rohatyn (qui a déjà sauvé la ville de New York d'une crise fiscale au moyen d'une « planification concertée » au niveau municipal aux dépens des pauvres et qui propose une solution identique au niveau national), et de *Business Week* (dans son numéro spécial sur la ré-industrialisation de l'Amérique) aux déclarations faites par les syndicats AFL-CIO (la déclaration dite de : « Bar Harbour ») où l'on plaide aussi en faveur d'un « nouveau contrat social », par l'économiste et Prix Nobel Wassily Leontieff (dans le *New York Times*), par le *Center for Economic Alternatives* de Gar Alperovitz, par Michael Harrington des *Democratic Socialist*, par David Gordon, membre éminent de la *Union for Radical Political Economics* (URPE), et par l'*Institute for Labor Education and Research* (ILER), c'est-à-dire par la nouvelle social-démocratie américaine. Ainsi, ces secteurs de la gauche des Etats-Unis courent le risque de devenir la queue social-démocrate que remue le chien monopoliste. Même l'*American Enterprise Institute*, institution pro-Reagan, après avoir observé que les faits ne promettent rien de positif pour le programme Reagan, et certainement pas en ce qui concerne la productivité, s'est posé la question « Que faire si cela ne marche pas ? ». Il a répondu partiellement : « Dans ces circonstances, une deuxième option serait une espèce de contrôle des prix et des salaires ». (*AIE Economist*, avril 1981, pp. 7-8). Pour le moment, de pareils contrôles restent l'anathème pour les *Reaganistes* et les *Thatcheristes* et sont des cris dans le désert. Mais si Nixon était capable d'imposer un contrôle des prix et des salaires le 15 août 1971 - à un moment où les problèmes économiques étaient bien moins graves qu'aujourd'hui, pourquoi une partie significative des Républicains et peut-être même Ronald Reagan lui-même ne seraient-ils pas eu mesure d'opter en faveur de tels contrôles, vu qu'ils ne voient pas d'autre alternative économique valable pour préparer les élections de 1984. Indépendamment du fait que les Républicains seront capables ou non de faire face à ce défi, les démocrates, qui ne peuvent plus reprendre le keynésianisme orthodoxe du passé, et qui ne voient, eux non plus, aucune alternative plus valable à présenter, seraient les candidats idéaux pour présenter aux prochaines élections - et en cas de succès : pour la prochaine administration - la bannière de tels « contrôles concertés ». En Grande-Bretagne, la planification des investissements et le contrôle des importations figurent comme points principaux dans le programme de la gauche travailliste



Manifestation contre les « reaganomics » à Indianapolis, aux USA. (DR)

de Tony Benn, qui prêche l'abandon du Marché Commun et des armes nucléaires britanniques et américaines. Le *Labour Party* lui, qui ne peut pas se référer au programme économique de Thatcher, est incapable de présenter une stratégie économique alternative plausible. Similairement, la nouvelle alliance des sociaux-démocrates et des libéraux, s'est faite sans aucun programme économique. Le programme national énergétique et le programme de ressources et d'investissement industriel de Pierre Trudeau au Canada, ainsi que le nouveau programme économique de François Mitterrand sont basés en grande partie sur le « contrôle concerté Etat/patrons » de l'investissement des salaires, des prix et peut-être aussi d'une fraction du commerce extérieur. Tout cela nous mène inévitablement à la question : politique du contrôle concerté par et pour quelle partie du peuple ? Il n'est pas besoin d'être grand économiste pour voir que la tendance pour arriver à un consensus politique, entre les représentants du gouvernement, ceux du grand capital et ceux des travailleurs dans un état bourgeois a tendance à se réaliser par une politique économique en faveur du capital ou de quelques secteurs du capital, accompagnée de la répression politique nécessaire. Ainsi, il n'est point surprenant de constater que l'exercice de tels contrôles, exactement comme les *Reaganomics* et le *Thatcherisme*, s'effectue aux dépens des couches non privilégiées de la population, avant tout les travailleurs non-organisés, les fonctionnaires faisant face à des réductions, et les minorités nationales ainsi que les travailleurs immigrés. La conséquence politique semble mener à la rébellion de ces couches de la population. Ainsi, la répression ne s'arrêtera pas. Aux Etats-Unis, comme le sud-ouest est la nouvelle « terre promise » pour la population, les politiques électorales peuvent se permettre d'abandonner la population du nord-est, région en pleine régression économique. En même temps, les rebellions des minorités nationales seront confrontées avec la répression politique de la part de l'extrême droite, dirigée par des sénateurs comme Storm Thurmond (Commissaire de Justice du Sénat) et Jesse Helms (Commission des Affaires étrangères), et des organisations comme la « Majorité Morale », les mouvements idéologiques du « droit à la vie » de la « défense de la famille », qui cherchent à remettre les femmes à leur place.

précisément au moment où la crise économique aggrave le chômage et favorise donc une réduction d'offre de main-d'œuvre féminine. La répression très dure de la récente grève des enseignants au Québec par le gouvernement du Parti Québécois de M. Levesque est l'indice d'une tendance qui va dans le même sens.

Les forces politiques de l'extrême droite aux USA qui se sont senti trompées jusqu'aujourd'hui par les priorités de Reagan, pourraient finalement prendre leurs désirs pour la réalité si elles étaient chargées d'une répression politique orchestrée par l'Etat, lorsque leurs programmes sociaux ultra-réactionnaires deviennent des priorités de premier ordre pour l'administration pour compléter économiquement et compenser politiquement la faillite croissante du programme initial et le début de la « planification publique concertée ». La perspective d'un plus grand chauvinisme national et d'une politique extérieure plus belligère est la conséquence possible du second talon d'Achille qui est commun au Keynésianisme, aux *Reaganomics*, à la politique monétariste à la Thatcher, et aux partisans de la « programmation concertée », à savoir les limites de toute politique économique nationale dans le cadre d'une crise mondiale. Dans une économie internationale ouverte, des mesures nationales monétaristes ont autant d'effets pervers de « retours de manivelle » venant de l'extérieur que les mesures keynésiennes. Les taux d'intérêts élevés et les monnaies fortes provoquent des problèmes de déficits commerciaux et de fuites de capitaux productifs, de même que l'inflation nationale « excessive » provoque des déficits croissants de la balance des paiements et des fuites de capitaux spéculatifs. Même si des réductions d'impôts menaient à des stimulations pour les investissements, il n'y a aucune garantie que ces investissements seraient faits au pays même. Le désinvestissement effectif dans l'industrie et la fuite du capital de la Grande Bretagne en réponse à la politique de Mme Thatcher a atteint des niveaux sans précédent. Le programme militaire américain peut aggraver le problème de la productivité dans le secteur civil, exception faite pour le cas où la technologie militaire avancée trouve des applications immédiates ailleurs. Les effets des contrôles ou de la programmation

nationale sont aussi limités par l'économie internationale. Sans doute, l'efficacité des contrôles est plus grande dans l'économie américaine, même si le commerce extérieur, exprimé en pourcentage du Produit National Brut, a augmenté de 5 à 10% au cours des années 1970. Dans le contexte d'une économie ouverte de la Grande-Bretagne, dépendante du commerce extérieur, un programme de planification néo-keynésien accompagné de contrôles pour les importations venant de l'extérieur du Marché Commun, programme proposé par Tony Benn, exigerait la réorganisation sur grande échelle de toute la société. Même dans ce cas, les chances de succès seraient minimes, à moins que toute l'économie mondiale capitaliste ne s'écroule. Le programme keynésien à court terme de Mitterrand pour la France et les propositions pour réorienter les investissements industriels, n'impliquent point l'abandon du Marché Commun Européen. On connaît la suite. Le programme n'avait de chance de succès - la France restant membre du Marché Commun, - que si elle pouvait persuader ses partenaires de suivre la même politique. Même dans ce cas, les oppositions compétitives et les obstacles du reste du monde capitaliste devraient être pris en considération. La résistance de la RFA et de la France, qui dépendent en partie du commerce avec l'URSS et l'Europe de l'Est, à se joindre aux embargos contre l'URSS proclamés par le président Carter aux Etats-Unis, et la désillusion croissante en Europe de l'Ouest concernant la stratégie nucléaire belliqueuse de Carter et Reagan contre l'URSS, sont d'autres manifestations des rivalités nationalistes et des dissensions croissantes entre puissances impérialistes.

En l'absence d'une puissance mondiale hégémonique sur le plan économique, politique et militaire, il est difficile de voir comment une expansion « keynésienne », une stimulation « monétariste » de l'offre ou « la programmation » concertée et contrôlée de l'économie nationale pourraient effectivement arrêter ou renverser la crise économique, comme leurs partisans le promettent pour les années 1980, aussi longtemps que le monde économique capitaliste continue à fonctionner. C'est la raison pour laquelle la faillite de ces mesures économiques nationales et l'exacerbation de la concurrence internationale peuvent conduire à un effondrement sérieux du commerce international ou au moins à la formation de blocs politiques rivaux (Etats-Unis, Japon, Asie d'Est, l'Europe de l'Ouest, Afrique et peut-être le Moyen Orient).

L'effondrement multipolaire de l'économie mondiale, et la formation de nouveaux blocs, pourraient mener de nouveau le monde entier d'une guerre à grande échelle qui rendrait toutes les mesures mentionnées superflues. C'est pourquoi le développement d'un autre mouvement anti-guerre, même plus massif que celui contre la guerre du Vietnam, allié au mouvement naissant contre les armes nucléaires en Europe de l'Ouest, est une composante essentielle d'une alternative politique progressive contre les *Reaganomics* aux Etats-Unis. ■

André GUNDER-FRANK,
avril 1983.

LES GOUVERNEMENTS SOCIAUX-DEMOCRATES APPLIQUENT L'AUSTERITE

Dans les pays où des gouvernements sociaux-démocrates sont arrivés au pouvoir au cours des dernières années, ils appliquent une politique d'austérité prononcée. Les trois articles qui suivent l'analysent pour la France, l'Espagne et la Suède. C'est aussi le cas de la Grèce, bien qu'il s'agisse là d'un pays à structure économique non comparable à celui des pays précités. Quant au Portugal, Mario Soares ayant gagné les élections d'avril 1983, préfère s'allier à un parti bourgeois du centre plutôt qu'au PC (les électeurs ayant pourtant donné une majorité absolue aux deux partis ouvriers) justement pour pouvoir plus nettement appliquer une politique d'austérité dès son retour au gouvernement.

Le régime Mitterrand avait pourtant ouvert le septennat par une tentative timide de relance de la consommation intérieure, à la keynésienne. François Mitterrand s'était vanté, à la veille des élections de 1981, d'obtenir par cette relance, ainsi que par l'introduction des 35 heures, la création de 1,5 million d'emplois nouveaux, c'est-à-dire le retour au plein emploi (Interview au *Nouvel Economiste* du 20 avril 1981). Jacques Delors prévoyait (*L'Expansion* du 4 septembre 1981) une croissance de 3% en 1982, une expansion de la demande intérieure de 4,5% par an. On sait ce qu'il en est advenu.

Cette tentative a lamentablement échoué comme chacun aurait pu le prévoir. Dans le cadre de la concurrence capitaliste internationale, toute politique « expansive » d'un seul concurrent relance l'inflation et le déficit de la balance des paiements. Si on respecte les « règles du jeu » capitaliste, rien que la nécessité d'emprunter à l'étranger oblige alors à appliquer la déflation et l'austérité. Aujourd'hui, les gouvernants sociaux-démocrates aux abois ne croient plus au « keynésianisme national ». Ils croient qu'il faut « l'europaniser ». Faisons tous ensemble la relance par l'inflation : tel est leur mot-d'ordre. Mais outre le fait qu'il sera difficile d'obtenir l'accord de Mme Thatcher et de Helmut Kohl, *quid* des Etats-Unis et du Japon?

Le problème fondamental est bien simple : on ne peut rester dans le cadre du capitalisme sans se prosterner devant la logique du capitalisme, qui est celle du profit. Cela signifie, en période de crise : réduire les salaires et les allocations sociales pour relancer le taux de profit, affaiblir les syndicats et « discipliner » les ouvriers par le chômage et la peur du chômage.

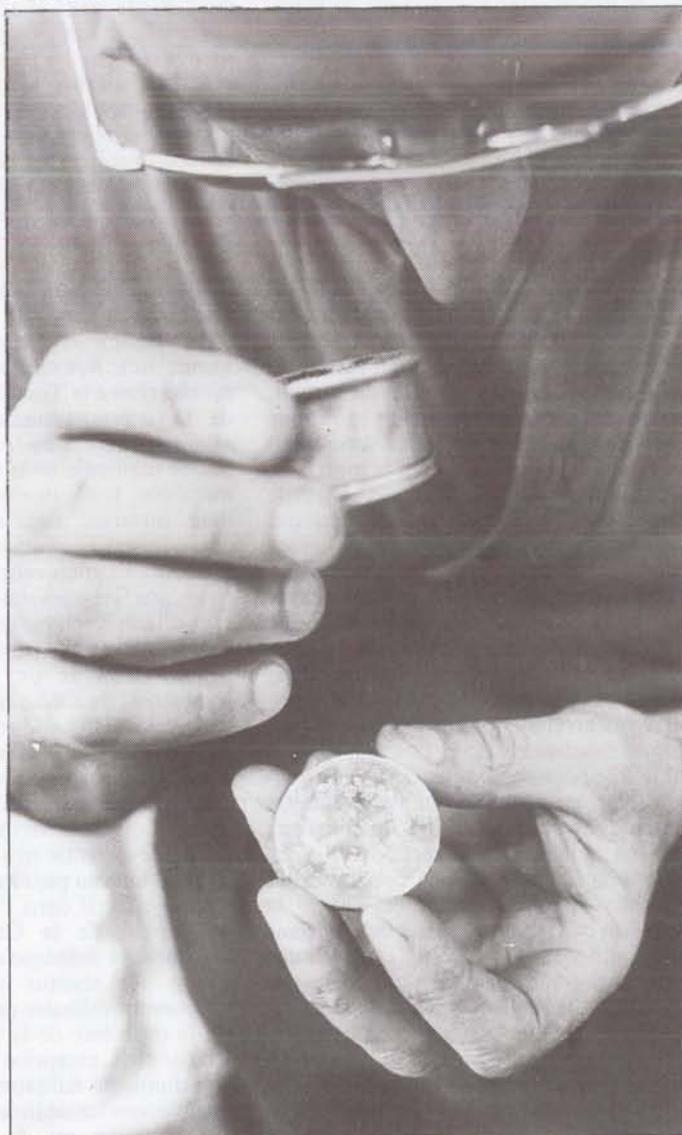
Pour sortir de ce cercle vicieux, il faut avoir la volonté politique de rompre avec la logique du capitalisme. Cela, les dirigeants sociaux-démocrates en sont incapables, à la fois par leur nature sociale, leur intégration profonde dans l'Etat bourgeois; par leur peur de tout affrontement frontal avec le Capital; par leur attachement programmatique et dog-

matique à la politique de collaboration de classe, c'est-à-dire leur refus de toute rupture réelle et profonde avec la bourgeoisie.

Au fur et à mesure que la crise s'aggrave et que la politique d'austérité provoque des réactions de plus en plus hostiles au sein des travailleurs, des clivages profonds passeront à ce propos au sein des syndicats d'abord, des organisations ouvrières politiques de masse ensuite. Car les PC suivent essentiellement la même orientation que la social-démocratie en la matière, surtout dans les pays où ils participent au gouvernement ou à la majorité parlementaire.

E.M.

L'austérité à la loupe ! (DR)



Pour changer: davantage d'austérité !

J. ALBARRACIN et P. MONTES

Les points économiques du programme avec lequel le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol PSOE obtint une victoire électorale éclatante le 28 octobre 1982, étaient extraordinairement modérés: maintien du pouvoir d'achat des salaires et des retraites (sans précision des moyens de le garantir); semaine de travail de 40 heures; retraite à 64 ans; 30 jours de congés par an; création de 800.000 emplois nets (proposition appuyée par aucun projet bien défini); modification du système d'assurance-chômage, qui s'était fortement dégradé depuis le printemps dernier; nationalisation du réseau électrique à haute tension, tout en réservant la possibilité de nationaliser les banques en crise, assainies à l'aide de fonds publics.

Depuis le jour de la victoire électorale, ce programme déjà très modéré a subi des dilutions successives. L'équipe économique du gouvernement s'est constituée autour d'un membre du parti qui se situe à la droite du PSOE. L'année 1983 fut déclarée période intermédiaire d'assainissement de l'économie. On précisa que la création de 800.000 postes de travail ne devrait pas être comprise en tant que promesse à accomplir, mais en tant que produit de l'évolution de l'ensemble des 4 années de législature. On précisa de même que l'austérité dans le secteur public, et la modération des revenus salariaux, seraient inévitables dans l'avenir immédiat. Déjà avant la constitution du gouvernement, un tournant s'était ainsi produit dans la ligne économique avec laquelle le PSOE avait gagné les élections, tournant justifié par l'affirmation que l'« héritage était désastreux ».

LE PANORAMA DE LA CRISE ÉCONOMIQUE

Sans aucun doute, les données fondamentales qui caractérisent la situation présente du capitalisme espagnol sont-elles extrêmement négatives. Mais cela, les stratèges du PSOE le savaient parfaitement au moment où ils élaboraient leur programme électoral.

L'année 1982 a été la neuvième année consécutive de crise. On estime que le Produit Intérieur Brut a crû de 1,1%, mais que la production industrielle a baissé de 3,8%. Le chômage, à la fin de l'année, a atteint 2 235 000 personnes, soit 17% de la population active, avec une augmentation de 247 000 personnes en l'espace d'un an et de 1 236 000 personnes en l'espace de 4 ans. Dans la même période, plus d'un million de postes de travail ont été supprimés, dont la moitié dans le secteur industriel.

L'inflation (le coût de la vie) a enregistré une augmentation de 14% au cours de la même année, pratiquement le même rythme qu'en 1981, alors qu'en 1981 les prix à l'importation avaient augmenté de 28,2%, et seu-

lement de 16,2% en 1982, et que dans les autres pays impérialistes s'est manifestée une forte diminution de l'inflation. Le déficit du budget public a été doublé en l'espace d'un an. Il atteint 6% du Produit Intérieur Brut en 1982. Les tendances courantes des entrées et des dépenses publiques rendent pratiquement impossible toute stabilisation de ce déficit.

Le déficit de la balance des paiements en comptes courants s'évalue à quelque 4 milliards de dollars, soit 2,6% du Produit Intérieur Brut, ce qui n'est qu'une légère réduction du déficit de 5 milliards en l'année 1981, vu la dépréciation constante de la *peseta*, qui a été dévaluée de 46% depuis le milieu de l'année 1979.

Par ailleurs, on a enregistré une sévère réduction du solde net d'entrée de capitaux placés à long terme, qui est passée de 4,250 millions de dollars en 1981 à 1,250 millions de dollars en 1982. Les réserves de devises ont été réduites de 3,5 milliards de dollars en 1982.

L'instabilité financière internationale a entraîné dans son sillage le capitalisme espagnol, aussi bien en tant que créateur qu'en tant que débiteur, rendant plus difficile son financement extérieur et aggravant la situation précaire de certaines banques et de quelques entreprises importantes telle *Explosivos Rio Tinto*, qui ont dû suspendre le paiement de leur dette extérieure fin 1982. Au même moment, l'ensemble de la dette étrangère espagnole à long terme atteignit 27,3 milliards de dollars, chiffre significatif mais pas encore excessif, bien qu'il faille tenir compte de son expansion rapide. Elle a doublé en l'espace de quatre ans.

En ce qui concerne la crise de la structure productive du capitalisme espagnol, un « assainissement » continué s'était produit au cours des années précédentes ce qui entraîne la chute brutale de l'emploi et la disparition d'innombrables entreprises. Mais la capacité productive excédentaire continue à marquer des secteurs de base. Un besoin d'investissements importants continue à s'y manifester, vu que la compétitivité du capitalisme espagnol, et surtout sa productivité physique, sont fort arriérées par rapport à ses principaux concurrents impérialistes. La dévaluation de la *peseta* a compensé en partie cet état arriéré, bien qu'il ne faille pas perdre de vue que le protectionisme croissant des Etats réduit les avantages de capacité de concurrence qu'on peut obtenir par de telles opérations monétaires.

En ce qui concerne l'évolution des salaires et de la répartition du revenu national, il y a eu, depuis 1978, transferts au profit des bénéficiaires, fondés sur une réduction modérée du pouvoir d'achat des salaires, étant donné que les progrès de productivité avec chute de l'emploi ont fondamentalement favorisé les capitalistes. Cette redistribution des revenus directs aux dépens des travailleurs a été partiellement corrigée par une augmentation des

prestations sociales, pas toujours au niveau personnel comme l'augmentation des retraites. En gros, les profits ont accru leur part du revenu national, mais pas de manière substantielle et de toute manière pas en rapport avec la nécessité d'accroître le taux de profit au point où il permet de relancer les investissements, dont la chute en 1982 a été une caractéristique importante de la situation économique.

Il faut finalement mentionner la crise bancaire qui a pu être freinée par de très importantes interventions de la Banque d'Espagne. Celles-ci n'ont cependant pas pu éviter de graves convulsions comme dans le cas de la *Banca Catalana* et du *Banco Urquijo*, ou de la découverte récente de la crise du groupe *Rumasa*. Le gouvernement affirme que cette crise est déjà contrôlée et dépassée. Il s'agit en fait d'une affirmation gratuite, quand on tient compte de l'expansion bancaire spéculative et désordonnée qui s'était produite avant et au cours de la crise, des liens étroits de la banque avec les secteurs industriels en crise, et de la précaire situation financière internationale.

LE NOUVEAU PACTE SOCIAL

C'est sur cet arrière-fond qu'au cours de mois qui passa entre sa victoire électorale et la constitution du gouvernement Felipe Gonzales, le PSOE prépara le terrain pour déclencher immédiatement une politique ouvertement régressive, dont l'intensité et la persistance ont déjà créé un haut degré d'inquiétude et de mécontentement au sein de la gauche à l'égard de la politique du gouvernement, bien que la marge de confiance octroyée au PSOE reste encore considérable.

Les arguments en faveur de cette politique d'austérité s'appuyent sur l'affirmation que 1983 doit être une année de rééquilibrage et d'« assainissement » de l'économie, pour qu'au moment où la reprise internationale prendra de l'ampleur, en 1984, « l'économie espagnole » soit en mesure de sauter dans le train de « l'expansion mondiale ». Autosatisfaits de leur « réalisme », les socialistes espagnols signalent les erreurs commises par leurs camarades français, sans tenir compte du fait qu'en France, quelques réformes ont tout de même été réalisées et que la situation espagnole était socialement beaucoup plus dégradée que la situation française. Pour ne donner qu'un seul exemple: à la fin de l'année 1982, seuls 23% des chômeurs étaient couverts par l'assurance-chômage. Le nombre de ces « protégés » a fortement diminué au cours de toute l'année 1982.

Les actions du gouvernement ne se sont pas fait attendre. Depuis le début de sa gestion, et avec une énergie digne d'une meilleure cause, Felipe Gonzales a commencé à faire pleuvoir une série de mesures sur les travailleurs, qu'un gouvernement de droite n'aurait

pas osé proposer. Les modestes propositions de «changement» socialiste se sont dissoutes dans l'air.

En ce qui concerne le pouvoir d'achat, le gouvernement *imagina* une «limite inflationniste» de 12% pour l'année 1983, qui doit servir de point de référence pour «maintenir le pouvoir d'achat des salaires et des retraites». Pareil taux inflationniste exigerait une augmentation des salaires de 13% pour maintenir le pouvoir d'achat, compte tenu de l'accroissement moyen des prix en 1982 et en 1983. Mais le pronostic gouvernemental s'accorde peu avec une succession ininterrompue de hausses de prix (de tarifs de services publics et d'impôts indirects) découlant du désir d'accroître ses rentrés, d'augmenter les profits des secteurs de base du capital et de réduire le déficit des entreprises nationalisées. Ainsi, les hausses annoncées sont de 20,5% pour les produits énergétiques, de 10% pour les tarifs de voyages aériens, de 12,4% pour le tabac, de 7,5% pour le tarif d'électricité, de 8% pour les produits pharmaceutiques, de 9,5% pour les engrais etc.

Malgré le caractère fictif du «maintien du pouvoir d'achat» sur la base de 13% d'inflation prévue, les syndicats ont commencé les conversations pour un nouveau pacte social en déclarant «non-négociable» une marge de 11-13% d'augmentation des salaires avec une moyenne de 12%. Mais les positions se sont petit-à-petit diluées notamment grâce à une pression du gouvernement sur la centrale syndicale à direction socialiste, U.G.T. On a finalement admis une marge d'augmentation générale des salaires de 9,5 à 12,5%, avec des possibilités d'augmentations inférieures dans les entreprises ou secteurs en crise.

Le pouvoir d'achat a d'ailleurs été réduit là où le gouvernement avait la possibilité de fixer lui-même les critères d'augmentation des salaires nominaux dans les négociations collectives, à savoir dans les entreprises publi-

ques, où les augmentations ne dépassent pas les 11%. Par ailleurs, pour les fonctionnaires, on a fixé une augmentation de 9,5% et pour les retraites une augmentation linéaire (égale pour tous) qui équivaut à 23 dollars US (145 FF, 1 110 FB). Cela les maintient à un niveau fortement inférieur au salaire minimum et représente une perte sensible de pouvoir d'achat.

Parachevant cette oeuvre de redistribution du revenu national aux dépens des salariés, le gouvernement a décrété une augmentation de 13% du salaire minimum très bas, qui se situe maintenant au niveau de 8 dollars (57 FF, 400 FB) par jour, tout en augmentant les cotisations de la Sécurité Sociale de tous les salariés, alors qu'il diminue celles des entrepreneurs. Les impôts indirects ont été augmentés.

On peut déduire de l'ensemble de ces faits que le gouvernement socialiste n'a en rien changé la tendance à la baisse des salaires mais l'a au contraire accentuée, en faveur de l'accroissement des profits, mettant sur le dos des travailleurs le poids de son intention d'arrêter ou de modérer le déficit des finances publiques.

LE CHOMAGE

En ce qui concerne la semaine de travail de 40 heures et la retraite à 64 ans, le gouvernement a également commencé à abandonner ses promesses électorales. Au lieu de décréter les 40 heures immédiatement, il a annoncé qu'il acceptera tout ce que les «partenaires sociaux» proposent de commun accord. Dans l'Accord Interconfédéral, de même que dans le projet de loi sur les 40 heures, on laisse sans précision la question de savoir s'il s'agit bien de 40 heures effectivement prestées. Dans ce cas, il s'agirait en réalité d'une semaine de 41 1/2 heures et non de la semaine des 40 heures. La retraite à 64 ans

attend des jours meilleurs. Les deux mesures de réduction du temps de travail formaient la base de la principale promesse électorale du PSOE: la création de 800 000 postes de travail nets en quatre ans.

C'est l'abandon pratique de ce point du programme qui coûtera le plus au gouvernement Felipe Gonzales en matière de crédibilité et d'appui populaire. Il a constitué l'axe principal de la campagne électorale du PSOE. Sa réalisation s'avère de plus en plus impossible. Comme nous le disions plus haut, le gouvernement a déjà précisé qu'il s'agit d'un projet pour l'ensemble de la législature. Mais c'est là un simple argument de débat, dont l'efficacité s'évanouira au fur et à mesure que la gravité de l'accroissement du chômage se précisera.

Les prévisions gouvernementales pour l'année 1983 excluent déjà toute augmentation nette d'emplois. On s'attend plutôt à une nouvelle chute de l'ensemble des postes de travail. La croissance du Produit Intérieur Brut de 2,5%, annoncée par Felipe Gonzales dans son discours d'investiture, a dû être révisée vers le bas dans le sens d'un taux de 2%. Mais même ces 2% ne semblent pas devoir être atteints étant donnée la politique monétaire restrictive qu'on désire imposer. La consommation des ménages ne fera probablement aucune contribution à la croissance. Les investissements restent déprimés et ne manifestent aucun symptôme de récupération. Les exportations font apparaître des signes de faiblesse depuis plusieurs mois, malgré la nouvelle dévaluation de la *peseta*. On peut difficilement s'attendre à une «relance» de ce côté là, même lorsqu'on envisage une légère reprise de l'économie mondiale. La prévision la plus réaliste, c'est celle d'une croissance du Produit Intérieur Brut de l'ordre de 1 à 1,5%.

Tenant compte des taux d'accroissement de la productivité qu'on continue à enregistrer au cours des dernières années, un taux de croissance du PIB de 2,5% ne permet même pas d'arrêter l'hémorragie de l'emploi. Un taux de croissance du PIB de 1,5% aboutirait à une perte de 200 000 emplois en 1983, ce qui augmenterait le chômage de 300 000 unités, vu l'accroissement de la population active. Fin 1983, on risque donc de dépasser le seuil de 2,5% millions de chômeurs, ce qui obligerait le gouvernement à créer 1 million de postes de travail en l'espace de trois ans, au lieu d'en créer 800 000 en l'espace de quatre ans, pour tenir sa promesse électorale. Cela est manifestement irréalisable dans le cadre du projet de Felipe Gonzales. L'évolution du chômage, au fur et à mesure que les chiffres seront connus, risque de devenir le calvaire du PSOE.

Pour compléter ce sombre tableau, il faut encore faire entrer en ligne de compte la restructuration pendant des secteurs industriels en crise (sidérurgie, aciers spéciaux, chantiers navals, biens d'équipement, électroménager, électronique etc.), ce qui implique la suppression de 45 000 emplois selon les estimations du gouvernement lui-même. Ce gouvernement est conscient des difficultés avec lesquelles il est confronté pour réaliser ses projets, car ils provoquent une nouvelle détérioration de la situation et ils frappent au coeur même du mouvement ouvrier. Mais le fait d'être conscient des difficultés n'élimine pas ces projets qui restent inexorables pour le PSOE, vu la gravité de la crise,

«Du travail pour tous les chômeurs», banderole de la LCR (E). (DR)



et son choix fondamental de ne pas rechercher une autre issue que celle compatible avec le maintien de l'économie capitaliste. Tout au plus essaiera-t-il d'éviter l'accumulation et la coïncidence des conflits, espaçant la mise en oeuvre des restructurations sectorielles. Mais l'objectif final est fort bien défini et a été rendu explicite par le gouvernement.

LA RÉSISTANCE DES TRAVAILLEURS

La résistance des travailleurs sera énorme, de même que la dureté avec laquelle ils défendront leurs postes de travail. Ceci a été démontré par les luttes contre la restruc-

turation de la sidérurgie intégrale (probablement le secteur le plus difficile), et par les grèves générales locales à participation massive et à appui populaire très large comme celles de Gijon, de Sagunto et de Vigo, où 100.000 personnes, soit un tiers de toute la population, descendirent dans la rue.

Le gouvernement sonde le terrain. Il s'efforce de diviser autant que possible les travailleurs, « corporatisant » leurs intérêts et leurs luttes, erreur que le mouvement ouvrier doit éviter mais dans laquelle il est facile de se laisser entraîner, vu le caractère désespéré qu'acquiert la situation pour des branches ou des régions déterminées. Dans le domaine des

restructurations, il faut s'attendre à ce que le PSOE accomplisse la tâche que le gouvernement précédent de droite n'a pas pu réaliser.

Ceci précise le rôle historique que ce gouvernement est en train de jouer: imposer, ou essayer d'imposer, le recul des conditions de vie des travailleurs pour faciliter l'issue de la crise au capitalisme espagnol. Le succès ou l'échec du PSOE dans l'accomplissement de cette tâche peu glorieuse déterminera une nouvelle étape fondamentale de la lutte de classe dans l'Etat espagnol. ■

J. ALBARRACIN et P. MONTES,
avril 1983.

FRANCE

Radiographie du plan d'austérité

Michel DUPOND

Moins d'un mois après avoir déclaré, dans le feu de la campagne des élections municipales de mars 1983, que « *le gros des problèmes est derrière nous* », et qu'il « *ne serait pas le Premier ministre d'une troisième dévaluation* », Pierre Mauroy a successivement accepté de diriger pour la troisième fois le gouvernement, dévalué le franc de 8,5% par rapport au dollar et adopté une série de mesures économiques composant un plan d'austérité d'une brutalité sans précédent depuis deux décennies. L'exemple du cynisme venait de plus haut, puisque Mitterrand lui-même, à la télévision, deux jours avant l'annonce de ce plan, repoussait comme absurde l'idée de « *je ne sais qu'elle austérité...* ». Ainsi s'est ouverte une nouvelle étape dans la politique économique du gouvernement: après la « première phase » où certaines promesses électorales ont été tenues; après la « rigueur » du blocage des salaires en juin 1982, qui avait stoppé la progression de la consommation, voici le temps de l'austérité: objectif immédiat, une baisse de la consommation des ménages et donc des importations, afin de limiter le déficit du commerce extérieur.

Pour mener cette politique d'austérité ouverte, Mitterrand a reconduit Pierre Mauroy dans ses fonctions de Premier ministre en l'entourant d'une équipe ministérielle réduite, où les responsabilités sont concentrées entre les mains de Jacques Delors (économie, finances, budget), Laurent Fabius (industrie et recherche) et Pierre Bérégovoy (travail et sécurité sociale).

Les deux principales centrales syndicales, la Confédération générale du travail (CGT) et la Confédération française démocratique du travail (CFDT), ont avalé la pilule sans guère broncher, la première se contentant de réclamer une répartition plus juste de la rigueur, et la seconde de

s'inquiéter de l'effet sur l'emploi des mesures adoptées.

LE DOIGT DANS L'ENGRENAGE DE LA RÉCESSION

Les causes qui ont entraîné la dévaluation de mars 1983 et l'adoption d'un plan d'austérité sont exactement les mêmes que celles qui avaient provoqué la dévaluation de juin 1982 et le blocage des salaires: le **déficit du commerce extérieur**, lié à la fois au niveau relativement élevé de la consommation en France et à la faiblesse structurelle de l'industrie française (cf. Critique communiste n° 19), et l'**inflation** encore beaucoup plus forte en France qu'en RFA ou en Grande-Bretagne. Les prix ont augmenté de 0,2% en RFA pour les mois de novembre, décembre, janvier et février, et même baissé de 0,1% en mars. En même temps, après quatre mois de « blocage », les prix français grimpaient pratiquement de 1% par mois. La dévaluation enrégistre cette différence et la traduit sur la valeur du franc relativement au mark. Le plan d'austérité, lui, prélèvera l'équivalent de 2% du produit intérieur brut (2% de la richesse créée chaque année en France), et les transférera des ménages vers les caisses de l'Etat pour combler les déficits: celui du commerce extérieur, mais aussi ceux de la Sécurité sociale et de l'Etat lui-même.

Rappelons brièvement les principales mesures: vingt milliards d'économies budgétaires, onze milliards perçus grâce à des hausses des principaux tarifs publics (électricité, gaz, transports), treize milliards sous la forme d'un impôt de 1% sur les revenus des ménages, et quatorze milliards d'« emprunt forcé » par une majoration de 10% de l'impôt sur le revenu. Avec les six milliards que doivent rapporter les taxes sur la tabac et l'alcool et le forfait hospitalier, c'est en tout, 44 milliards qui sont soutirés directement de la poche des ménages, et vingt milliards que l'Etat ne dépensera pas

et qui ne seront donc pas injectés dans le circuit économique.

Après avoir mis le petit doigt dans l'engrenage de la récession en brisant la progression du pouvoir d'achat en juin 1982, le gouvernement engage maintenant toute la main dans le mécanisme: **la production industrielle va chuter**, les experts gouvernementaux prévoient une récession de 1 ou 2% en 1983 et un bond en avant du chômage. Delors lui-même a admis que l'effet mécanique des mesures prises serait 100 000 chômeurs supplémentaires par rapport au nombre prévu à la fin de l'année. L'OCDE, avant l'annonce du plan, prévoyait déjà 150 000 à 200 000 chômeurs de plus fin 1983. C'est dire qu'au total **la progression du chômage sera spectaculaire**. D'autant que les patrons semblent avoir parfaitement reçu le message: ils ont interprété le changement de ton du gouvernement comme un feu vert aux licenciements.

Quelques jours après l'annonce de l'austérité, les PDG de la sidérurgie nationalisée sont allés expliquer au ministre Fabius que les licenciements prévus ne suffiraient pas à « assainir » la situation et qu'il fallait au moins doubler la dose. Gattaz, le chef du patronat, a été demander à Mitterrand, outre l'allègement des charges patronales, un « assouplissement » des règles de licenciement (afin, bien évidemment, de favoriser l'embauche!) un nouveau pas vers l'**alignement total sur les politiques économiques libérales ou monétaristes** américaine, anglaise et allemande. « *Nous avons essayé d'amorcer une croissance limitée à l'intérieur des frontières nationales, et cela a échoué* », avait, tout penaud, Cheysson, le ministre des Relations extérieures, aux Américains. Nous ne pouvons plus mener une politique de gauche alors que tous nos partenaires mènent des politiques de droite, a confessé en substance Pierre Mauroy. La bourgeoisie ne s'y trompe pas: « *Quelle austérité supplémentaire peut-on exiger, si l'on est réaliste, du gouvernement Mitterrand?* », demande le *Financial Times* de Londres,

un des journaux les plus représentatifs de l'opinion des « milieux financiers internationaux ». Et ce journal appelle ses lecteurs, banquiers et spéculateurs, à appuyer ces mesures qui « méritent le soutien des voisins de la France et des marchés financiers ».

UN CHANGEMENT DE DISCOURS

Cette systématisation de la logique adoptée en juin 1982 s'accompagne d'un véritable changement dans le discours. Plus question d'objectifs transformateurs, de conquêtes sociales : les réformes sont considérées comme acquises (nationalisations et nouveaux droits des travailleurs). Il s'agit maintenant de gérer au jour le jour en attendant la fin de la crise et la reprise économique mondiale. Le départ de Jean-Pierre Chevènement illustre ce fait : alors que le dirigeant du CERES avait tenté de mener une politique industrielle dirigiste, soumettant l'ensemble du secteur public à un contrôle étroit et définissant des « plans sectoriels » par lesquels l'Etat distribuait des crédits à des firmes nationalisées en leur assignant des objectifs précis, le gouvernement n'a pas l'intention d'entraver les efforts des industriels. Le nouveau ministre de l'Industrie et de la Recherche, Laurent Fabius, a prononcé un éloge fort remarqué de la libre entreprise. Les dirigeants des entreprises nationalisées ont acquis la garantie d'une totale liberté de manœuvre indépendamment de toute planification. Le ministère du Plan a purement et simplement disparu, et se trouve remplacé par un Secrétariat d'Etat aux attributions encore plus réduites.

La lutte contre le chômage cesse complètement d'occuper une place prioritaire, l'objectif des 35 heures en 1985 est officiellement abandonné. Le gouvernement n'a même pas fait l'aumône aux directions syndicales de quelques contreparties « sociales », même purement formelles, pour leur permettre de rendre crédible auprès de leurs militants une acceptation conditionnelle du plan d'austérité. CGT et CFDT, qui auraient préféré pouvoir dire un « oui, mais » à peu près convaincant, doivent aujourd'hui, pour maintenir leur soutien au gouvernement,

utiliser la rhétorique embarrassée du « non, mais... »

Seule différence avancée par Delors entre « austérité de droite » et « rigueur de gauche » : les sacrifices seraient plus également répartis. Ainsi, au lieu d'augmenter les cotisations sociales (qui sont dégressives en fonction du revenu), on augmente les impôts : voilà pour la justice sociale. Malheureusement le gouvernement a oublié en route la fameuse réforme fiscale, qui aurait permis que les non-salariés et les chefs d'entreprise soient autant taxés que les salariés.

LE PLAN DELORS PEUT-IL RÉUSSIR ?

Les objectifs de Delors sont clairs : diminuer la consommation des ménages de 2% pour réduire le déficit commercial de moitié en 1983 ; financer les déficits sans emprunter à l'étranger et éviter ainsi la spirale cumulative de l'endettement et du déficit qui amène généralement un pays aux pieds du FMI.

Les moyens utilisés paraissent proportionnés à cette ambition, et il est probable que le déficit de la France diminuera sensiblement cette année. Il est cependant exclu que Delors réussisse à ramener le déficit commercial très en dessous de 50 milliards de francs, (contre 104 milliards en 1982). A cela existent plusieurs raisons :

- la dévaluation du franc, et la hausse du dollar qui se poursuit, annulent presque complètement les effets bénéfiques espérés de la baisse du pétrole : la « facture énergétique » de la France ne devrait pas diminuer beaucoup en 1983, sauf effondrement (improbable) des prix du pétrole.

- Les hausses des tarifs publics et des taxes vont relancer l'inflation, qui dépassera certainement l'objectif de 8% ; d'où un nouvel affaiblissement du franc.

- Les ménages peuvent choisir, dans une certaine mesure, de maintenir leur consommation en diminuant leur épargne : l'emprunt forcé se ferait alors au détriment des Livrets de Caisse d'Épargne ou des obligations, mais pas de la consommation.

En outre, même si la **balance commerciale** s'améliore quelque peu, rien ne dit que la **balance des capitaux** ne s'aggravera

pas d'un montant équivalent : la **balance des paiements**, qui est la somme des deux, resterait alors autant déficitaire en 1983 qu'en 1982.

Il est même certain que la balance des capitaux va se détériorer. La France n'attire plus guère d'investisseurs étrangers, les capitalistes cherchent au contraire à dégager leurs capitaux vers des pays plus alléchants (en particulier les USA, ce qui explique le maintien d'un dollar aussi élevé). En plus, l'endettement dû aux précédents déficits extérieurs oblige l'Etat français à verser des intérêts aux banques prêteuses. Plus le déficit commercial augmente, plus la charge de la dette est lourde, et plus la balance des paiements se déséquilibre, rendant obligatoire la recherche de nouveaux emprunts et l'augmentation de la dette. Il n'est pas impossible que ce cercle vicieux s'enclenche, ce qui amènerait la France au bord de la banqueroute.

Ainsi de sérieuses incertitudes économiques existent, sans parler de l'incertitude sociale : jusqu'à quand les travailleurs se résigneront-ils à subir l'austérité sans réaction massive et vigoureuse ? Le gouvernement espère qu'une reprise des économies allemande et américaine permettra aux patrons français d'augmenter leurs exportations et favorisera une certaine baisse du dollar grâce à une détente sur les taux d'intérêt américains. Les commentateurs bourgeois ont beau jeu de tourner en dérision les « cigales » socialistes qui, après avoir prétendu relancer l'économie française à contre-courant en maintenant les frontières grandes ouvertes, guettent aujourd'hui avec anxiété les moindres signes de redémarrage des principaux pays impérialistes pour pouvoir reprendre espoir. Tant il est vrai que, si l'on accepte les règles du jeu du marché mondial, il est parfaitement vain de vouloir jouer seul contre tous.

UN PLAN QUI EN APPELLE D'AUTRES

Serge-Christophe Kolm caractérise ainsi la logique d'austérité : « *Observant que les Français, lorsqu'ils dépensent cinq francs, en consacrent un à des importations, cette solution de « rigueur » consiste à, pour supprimer ce un, jeter tous les cinq, y compris les quatre dépensés en France qui donnent emplois et revenus à des Français. Actuellement, redresser l'équilibre extérieur par la seule « rigueur » exigerait d'abaisser la consommation des français de 10% et de doubler le chômage (...)* » (1). L'option de Delors est parfaitement décrite. Mais Kolm se trompe lorsqu'il attribue ces décisions à l'ignorance et à l'incompétence des gouvernants. Il s'agit bel et bien d'une stratégie cohérente de réduction de la consommation et de restauration du taux des profits, via l'étranglement de l'inflation et l'envolée du chômage.

Cependant, cette stratégie de Delors n'apparaît que **partiellement** dans le plan d'austérité. Certes, on réduit la consommation. Mais les sommes prélevées n'iront pas directement renflouer les caisses des entreprises, puisqu'elles serviront essentiellement à payer les créanciers étrangers et

Lionel Jospin et François Mitterrand. (DR)



1. Tribune libre au « *Quotidien de Paris* », 6 avril 1983.

nationaux. Ceci explique en partie l'accueil enthousiaste des banquiers internationaux, qui contraste avec les réactions très froides du CNPF. Pour les patrons français, ce plan ne coûtera certes pas un centime, et le gouvernement s'est solennellement engagé à ne plus accroître les « charges » des entreprises. Mais il n'aura aucun effet positif sur les profits : au contraire, en réduisant l'activité, il diminuera les débouchés et multipliera les faillites.

Or les profits des entreprises françaises se trouvent aujourd'hui à un niveau historique fort bas. Le profit brut (2) représentait en 1973 près de 30% de la valeur créée (3) au sein des sociétés. Il a chuté à 25% en 1975 jusqu'en 1979, et à moins de 23% aujourd'hui.

C'est dire que le niveau extrêmement bas des investissements du secteur privé ne s'explique pas seulement par une « grève de l'investissement » et un sabotage politique des patrons, mais aussi par le fait que le profit net, une fois déduites les charges financières et l'amortissement des machines, n'est plus considéré comme satisfaisant par les capitalistes.

La stratégie d'austérité fait le pari que les sommes prélevées sur la consommation serviront à financer les investissements indispensables pour rester dans la course à la compétitivité internationale. Or, les mécanismes de ce transfert, nécessaire pour relancer l'accumulation du capital, sont totalement absents de la panoplie des mesures du plan Delors. Paradoxalement (mais est-ce un paradoxe ?) c'est la CFDT qui a le plus insisté pour que les milliards prélevés n'aillent pas intégralement dans les caisses de l'Etat, mais qu'une partie soit conservée par les « entreprises » (en fait les patrons) pour permettre l'investissement. La CFDT ajoute - pure clause de style - « sous contrôle syndical », sans préciser par quel miracle le patronat abandonnerait subitement son droit régalien de décider souverainement du montant et de la localisation de l'investissement.

Voilà pourquoi ce premier plan d'austérité massive en appelle d'autres, non seulement parce qu'il n'atteindra que partiellement son objectif sur le commerce extérieur, mais surtout parce qu'il ne répond pas entièrement à l'exigence du patronat. Comme l'écrit *L'Expansion* : « Les chefs d'entreprise ne nient pas la nécessité d'une cure d'assainissement, mais tous font la même constatation : nos coûts resteront ce qu'ils sont, et nos débouchés vont encore se réduire ». Les « coûts » c'est bien entendu les salaires et cotisations sociales (les dividendes ou les intérêts bancaires sont rarement perçus comme des « coûts » par un patron).

Il est impossible de prévoir aujourd'hui quelle forme prendra cette attaque contre les « coûts », ni à quelle date elle se produira. La « fiscalisation » des cotisations sociales pourrait en être le prétexte. Sous couvert de justice sociale et d'efficacité économique, le gouvernement compte transformer les cotisations en prélèvement sur tous les revenus (y compris ceux du capital). But de l'opération : diminuer les charges sociales des entreprises et faire supporter uniquement par les travailleurs les augmentations futures de cotisations. Le gouvernement peut aussi rendre obligatoires les « fonds salariaux » prévus à titre



Travailleurs de l'automobile en grève en été 1982. (DR)

facultatifs dans le plan du 27 mars 1983. Toutes les revalorisations salariales seraient annulées et transformées en « comptes d'épargne forcée » à la disposition des patrons. Quelle que soit sa forme, l'objectif de la prochaine attaque sera de restaurer un niveau acceptable des profits pour les patrons.

LES DIVERGENCES AU SEIN DU PS

Le débat public qui traverse aujourd'hui le PS, entre les tenants du libéralisme (Delors, Rocard) et les partisans du protectionnisme (Goux, Joxe, le CERES) ne porte pas sur la nécessité de l'austérité et de la baisse du pouvoir d'achat. Même protégés de la concurrence extérieure, les patrons n'investiront jamais pour le plaisir de réduire la dépendance de la France vis-à-vis du marché mondial, mais uniquement dans la perspective de profits immédiats. Ces profits supplémentaires peuvent provenir d'une baisse des coûts ou d'une hausse des prix des secteurs protégés, mais dans tous les cas les travailleurs paieront la note. **Le protectionnisme, dans la mesure où il respecte la logique du profit et de l'initiative privée, se traduit par une baisse de pouvoir d'achat égale ou supérieure à celle qu'implique le libéralisme.**

Cependant, s'il ne porte évidemment pas sur la question de la rupture avec le capitalisme, le débat au sein du PS reflète véritablement l'alternative devant laquelle s'est trouvé Mitterrand au lendemain des municipales et qui se posera à lui demain encore. Pour tenter de relancer l'accumulation capitaliste en France (car c'est là la perspective que se tracent tous les dirigeants du PS dans ce débat), l'option libérale à la Barre ou à la Delors n'est pas la seule envisageable à court terme. Les sociaux-démocrates pourraient chercher à se dégager quelque peu de l'état dans lequel la crise mondiale et la hausse du dollar les serrent, en fermant les frontières à certains produits allemands ou japonais et en relâchant les liens qui unissent le franc et le mark par une sortie du système monétaire européen. Cette option vise notamment à faire accepter de nouveaux sacrifices aux travailleurs au nom d'un effort patriotique pour sauver l'économie nationale.

Delors a convaincu Mitterrand que cette politique serait aventuriste. Mais si un

échec de l'actuel plan d'austérité s'avérait par trop catastrophique, le qualificatif d'aventuriste pourrait être retourné à son expéditeur par Joxe et le CERES. Dès aujourd'hui, il faut affirmer clairement que l'issue n'est ni dans l'austérité libérale ni dans l'austérité protectionniste.

Seule une politique de rupture avec la bourgeoisie tant au niveau national qu'international rendrait possible une réorientation de l'économie et une croissance axée sur la satisfaction des besoins (cf. le dossier du numéro précédent de *Critique Communiste*). La France dispose de marges de manœuvre importantes, de par son poids économique et financier, pour s'opposer aux mesures de rétorsion que seraient tentées de prendre les principaux pays impérialistes et pour négocier directement avec les autres pays des contrats de commerce ou de troc mutuellement avantageux. Des possibilités objectives existent de réduire considérablement la dépendance extérieure, et d'affaiblir par là même le poids des pressions de la bourgeoisie internationale.

Prenons un exemple. Des experts ont élaboré un « plan coordonné de reconversion énergétique pour la France » qui prévoit entre autres d'utiliser l'eau de refroidissement des centrales électriques, actuellement rejetée en pure perte dans les fleuves, pour chauffer les villes : « Près de 80% des chauffages urbains pourraient être reconvertis. En consacrant 10% du potentiel des entreprises du bâtiment à cette reconversion, un programme de l'échelle de 30 milliards de francs par an pourrait être lancé. Il permettrait d'obtenir une réduction de nos importations de pétrole de près de 40% en quatre ou cinq ans » (4). Ces chiffres peuvent sembler optimistes mais l'effet positif d'un tel programme serait certainement important. De tels projets ne connaissent pas le moindre début de mise en œuvre, car leur réalisation supposerait la création d'une entreprise publique centralisant les commandes et le suivi des travaux, mobilisant des centaines de petites entreprises et des fonds publics considérables, sans profit

2. Nommé « excédent brut d'exploitation » dans les statistiques officielles.

3. Nommées « valeur ajoutée ».

4. Tovy Grjébine, « Plan coordonné... », intergroupe « énergie », Assemblée nationale.

privé pour personne à la clé. Bref, un défi à la logique de la rentabilité capitaliste et de l'initiative privée, qui permettrait en outre de remettre au travail un secteur particulièrement en crise, celui du bâtiment et des travaux publics. Est-ce là un choix moins « réaliste » que celui de la spirale de l'austérité et du chômage ?

Car nous l'avons montré précédemment : le succès du plan Delors repose sur un double pari hautement risqué. Pari économique tout d'abord : le nombre de variables décisives qui échappent complète-

ment au contrôle du gouvernement français est impressionnant. La hausse du dollar s'est amplifiée depuis mars, et Delors a aussitôt annoncé un nouveau tour de vis pour les mois qui viennent. Si, en outre, la reprise économique reste faible aux Etats-Unis et en RFA, la situation au début 1984 pourrait fort bien faire ressembler Delors à un de ces « économistes de bazar » irresponsables qu'il dénonçait en avril devant le Sénat.

Une autre inconnue majeure demeure : la capacité du gouvernement et des appa-

reils politiques et syndicaux qui le soutiennent à contenir la colère et l'écœurement qui saisissent des millions de travailleurs aujourd'hui. Pour que ces légitimes réactions ne se transforment pas en découragement et en dégoût pour la politique, terreau propice au retour en force de la droite, il faut agir pour renforcer les capacités de résistance et de lutte de la classe ouvrière. Démontrer qu'une autre politique est possible et nécessaire doit y contribuer. ■

Michel DUPOND
avril 1983.

SUEDE

Olof Palme poursuit ce que les partis bourgeois avaient commencé

Tom GUSTAFSSON

Il y a six mois, les sociaux-démocrates suédois reprenaient le pouvoir après six ans dans l'opposition.

Avec plus de sièges au Parlement que l'ensemble des trois partis bourgeois, et avec le soutien du Parti communiste suédois (le VpK), les sociaux-démocrates n'ont pas eu de mal à évincer la coalition bourgeoise 'centriste' du gouvernement. Olof Palme a pu reprendre le poste de commandement qu'il désirait si ardemment.

Les partis de l'ancien gouvernement, Parti du Centre et Parti du Peuple, ont subi une défaite cinglante (le Parti du Peuple a vu ses voix diminuer presque de moitié; il n'a obtenu que 5,9%). Par contre, le parti le plus à droite, le Moderata Samlingsparti, qui était en dehors de la coalition au moment des élections, a remporté de nouveaux succès.

Ce sont les six années de chute du salaire réel, de croissance du chômage, de suppressions de services sociaux, et de redistribution massive des revenus des moins aisés vers les plus aisés, qui ont fait tomber le gouvernement bourgeois.

Les sociaux-démocrates (SAP) aussi avaient vu leur popularité décliner avant qu'ils ne quittent le gouvernement en 1976. Ils ont eu du mal à se refaire une crédibilité pendant leur passage à l'opposition. Cependant grâce à une campagne électorale énergique, et surtout grâce à l'expérience négative de la période de gouvernement bourgeois, ils sont redevenus une alternative positive aux yeux de la plupart des travailleurs. Ils ont également réussi à améliorer leurs voix dans les couches moyennes, et à recueillir une fraction plus large du vote jeune.

En même temps, des dizaines de milliers d'électeurs des partis bourgeois ont transféré leur préférence des partis « centristes » au parti de droite plus agressif et dynamique qui était l'instrument principal d'une campagne alarmiste organisée par le grand capital et qui prenait pour cible 'la menace socialiste' et 'les pouvoirs excessifs aux mains des syndicats'.

UNE VOLTE-FACE DES SOCIAUX-DÉMOCRATES

Alors que la campagne électorale et les résultats du vote traduisaient une polarisation

accrue de la société, l'action des sociaux-démocrates, depuis six mois qu'ils sont au pouvoir, s'est efforcée par tous les moyens de désamorcer la lutte de classe.

Le soir même de l'élection, Olof Palme « a tendu la main » aux partis du gouvernement sortant, et leur a offert « une coopération constructive par dessus les frontières des partis et des coalitions ».

En février 1983, Palme a refait des ouvertures importantes au Parti du Centre et au Parti du Peuple, dans l'espoir de neutraliser leur opposition et d'élargir le fossé qui les séparait du Moderata Samlingsparti. D'après Palme, il existait alors un accord suffisant sur la situation économique, sur les moyens de faire face au chômage, sur la politique de répartition des revenus, et sur la politique étrangère, pour permettre une collaboration étendue entre le SAP et ces deux partis.

Les ouvertures de Palme de février couronnaient une série de glissements et de réajustements de la position que le SAP avait défendue dans l'opposition, et au cours de la campagne électorale de l'année dernière.

Au cours de la campagne électorale, le SAP a fait grand cas « du front désuni et de l'impérialisme des partis bourgeois ». Il a tonné contre « leur ligne d'austérité excessive et injuste » et leur « politique antisyndicale ». Il a montré, chiffres à l'appui, que le niveau de vie avait décliné de plus de 10% entre 1976 et 1982, et qu'après cinq années de déclin des salaires réels, le salaire moyen réel se trouvait : maintenant en-dessous de ce qu'il était en 1974.

Le SAP a produit une documentation qui démontrait qu'une redistribution massive des revenus « des pauvres vers les riches » avait eu lieu, et a dénoncé l'économie des « découpeurs de coupons » ainsi que la spéculation forcée sur les actions, l'immobilier, les bijoux, l'or et l'argent.

Il a promis de « nettoyer » cette situation, de faire « partager le fardeau équitablement », et de lancer en même temps « une politique économique rigoureuse, dynamique et progressiste » combinée à un programme de création d'emplois énergique « qui aboutirait à fournir du travail pour tous ».

Aujourd'hui, la vérité éclate : les sociaux-démocrates n'ont pas seulement poursuivi la politique d'austérité des partis bourgeois, mais ils l'ont durcie et accélérée.

Les conditions de vie des travailleurs ont sensiblement empiré.

CROISSANCE DU CHOMAGE

En janvier, on dénombrait 147 000 chômeurs inscrits, c'est-à-dire 3,4% de la force de travail (pour la jeunesse ces chiffres sont respectivement de 48 000 et 7,5%). Cela fait 6 000 chômeurs inscrits de moins qu'il y a un an (la différence s'explique par le fait que de nombreux chômeurs ont été occupés à des travaux publics et que l'on a eu recours à d'autres expédients).

En décembre 82, il y avait 18 demandeurs d'emploi pour chaque poste offert.

En combinant le chômage officiel et le chômage caché (c'est-à-dire les ouvriers occupés dans des programmes de recyclage, de travaux publics et autres expédients), on obtient le chiffre de 390 000 chômeurs, soit 9% de la force de travail.

A l'heure actuelle, 70 000 personnes sont occupées à des travaux publics. Par rapport à l'année dernière, le nombre de jeunes dans cette situation a doublé.

Si l'on inclut aussi ceux qui ont été partiellement ou totalement exclus du marché du travail (à savoir les travailleurs à temps partiel et ceux qui ne se sont pas inscrits comme chercheurs d'emploi), on passe à 566 000 (54 000 de plus qu'il y a un an), soit 13%.

Si l'on ajoute enfin les travailleurs qui se sont mis en pré-retraite -- 302 000 en janvier 1983, dont la moitié ont été contraints par des pressions multiformes à prendre une retraite anticipée à cause de la situation sur le marché du travail, et qui peuvent donc être considérés comme chômeurs dissimulés -- on arrive à 715 000 personnes qui ne peuvent pas trouver de travail en Suède alors qu'ils en veulent !

Le nombre de personnes qui subissent un chômage prolongé s'accroît, de même que le nombre de chômeurs qui ne reçoivent plus leur allocation-chômage. Sous peu, 50 000 Suédois seront contraints de s'en remettre complètement à l'assistance sociale (d'après les calculs de la Confédération Nationale du Travail, la LO).

Cette situation est la pire depuis la IIème Guerre mondiale. On est loin du soi-disant Etat-Providence et du plein emploi qui devait l'accompagner. Et la tendance est au pire.

C'est là un changement radical pour le peuple suédois!

UNE CRISE STRUCTURELLE

Il faut chercher les origines de cette évolution principalement dans les facteurs suivants:

- L'aggravation de la concurrence internationale, avec la croissance correspondante des "excès de capacité" dans les industries traditionnelles importantes de la Suède: mines de fer et sidérurgie, construction navale, industrie du bois et du papier.

- La continuation des difficultés des compagnies suédoises à se maintenir au niveau de la concurrence internationale dans les secteurs d'exportation traditionnels importants, ou de trouver des marchés de substitution suffisants ou de nouveaux "créneaux".

PRODUCTION DE FER (1977-1982)

1977	25,416
1978	21,486
1979	26,619
1980	27,184
1981	23,225
1982*	15,313

Source: Financial Times 14.2 1983

- Une politique délibérée du gouvernement social-démocrate destinée à arrêter l'expansion du secteur des services sociaux (qui pouvait auparavant absorber un grand nombre de travailleurs éjectés de l'industrie, et dont la croissance s'était accompagnée d'une brusque augmentation du travail des femmes.

- L'acceptation par la direction syndicale des principaux aspects de cette évolution et de la politique du gouvernement social-démocrate. En même temps, elle devenait elle-même partisane des propositions capitalistes d'augmentation de la productivité et d'automation accrue.

Le résultat de tout cela, c'est que le nombre d'emplois industriels est passé de 1 million (en janvier 1982) à 990 000 en décembre de la même année, et à 970 000 en janvier. Plus d'un millier de mineurs du nord de la Suède sont menacés de mise à pied. Au cours des prochaines années, le plan prévoit que 3 à 4 000 emplois disparaîtront dans la sidérurgie spécialisée, ainsi que quelques milliers d'emplois dans les mines et la construction navale, et cela en plus des mises à pied massives qui ont déjà eu lieu.

Comme d'habitude dans les crises capitalistes, certains régions (comme Norrbotten dans l'extrême nord) et certains secteurs

de la population (les femmes, les jeunes, les immigrés) sont particulièrement durement atteints. Mais la crise n'est déjà plus confinée à une région particulière ou à un secteur particulier de la population; elle est en train de s'étendre.

Le développement de cette crise a été en partie atténué par de nouveaux progrès du capital suédois dans certaines industries (comme la production des machines et des aciers spéciaux, l'électronique, la biotechnologie, la construction des routes et travaux hydrauliques, et la conversion de la construction navale traditionnelle à la construction de plate-formes pétrolières).

Pour l'instant, l'industrie automobile suédoise (Volvo, mais aussi Saab) continue à gagner du terrain. L'industrie suédoise du bois et du papier a bénéficié d'une dévaluation de la kr. L'industrie a également été stimulée par la décision sociale-démocrate, nouvelle mais très controversée, de produire un avion de combat suédois (JAS), qui exigera une dépense de 25 milliards de couronnes (kr.) au cours des prochaines années.

Néanmoins, il s'agit là de contrecourants dans le contexte d'un affaiblissement structurel de l'économie suédoise qui continuera à se traduire par une tendance à l'accroissement du chômage. Etant donné que le budget est déjà sévèrement grevé, qu'on prévoit un déficit de 90 milliards de kr pour l'année fiscale 1983-84, et un déficit de la balance des paiements de 20 milliards de kr pendant la même période, la marge de manoeuvre qui permettrait de prendre de nouvelles mesures pour stimuler le marché du travail, est en train de se réduire. Cela affaiblit également le "filet de sauvetage" qui est censé protéger la société contre le rouslis et le tangage de l'économie.

LES CAPITALISTES APPLAUDISSENT

Mais d'autres nuages sombres s'accroissent à l'horizon de la Suède. Dès qu'il fut installé dans ses fonctions, le nouveau gouvernement prit un départ foudroyant en décrétant une dévaluation de 16% (dont l'effet fut d'augmenter radicalement, et d'un seul coup, les prix du tiers des biens de consommation de masse qui est importé). En fait le gouvernement de Palme était si pressé de faire une entrée en scène rugissante, que le nouveau ministre des Finances, Kjell-Olof Feldt, avait entamé les négociations en vue de la dévaluation avec les autres ministres des Finances scandinaves, avant même

que le gouvernement de Palme n'ait été formellement intronisé.

La dévaluation entraînera une réduction de 5% des salaires réels des travailleurs au fur et à mesure que ses effets seront répercutés. En même temps, les grandes compagnies recueilleront des profits extraordinaires d'environ 5 milliards de kr.

Cette mesure était consciemment destinée à « donner du tonus aux investisseurs dans l'industrie ». Mais son résultat principal a été de faire souffler un vent de folie sur la bourse, d'entraîner une hausse des profits des entreprises capitalistes et d'accroître les dividendes des actions.

« Fantastique! Incroyable! Inimaginable! The sky is the limit! (en anglais dans l'original: le ciel est la limite). » D'après la publication financière Affarsvarlden, c'est ainsi que l'on réagit dans le parterre de la bourse à la fin de l'automne 1982 et au début de 1983.

Au cours des quatre premiers mois qui ont suivi la victoire du SAP aux élections du 19 septembre 1982, la richesse des actionnaires s'est accrue de 50 milliards de kr suédoises! On peut se demander s'il ne s'agit pas là d'un record mondial pour un parti ouvrier au pouvoir.

Face à cela, qu'a fait le gouvernement, qu'a fait le parti qui avant les élections parlaient en termes si méprisants de « l'économie de spéculation » des partis bourgeois?

Je pense que c'est fondamentalement une bonne chose que les valeurs aient augmenté sur le marché», a déclaré le ministre des finances, Kjell-Olof Feldt. « Nous veillerons à ce qu'elles ne subissent pas de baisse soudaine ».

La dévaluation a donc trouvé un terrain fertile. Mais de nombreux capitalistes ont affirmé qu'une mesure isolée ne suffisait pas. Pour accroître les investissements, il faut aussi réduire les salaires réels, renchérit l'association patronale, la SAF. Elle réclamait un assouplissement des restrictions sur les opérations à l'étranger, une politique de l'emploi « plus flexible », et une réduction des impôts. (Les impôts sur les entreprises en Suède sont déjà les plus bas d'Europe occidentale!)

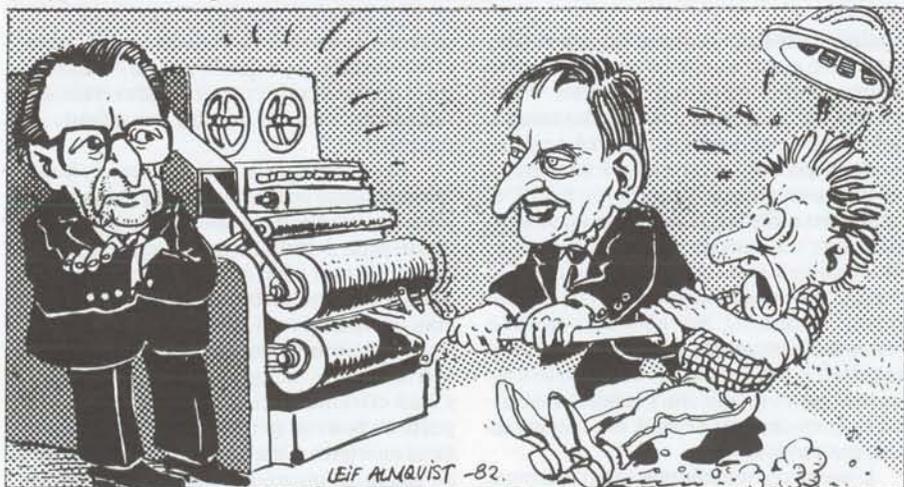
UNE POLITIQUE BUDGÉTAIRE « PLUS STRICTE »

Le gouvernement avait un projet de « fonds des salariés » qui devait permettre d'accroître dans une certaine mesure l'influence des bureaucraties syndicale et étatique sur la politique d'investissement, en échange d'une pression à la baisse sur les revendications salariales. Ce projet a été remis à plus tard. Il devrait être repris en considération sous une forme « plus modérée ». (le projet original avait déjà été « modéré » quatre ou cinq fois.)

Là aussi, les capitalistes ont donc adouci le ton. En effet, au cours de la campagne électorale, ils avaient crié à cor et à cris que le « fonds des salariés » présentait une nouvelle percée du socialisme envahissant. (Cette accusation était entièrement dénuée de tout fondement puisqu'il n'a jamais été question d'accorder à ce fonds une position majoritaire dans les organes décisionnaires. D'ailleurs, les syndiqués eux-mêmes ne devaient avoir aucun moyen d'exercer une influence directe sur l'utilisation de ce fonds!)

Le grand capital peut aussi se réjouir de ce que le gouvernement, malgré ses promes-

« Olof Palme offre au patronat la main tendue des travailleurs ».



ses électorales, n'a rien fait contre les subventions dispensées par l'Etat pour encourager les travailleurs à acheter des actions des compagnies où ils travaillent, «réforme» qui avait été introduite en 1980 malgré les protestations des sociaux-démocrates.

La décision prise en faveur de la fabrication de l'avion de combat JAS a été connue en même temps que la nouvelle qu'on allait réduire les subventions aux entreprises d'Etat et forcer les municipalités à réduire leurs dépenses, le tout en même temps qu'on parlait d'une «politique budgétaire plus stricte». Cela aussi a réjoui les capitalistes.

On a bien vite rassuré les capitalistes qui étaient irrités par le fait que le SAP avait l'intention de tenir, tant bien que mal, ses quatre promesses électorales symboliques -- notamment une augmentation des retraites, une meilleure assurance médicale, et un soutien accru à la construction de crèches (financée par des augmentations des impôts indirects !). Les capitalistes se sont vite rassurés lorsqu'ils ont pu constater qu'il n'y aurait pas grand chose en matière de réforme supplémentaire dans ces domaines. Au contraire, les sociaux-démocrates envisagent d'envoyer beaucoup de leurs «vaches sacrées» à l'abattoir. En effet, ils commencent à projeter, entre autres, de faire payer le recours aux services publics de manière à ce qu'ils se suffisent à eux-mêmes, de réduire les relèvements des allocations de retraite indexées sur le coût de la vie, et d'allonger la période d'attente pour le paiement des allocations-maladie.

Lorsque le budget a été présenté devant le parlement au début de janvier, la presse financière l'a qualifié de «mieux que ce que l'on craignait». Le déficit prévu était inférieur à ce qui avait été projeté. Il y avait dans le budget une série de restrictions dissimulées sous la forme de réductions des sommes attribuées aux dépenses publiques pour compenser l'inflation, ce qui ne manquera pas d'affecter les dépenses sociales. Bien qu'une autre mesure affectât les programmes de développement de l'emploi (auxquelles on ajoutait 1,5 milliards de kr.), on imposait un coup d'arrêt général aux réformes.

Les administrations municipales devaient être soumises à des pressions plus sévères. On augmentait les subventions accordées aux firmes qui manifestaient une volonté de pénétrer de nouveaux marchés étrangers; on leur accordait des suppléments aux crédits à l'exportation déjà existants. On allait récompenser l'innovation et allouer des sommes plus importantes à la formation et à la recherche. On espérait ainsi accélérer la conquête de nouveaux marchés, et réduire la dépendance sur les secteurs exportateurs traditionnels.

Tout cela au nom de la doctrine de «troisième voie» vers la croissance économique défendue par le gouvernement Palme. En principe, elle devrait permettre en même temps d'éviter le chômage massif par une politique de stimulation active du marché du travail et de promotion d'audacieuses affaires d'exportation, combinée à l'encouragement à l'investissement pour augmenter la production, et d'appliquer une politique budgétaire «stricte» qui réduira le déficit budgétaire et les emprunts à l'étranger.*

Ce n'est donc pas pour rien que le directeur de la Chambre de commerce a félicité le nouveau gouvernement pour «sa politique

économique remarquablement raisonnable».

De nombreux capitalistes se demandaient avec inquiétude quels seraient les résultats de la négociation des contrats de 1982-83. Les syndicats chercheraient-ils à se venger des cinq années de chute du pouvoir d'achat? Y aurait-il de la grogne dans les syndicats si l'installation du nouveau gouvernement ne signifiait pas une défense plus énergique de leurs intérêts? Ces craintes ont été dissipées.

* «M. Kjell-Olof Feldt, le ministre des finances, distingue la 'troisième voie' des politiques expansionnistes et de serrage de ceinture d'autres pays industrialisés.»

«L'élargissement de la consommation privée et de l'emploi par une politique expansionniste aboutit en fin de compte, dit-il, à aggraver le déficit des paiements et l'inflation, tandis qu'une ligne déflationniste dure entraînerait le chômage et un gaspillage considérable de ressources.»

«Les sociaux-démocrates se proposent d'appliquer un mélange de mesures expansionnistes et de serrage de ceinture. L'emploi sera prioritaire, mais, à court terme, les Suédois connaîtront une chute considérable de leurs salaires réels et de leur niveau de vie.» (Financial Times, 11/1/83)

RÉDUCTION RECORD DU SALAIRE RÉEL

La direction de la LO n'a pas perdu de temps pour déclarer que, quant à elle, elle ferait son possible «pour assurer une chance de succès à la politique économique du gouvernement en modérant les revendications syndicales.» La demande d'augmentation des salaires qu'elle a présentée est descendue à un niveau record: 2,2 % pour l'année (plus des suppléments limités pour certains groupes). En même temps, elle se déclarait prête à faire son possible pour réduire les revendications locales de compensations au-dessus du tarif établi par le contrat national.

Le nouveau président de la puissante union des métallurgistes, Leif Blomberg, a entamé sa première campagne de négociation en tant que président, en déclarant: «Laissons-nous faire, même si nous le sentons passer après le nouvel an, quand les augmentations de loyers, de prix, et de t.v.a. sont attendues!»

«Revendiquer la compensation intégrale de l'inflation serait du rêve éveillé. Le contrat ne va pas être fameux. Mais il faut absolument agir vite pour que les gens sachent où ils en sont.»

Il fallait certes que la direction agisse vite, c'est-à-dire avant que les travailleurs ne se rendent compte de ce qui se passait. Pour accélérer le processus encore davantage, l'union des métallurgistes s'est elle-même détachée des négociations centrales. Elle rompait ainsi avec une tradition qui remontait à 1956. L'union des métallurgistes a signé un contrat séparé avec ses «propres» patrons, abandonnant du coup le principe de la direction de la LO exigeant «une politique salariale unifiée donnant la priorité aux plus défavorisés» (c'est-à-dire comprenant une clause assurant une certaine compensation aux ouvriers les plus mal payés quand leurs salaires descendent trop en-dessous de ceux des catégories les mieux payées.)

L'union des métallurgistes fut vivement

critiquée par les autres syndicats de la LO pour cette initiative. Puis, très vite, après quelques démonstrations rituelles, après que la SAF ait déclaré son opposition à la clause de compensation, et après quelques grèves symboliques, le gouvernement Palme «a persuadé les patrons» d'accepter l'offre des médiateurs, très proche de la proposition initiale de la LO (elle comprenait notamment la clause de compensation). C'est ainsi qu'à la mi-mars, la LO et la SAF ont signé un accord prévoyant des augmentations de salaires de 2,2 %.

D'après les calculs du ministère des Finances et du gouvernement accolés au plan financier du nouveau budget pour 1983-84, les salaires réels devraient être amputés de 4 à 5% au cours de cette période (non compris les effets de la dévaluation et les augmentations de la T.V.A.). Il semble que cette prévision va se réaliser.

Mais non sans provoquer des réactions!

LES ESPIRS ISSUS DES ÉLECTIONS

A l'occasion de l'ouverture de dernières négociations contractuelles, le ministre des finances, Feldt, a déclaré:

«L'industrie semble confiante que le gouvernement social-démocrate saura influencer les grandes organisations qui opèrent sur le marché du travail de manière à éviter les erreurs et les malentendus dans la conduite de la politique salariale.»

«Le monde des affaires sait que nous disposons d'un capital de confiance que nous pouvons faire jouer, aujourd'hui que nous entrons dans une période de déclin des salaires réels.»

Il y a de nombreux sous-entendus dans cette déclaration.

Quand les électeurs ont renvoyé les sociaux-démocrates au gouvernement il y a six mois, cela reflétait l'espoir de centaines de milliers de travailleurs en Suède que les sociaux-démocrates «garantiraient l'emploi», «défendraient les formes diverses de couverture sociale», et «construiraient un avenir pour la Suède» (ce sont là les mots d'ordre utilisés par le SAP dans les élections!) mieux qu'un autre gouvernement, ouvertement capitaliste.

La plupart des ouvriers n'avaient pas d'espairs démesurés. Ils ne s'attendaient pas à ce que le gouvernement du SAP exécute de grandes opérations, ou introduise des mesures anticapitalistes. Ils ne s'attendaient pas à un rejet intransigeant de toute exhortation à se serrer la ceinture. Mais ils s'attendaient effectivement à ce que le gouvernement du SAP marche mieux qu'un gouvernement bourgeois, et à ce que les travailleurs en profitent.

Ce qu'on appelle couramment en Suède «la conscience de la crise» s'était répandue. La plupart des électeurs du SAP étaient sans doute prêts à certains sacrifices, et à accorder un certain délai à un gouvernement qui jouissait d'une certaine confiance, ou qui était au moins perçu comme le moindre mal.

Ces attitudes étaient d'autant plus prévalentes que le changement de gouvernement s'était effectué à froid. Le SAP n'a pas été porté au pouvoir par une vague de mobilisations ouvrières. Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas eu de luttes ouvrières au cours des der-

nières années. La lutte menée en 1980 contre l'association patronale qui pensait pouvoir remporter la victoire en s'affrontant frontalement au niveau des salaires ouvriers, a été lâchée par la direction syndicale et s'est achevée par le traditionnel "compromis" suédois. La démoralisation et le scepticisme se sont répandus parmi les ouvriers les plus combattifs. Mais, pour beaucoup d'autres ouvriers suédois, c'était une expérience nouvelle.

Si les premières occupations d'usine de la Suède -- dans une mine du centre de la Suède et dans une usine textile du nord -- n'ont pas abouti à une victoire, elles n'en ont pas moins introduit un élément nouveau dans la Suède des années 1970 et 1980.

On a vu aussi plusieurs protestations des sidérurgistes et des travailleurs des chantiers navals contre la fermeture de leurs entreprises. Un mouvement s'est déclenché parmi les métallurgistes pour réclamer le droit de vote sur leur propre contrat (qu'ils n'ont toujours pas obtenu à ce jour). Il a fait boule de neige et agité des dizaines de milliers de travailleurs. Dans certains secteurs, les ouvriers ont proposé une grève politique contre la politique d'austérité du gouvernement des partis bourgeois alors au pouvoir, et contre les attaques qu'il portait contre l'emploi. Ces luttes et d'autres formes d'action qui ont surgi dans la période récente, n'ont pas manqué de laisser une certaine empreinte. Mais pour les ouvriers en Suède aujourd'hui, il est difficile de renouer immédiatement avec ces expériences dans une situation qui est entièrement nouvelle.

LE DEBUT D'UN MALAISE

Après l'entrée en fonction du nouveau gouvernement l'année dernière, une attitude générale d'expectative s'est instaurée. Les gens attendent de voir ce que le gouvernement va faire, comment il tiendra ses promesses électorales, quels seront les effets de ses mesures.

Mais expectative ne signifie pas passivité totale. C'est particulièrement vrai des secteurs ouvriers les plus durement frappés et les plus combattifs qui commencent à manifester ouvertement scepticisme et méfiance à l'égard du nouveau gouvernement. D'ailleurs ce scepticisme commence désormais à trouver un certain reflet au sein du "mouvement" social-démocrate lui-même.

Quand la compagnie minière de l'Etat, la LKAB, a menacé les mineurs de Svappavaara, dans l'extrême nord de la Suède, de mises à pied, ils avaient encore une certaine confiance dans le gouvernement. Ils ont ouvertement débattu de la possibilité d'occuper la mine, de souder les entrées, et de se défendre contre les attaques. Tout cela était conçu comme moyen de pression sur le gouvernement et le Parti social-démocrate.

«La marmite continue à bouillir. Si on est poussé à bout et qu'on pense à sauter, tout est possible», déclarait le mineur Eilert Stalnacke. «A mon avis, la seule chose à faire, c'est de souder les entrées et de faire face».

Quand il est apparu clairement que le gouvernement n'avait pas l'intention de maintenir la mine en opération, mais de la fermer «temporairement», la colère a éclaté. On accusa le gouvernement de «lâchage», de «trahison», et de «mentalité bureaucratique».

Mais l'occupation envisagée n'eut

jamais lieu. La lenteur traditionnelle des Suédois et l'absence d'une force consciente, organisée, et politique, ont dissipé la résistance et épuisé les ouvriers.

Mais cet exemple, s'ajoutant à d'autres, a laissé sa marque sur de nouveaux secteurs de la classe ouvrière. Malgré la défaite, l'expérience de Svappavaara représente un capital précieux pour l'avenir de la classe ouvrière en Suède.

Le développement du scepticisme quant à la politique gouvernementale et du malaise quant à ses mesures, apparaît aussi dans la presse syndicale officielle.

«La LO n'a pu convaincre sa base de modérer ses revendications salariales qu'à la condition expresse que le gouvernement social-démocrate s'engage à maintenir l'emploi», écrit le journal de la confédération, *LO-Tidningen*, dans un éditorial critique à l'égard du gouvernement.

Cette attitude se traduit aussi par un déclin de l'intérêt du Parti social-démocrate. Une étude effectuée parmi les sociaux-démocrates de Göteborg indique que ce phénomène a atteint des proportions sans précédent.

L'association éducative ABF, idéologiquement liée au SAP, rapporte qu'on assiste à un déclin de la participation. C'est surtout les groupes d'étude sur les questions sociales et le marché du travail qui sont le plus durement affectés. Le cercle d'étude lié directement à la direction du SAP, le «Framtid for Sverige» (Un avenir pour la Suède) a également été particulièrement durement frappé.

«Un certain mécontentement, pour ne pas dire pire», commence à se répandre dans le mouvement ouvrier, écrivait récemment le *LO-Tidningen*.

Et le journal du soir de la LO, *Aftonbladet*, écrivait dans un éditorial:

«Le parti a été obligé de poursuivre une

politique différente au pouvoir que dans l'opposition, et cela commence à réduire son capital de confiance».

Jan Nygren, le président de l'organisation de jeunesse sociale-démocrate, la Socialdemokratiska Ungdomsforbundet (SSU), décrivait la situation comme suit:

«Ni moi-même, ni les autres membres de la SSU ne pouvons affirmer que nous trouvons le même enthousiasme qu'auparavant. On se pose des questions. Un sentiment de malaise se répand».

«L'heure est à la critique et à l'expression des préoccupations parce que le temps passe. Avant que nous ne nous en rendions compte, nous aurons affaire à de nouvelles élections».

C'est la conscience de ce fait, que les prochaines élections ne sont plus éloignées que de deux ans et demi, qui conduit le gouvernement social-démocrate à introduire un série de mesures impopulaires tout de suite. Il l'a fait dans l'espoir que cela lui procurerait une plus grande marge de manoeuvre à l'avenir, et dans l'espoir aussi qu'une certaine reprise économique lui viendrait en aide.

L'expectative qui s'était instaurée après le changement de gouvernement, est en train de se transformer en irritation et en malaise dans certains secteurs de la classe ouvrière suédoise. La tâche des socialistes et des militants syndicaux consiste à les transformer en activité et en alternative politique, en initiatives de lutte et d'organisation. Ce n'est que de cette manière que la défaite du gouvernement bourgeois aux élections de 1982 pourra être élargie, et devenir une défaite de sa politique d'austérité. Ce n'est que de cette manière qu'elle pourra le prolonger par un changement radical de l'orientation du mouvement ouvrier suédois. ■

Tom GUSTAFSSON,
4 avril 1983.

L'ECONOMIE EN QUESTION

La crise. Dix ans déjà. Mais quelle crise ? De plus en plus, on veut comprendre les mécanismes élémentaires de la vie économique et sociale. Les discours généraux ne suffisent plus à éclairer les blocages du système. Les débats s'accroissent. Vous êtes de ceux qui veulent les comprendre ?

L'ECONOMIE EN QUESTIONS
vous intéresse sûrement :

— des articles concrets sur les débats en cours : politique économique, réduction du temps de travail, chômage ...

— des articles pédagogiques sur les mécanismes du capitalisme contemporain : endettement international, dévaluation ...

— une perspective pluraliste : points de vue de syndicalistes, d'économistes, d'enseignants ...

Une lecture vivante du capitalisme aujourd'hui pour une réflexion socialiste renouvelée.

Le numéro : 15 francs. Abonnement : 60 francs (étranger : 80 francs).

NOM :

ADRESSE :

Désire : recevoir un spécimen. s'abonner.

A retourner à L'ECONOMIE EN QUESTIONS, 83, rue de l'Ourcq, Bât. E1, 75019 Paris.

